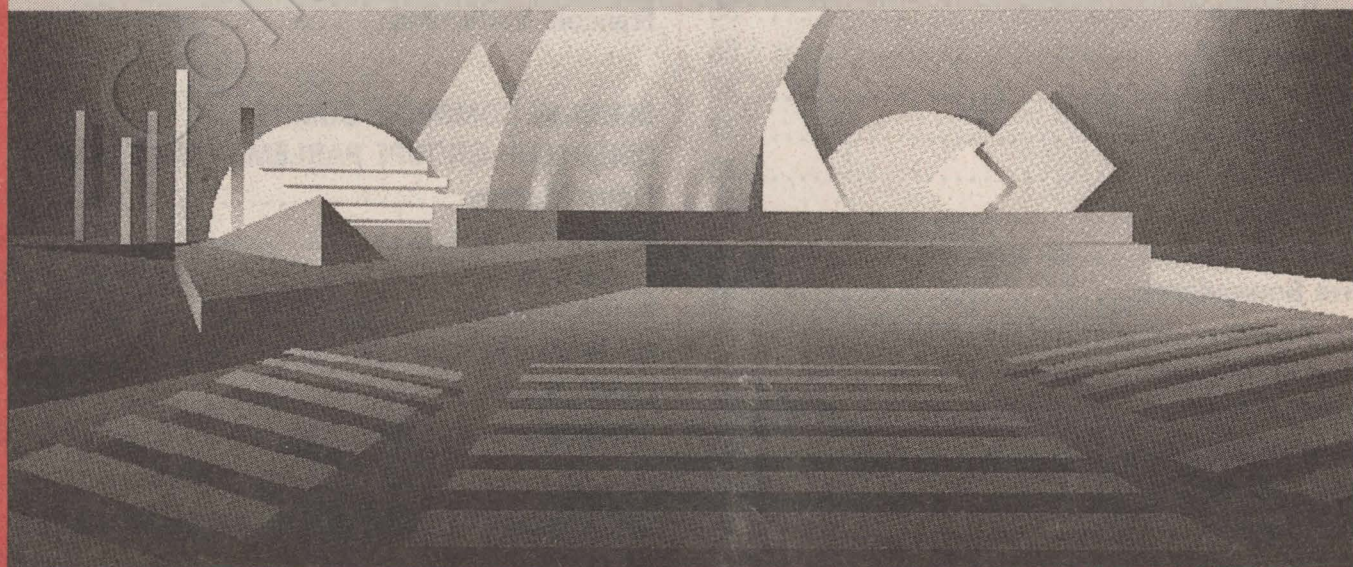


le poing la rose

0, rue de Solferino, Paris VII - Organe du Parti Socialiste - Mensuel N° 119 Juin 1987 - 7 F

CONGRÈS DE LILLE 3, 4, 5 AVRIL 1987

- Motion nationale d'orientation
- Compte-rendu du Congrès
- Organismes centraux du PS
- Réunion Comité Directeur-Groupe parlementaire (9 mai)





SOMMAIRE

MOTION NATIONALE D'ORIENTATION	3 à 12	Jérôme Lambert	43
Déroulement des travaux	13	Jacques Piette	43
Discours de bienvenue de Pierre Mauroy	14	Gilles Martinet	44
Discours de bienvenue de Bernard Roman	14	Isabelle Thomas	44
Rapport de la Commission de vérifications des mandats : Yannick Bodin	14	Marie-Andrée Jaubert	44
Rapport d'activité : Jean Poperen	15	Patrick Menucci	44
Rapport du groupe parlementaire :		Gilbert Bonnemaïson	45
Pierre Joxe	16 à 17	Rapport de la Commission politique économique présenté par Dominique Strauss-Kahn	45 à 46
La Commission des résolutions	17	Rapport de la Commission politique sociale :	
Vote sur la motion nationale d'orientation	18	Jean-Paul Bachy	46 à 47
Alain Claeys	19	Rapport de la Commission Problèmes de société et Vie quotidienne :	
Robert Le Foll	19	Marie-Claude Vayssade	47 à 48
Henri Fiszbïn	19	Rapport de la Commission des résolutions :	
Christian Bataille	20	Marcel Debarge	48
Luc Soubré	20	Les délégations étrangères	48
Umberto Battist	20	Rapport contentieux et statuts :	
Gérard Collomb	21	Daniel Vaillant	49 à 50
Nathalie Soulier	21	Rapport de la Commission politique étrangère et défense :	
Joël Carreiras	21	Edwige Avice	50
Gérard Lindeperg	21		
René Mangin	21	RASSEMBLEMENT NATIONAL DU 5 AVRIL	
Michel Rocard	22	Introduction de Pierre Mauroy	51
Jean-Pierre Chevènement	23 à 24	Allocution de clôture de Lionel Jospin	51 à 55
André Laignel	24 et 33	Message du président de la République, François Mitterrand	53
Yvette Roudy	33		
Jacques Vian	33	RÉUNION COMMUNE COMITÉ DIRECTEUR-GROUPE PARLEMENTAIRE (9 MAI)	
Pierre Mauroy	34	Pierre Mauroy	25
Jean Poperen	35	Laurent Fabius	26
Louis Mermaz	36	Pierre Joxe	27
Jean Le Garrec	36	André Billardon	28
Louis Le Pensec	37	Marie-Claude Vayssade	28
Max Gallo	38	Lionel Jospin	29 à 30
Olivier Stirn	38	André Méric	30
Martine Buron	38		
Pierre Bourguignon	39	ORGANISMES CENTRAUX ISSUS DU CONGRÈS DE LILLE	31 à 32
Alain Barrau	39		
Bertrand Delanoë	39		
Laurent Fabius	40 à 41		
Michel Debout	41		
Pierre Guidoni	42		
Claire Dufour	42		
Louis Mexandeau	43		

Motion nationale d'orientation

Rassembler pour gagner Comprendre la réalité

Toute réflexion politique doit partir de la vie, du monde dans lequel nous sommes, du pays où nous vivons.

Le monde bouge

Le monde bouge autour de nous, mais trop souvent aussi se bloque, en convulsions que sèment la misère, l'exploitation impitoyable de l'homme par l'homme, le despotisme politique et le fanatisme, idéologique ou religieux.

Les progrès de la science se poursuivent, capables de soulager l'homme de la peine du travail, de la maladie, de repousser plus loin la fatalité de la mort. Les techniques permettent de répandre à foison l'information, la connaissance, la culture. Ce mouvement, jadis limité au monde occidental, a fait souche dans le tiers monde, montrant qu'il peut être généralisé à l'échelle de l'humanité.

Mais ce progrès n'est pas maîtrisé. Parce qu'il n'abolit pas les phénomènes d'exploitation et de domination mais au contraire les subit, il est inégalement réparti. Le chômage est devenu massif et chronique dans la plupart des pays développés, faisant ressurgir des situations de pauvreté. La misère domine dans le tiers monde. Dans les pays communistes, où le capitalisme a été aboli, l'économie est inefficace et les libertés n'ont toujours pas été conquises.

La crise du capitalisme depuis 1971 (chute de la rentabilité, mutation technologique, fuite dans l'endettement, essor de la spéculation) se traduit par une « guerre » économique mondiale qui oppose non seulement les entreprises mais les systèmes sociaux, les nations et les Etats. L'enjeu de cette compétition n'est rien d'autre qu'une nouvelle organisation du monde.

Les Etats-Unis, au formidable potentiel, commencent à mesurer le bilan négatif du « reaganisme ». L'Union Soviétique cherche dans le rajeunissement de ses équipes, des remèdes aux maux plus profonds du despotisme, de la bureaucratie et du centralisme, qu'elle n'a pas encore eu le courage d'affronter. Aucun de ces deux grands pays n'a renoncé aux politiques impériales et n'offre aux peuples du monde un modèle qu'ils puissent faire leur.

L'Europe le pourrait. Parce qu'elle ne rêve plus de domination, qu'elle a besoin du tiers monde, qu'elle a su forger dans son histoire un équilibre entre l'économique et le social, parce qu'elle est lieu de démocratie, elle peut travailler à un nouveau modèle de relations entre le Nord et le Sud. Encore faut-il qu'elle le veuille. Cela suppose qu'elle existe et qu'elle maîtrise ses problèmes intérieurs (chômage chronique, crise monétaire, excédents agricoles massifs, progrès social en panne, morcellement

de son potentiel de recherche, mauvais fonctionnement de ses institutions), qu'elle sorte de la dépendance où elle se place trop souvent à l'égard des Etats-Unis (en matière d'échanges comme de défense) et qu'elle s'affirme d'une seule voix. Pour cette Europe, la France est indispensable. Mais la France s'interroge.

La France s'interroge

L'histoire de notre pays a toujours été double. Vieux pays capitaliste, à la bourgeoisie souvent dure et conservatrice, il est aussi l'héritier d'une histoire républicaine et progressiste, irriguée par le socialisme.

Notre histoire est faite d'antagonismes et de rencontres, de phases de division et de moments d'unité. Il a été le pays des révolutions, mais aussi des guerres civiles et des coups d'Etat. Il est aussi le pays des grandes rencontres qui lui rendent son équilibre et sa cohérence : celle des conservateurs avec la République, celle des républicains avec la réforme sociale.

La France d'aujourd'hui est confrontée, notamment, à trois grands problèmes : un chômage considérable qui risque d'entraîner une démolition sociale ; une compétitivité économique insuffisante qui peut conduire à notre affaiblissement global ; une difficulté à poser correctement le problème de la « grandeur » de la France, c'est-à-dire sa façon de tenir dans le monde une place digne d'elle.

La France doute de ses valeurs et s'interroge sur son modèle de société. Et ceci, pour des raisons d'abord politiques. La décomposition du gaullisme accélérée par l'opportunisme chiracien, la montée du « libéralisme » réactionnaire, la poussée de l'extrême droite antirépublicaine, la volonté de revanche contre la présence durable des socialistes au pouvoir ont conduit, avant et après le 16 mars, à des propositions du R.P.R. et de l'U.D.F. qui ruinent le consensus né de la Résistance et qui avait donné sa physionomie à la société française. Ainsi sont menacés, aujourd'hui ou à terme, le Plan, le rôle de l'Etat dans l'économie, la notion de service public, le contrôle des puissances d'argent, les droits des travailleurs ou la Sécurité sociale.

Notre pays, face aux défis du temps, a deux attitudes possibles. Ou bien, il s'affaisse et se replie : sur la peur, l'hostilité vis-à-vis de l'étranger, le cynisme dans les relations sociales, une économie de spéculateurs et de rentiers, un modèle politique autoritaire fait pour un peuple de spectateurs. Ou bien il se dresse et s'ouvre : ouverture sur le monde, tolérance et justice dans les rapports sociaux, prise de risque en économie et dans la vie pour favoriser ceux qui cherchent, créent ou investissent, avec un peuple de citoyens qui s'impliquent dans la démocratie.



La France doit choisir l'une de ses deux faces. Et nous, socialistes, il nous revient de rassembler les Français autour d'un nouveau projet de société dans lequel ils puissent se reconnaître. Peut-être ce mouvement a-t-il déjà commencé ? Un réveil se produit dans bien des secteurs : le mouvement des lycées et des étudiants, la remontée de la combativité des travailleurs, le mécontentement de la jeunesse et des hommes de culture, autant de signes qui ne trompent pas.

Le Parti socialiste n'a pas pour fonction d'être le moteur des luttes sociales. Cette responsabilité incombe notamment aux organisations syndicales. Il a pour ambition d'offrir au monde du travail, à la jeunesse, à l'ensemble du pays, une perspective politique à leurs luttes. C'est le sens de notre projet.

Les jeunes et les travailleurs répondent

A certaines interrogations de la société française, les jeunes apportent leur réponse. En tout cas, leur mouvement victorieux de l'automne est le premier acte qui indique que le glissement à droite du 16 mars n'est pas irrésistible.

Aspirant au savoir et à une place dans la société qu'ils veulent ouverte et fraternelle, ils disent non à l'injustice et à l'inégalité érigées en théories. Ils acceptent la compétition mais loyale, ils refusent le racisme, la discrimination et les réponses autoritaires aux problèmes de société. Ils disent aux adultes : choisissez l'ouverture sur le monde, la création, la solidarité contre le repli frileux, la possession et l'égoïsme.

Leur action qui a ouvert une brèche à la revendication dans le monde salarial, lui aussi maltraité par le nouveau pouvoir, montre que la société française n'est pas passive devant la politique de la Droite. Ces mouvements éclairent d'un jour nouveau la situation politique dans notre pays. Dans les entreprises et dans la fonction publique, les revendications ne se limitent pas à la revalorisation des salaires. Elles portent aussi sur l'amélioration des conditions de travail et sur l'organisation des rapports hiérarchiques. Ces revendications se heurtent à l'intransigeance du gouvernement et du patronat. Le refus d'ouvrir un véritable dialogue social illustre l'incapacité de la Droite à répondre aux aspirations de justice, de responsabilité et de solidarité qui s'expriment dans notre société. Ces aspirations rejoignent le combat démocratique mené depuis toujours par les socialistes. A nous de montrer à la jeunesse que ses préoccupations de justice et de fraternité rejoignent le combat démocratique mené depuis toujours par le mouvement socialiste.

Les femmes aussi

Pour la première fois en mars 1986, les femmes ont davantage voté pour le Parti socialiste que les hommes. Cette évolution profonde traduit l'apparition d'une nouvelle génération de femmes, pour qui l'entrée dans le monde du travail est irréversible et indissociable de leur vie familiale. Elles ont pris toute leur place dans le mouvement étudiant. Leurs aspirations s'inscrivent dans les mutations profondes que subissent les modes de vie et les structures familiales.

Certes, les femmes ont vu dans les dernières années leurs droits et leur place dans la société s'améliorer, mais dans les structures sociales comme dans les mentalités, les discriminations subsistent — qu'il s'agisse de l'égalité professionnelle, du

partage des tâches dans la famille, de la participation aux instances de décisions économiques et politiques.

Le Parti socialiste avait su, voici dix ans, analyser et prendre en charge les aspirations du mouvement des femmes. Face aux risques de répression morale et sociale contenus dans la politique de la Droite, il doit, pour rester un parti de transformation sociale et offrir un projet aux femmes, poursuivre l'élimination des conformismes et de toutes les discriminations.

La coexistence institutionnelle sert de révélateur

La situation politique prévalant depuis le 16 mars, celle de la coexistence d'un président et d'un Premier ministre tirant leur légitimité de deux majorités différentes et opposées, constitue un fait nouveau pour chacun des acteurs du jeu politique.

Cette coexistence institutionnelle n'est en rien une formule d'union nationale : la politique conduite par le gouvernement n'a jamais été aussi éloignée de nos valeurs. La coexistence est une phase transitoire de pouvoir partagé et donc disputé.

La coexistence n'est sans doute pas la meilleure solution pour gouverner. Elle est la réponse à une conjoncture nouvelle née du résultat des élections législatives de mars 1986. Elle permet de confronter deux visions de la société, deux pratiques face à une même réalité et de comparer deux hommes dans l'exercice des fonctions d'Etat.

Jacques Chirac déploie depuis le 16 mars l'activisme de ceux pour lesquels la détention du pouvoir est le seul projet ; candidat à la présidence plus que chef de gouvernement, prompt à changer de position sur les questions les plus fondamentales, opportuniste et brutal, usant et abusant du 49.3 pour domestiquer sa majorité parlementaire, il sert sans vergogne les intérêts à court terme de ses partisans et de ceux dont il espère faire une clientèle.

François Mitterrand, au contraire, donne dans cette épreuve toute sa dimension d'homme d'Etat. Il agit selon des principes et en veillant à l'intérêt national. Le Président de la République s'impose là où la Constitution lui a donné des compétences : les choix en matière de défense et de politique étrangère, le respect des intérêts vitaux de la France. Pour le reste, il exerce l'influence qui s'attache à sa fonction de chef d'Etat. S'il est évident que la politique conduite par le gouvernement sur les grands problèmes de politique intérieure n'est pas la sienne, il sait faire entendre sa voix pour défendre les acquis sociaux ou évoquer les aspirations des Français.

La Droite et la revanche

Le retour de la Droite a toutes les allures d'une revanche. Jusqu'en 1981, la Droite considérait l'alternance comme une utopie et déniait aux socialistes toute capacité à exercer le pouvoir. Elle mettait simplement en œuvre un projet de société conservateur.

L'arrivée de la Gauche au pouvoir a surpris nos adversaires, mais elle les a aussi durcis. Dans l'opposition, la Droite refusait toute légitimité au gouvernement de la Gauche. Revenue aux affaires, elle entend asservir le pouvoir à ses intérêts. Elle en organise la confiscation.



Une partie du pouvoir économique et des médias est distribuée à des groupes privés, amis et étroitement contrôlés. La privatisation des entreprises publiques, puis celle de T.F.1., chaîne symbolique du service public, n'ont pas d'autre signification.

Parallèlement, la Droite, et tout particulièrement le R.P.R., s'approprie le pouvoir politique. Dans l'appareil d'Etat, dans les entreprises publiques, dans le service public de la radio et de la télévision, est organisée une « chasse aux sorcières ». Maintenant que le pouvoir sent la situation politique se tendre, cette éviction systématique s'accélère et ne s'embarrasse plus d'aucune forme. Sous l'autorité directe du Premier ministre ou sous le couvert des décisions d'une C.N.C.L. zélée, l'Etat-R.P.R. se met en place.

C'est que la Droite poursuit aujourd'hui un projet de société qui n'est plus conservateur, mais ouvertement réactionnaire.

Poussée par un appétit de pouvoir et un souci de clientélisme dont les excès peuvent mettre en péril le consensus qui fonde la Nation, la Droite divise, méprise, exclut et spolie. Il suffit pour s'en convaincre de dresser une liste de ses hauts faits :

- disparition de l'impôt sur les grandes fortunes parallèlement à l'augmentation de certains tarifs médicaux et du démantèlement de la protection sociale ;
- liquidation du patrimoine public servant à gager une politique économique indigente ;
- échec de la lutte contre le chômage et attaques frontales contre les syndicats et contre le droit du travail ;
- main-mise sur l'audiovisuel et bradage par la vente de T.F.1. de l'énorme effort financier consenti depuis trente ans par les contribuables ;
- rodomontades sur l'ordre et la sécurité ;
- restauration du secteur privé dans les hôpitaux et privilèges accordés à certains médecins libéraux ;
- abrogation de la loi Quillot, qui favorise l'envol des loyers.

L'application de l'idéologie dite libérale dans la politique économique, la mise en œuvre d'une politique de régression sociale, la restauration des privilèges par la fiscalité ou par la distribution de prébendes, la répression des aspirations de la jeunesse, les projets sur le Code de la nationalité et sur les prisons privées en témoignent. De plus, cette Droite, qui a montré son incompetence sur de nombreux problèmes et qui n'a eu d'autre priorité que de rétablir le mode de scrutin majoritaire avec un découpage inique, veut imposer le silence aux idées de progrès et de solidarité.

Cette Droite, apparemment soudée par sa vision de la société ne l'était que par une plate-forme programmatique (plate-forme R.P.R.-U.D.F.) ; aujourd'hui, elle tend à se désunir face aux difficultés qui naissent de la mise en œuvre de ce programme. Par ailleurs, la conviction partagée d'un droit naturel à l'exercice du pouvoir ne parvient pas à masquer les rivalités profondes qui surgissent entre les divers clans dès lors qu'il s'agit de déterminer qui exercera ce pouvoir.

Les socialistes et le pouvoir

En choisissant de rompre l'Union de la Gauche, le Parti communiste s'est dérobé à ses responsabilités politiques et a cédé à sa fascination pour l'isolement. Aujourd'hui, à ne pas vouloir se démarquer nettement du modèle soviétique et pour être

incapable de vraiment prendre en compte la situation économique et l'évolution de la société, le Parti communiste s'inscrit dans un déclin probablement durable et laisse une partie de l'électorat de gauche désemparée par ses attaques injustifiées contre le P.S. Le refus de la direction du Parti communiste d'avoir un véritable dialogue, à l'extérieur avec le Parti socialiste, en son sein avec ceux que l'on nomme les « renovateurs », élargit la fracture avec son électorat qui comprend de moins en moins cet irréalisme économique, social et politique.

Dans ce contexte, le Parti socialiste qui, dans des conditions difficiles, a réuni près du tiers des électeurs lors de la dernière consultation électorale, constitue le pôle autour duquel se rassembleront tous ceux qui voudront un changement de politique.

Notre ambition pour l'avenir nous pouvons l'étayer sur le bilan des cinq années de notre législature. Ses maîtres mots sont connus de tous : avancée des libertés et de l'Etat de droit ; respect des individus et progrès de la démocratie ; solidarité et justice dans l'action économique et sociale ; participation de tous à l'effort nécessaire ; modernisation de l'économie et des rapports sociaux ; décentralisation ; élan donné à la recherche, à la formation et à la culture. Et dans le domaine international : déblocage de la construction européenne ; essai de réactivation du dialogue Nord/Sud. Beaucoup de nos concitoyens regardent ce bilan autrement après plusieurs mois de gestion de la Droite.

Souhaite-t-on des exemples plus concrets de notre action ? La suppression de la peine de mort et des tribunaux d'exception ; la réforme du Code pénal et de la justice expéditive des flagrants délits ; l'égal accès de tous, sans distinction de sexe, à tous les emplois ; la cinquième semaine de congés payés et le droit à la retraite à 60 ans ; les radios locales et la reconnaissance de toutes les formes de culture ; la participation des salariés du secteur public à la direction de leur entreprise ; les lois sur les nouveaux droits des travailleurs et sur l'égalité professionnelle des hommes et des femmes ; la forte augmentation, en cinq ans, du pouvoir d'achat du S.M.I.C., des retraites, des allocations aux handicapés, des prestations sociales ; l'inflation ramenée de 14 % à 3 % ; une plus grande justice fiscale ou encore l'effort d'investissement et de recherche mené grâce aux entreprises publiques.

On nous avait dit que la nationalisation avait été un échec ! Nous voyons, aujourd'hui, les capitalistes du monde entier s'arracher des titres qu'ils considèrent comme des valeurs de premier choix.

Et l'élargissement de la Communauté, que presque tous, à droite, considéraient comme impossible. Cancun, enfin !

Voici quelques exemples parmi beaucoup. Chacun d'entre nous en a d'autres plus personnels, tirés de la vie de tous les jours. Pour tous ceux qui dans ce pays n'appartiennent pas à la petite minorité des nantis, pour les jeunes comme pour les retraités, pour les salariés comme pour les chômeurs, pour les femmes qui voient ressortir de l'ombre du passé les nostalgiques d'une remise en cause de l'I.V.G., en un mot pour un grand nombre de Français, le socialisme reste une espérance.

Et cependant, le 16 mars, la Gauche a perdu.

Ce résultat est dû pour une part aux divisions de la Gauche et à l'état de la société française et pour une autre au décalage existant entre nos actes et les attentes des citoyens.

Dans plusieurs domaines, nous avons moins réalisé que ce que l'on attendait de nous. Le chômage n'a commencé à régresser qu'à partir du milieu de l'année 1985. On nous attendait au moins



trois ans plus tôt. Qu'il y ait des raisons à cela, par exemple, que la dégradation de l'industrie ait été sous-estimée, que parti au-dessus de la moyenne européenne notre taux de chômage se soit retrouvé en-dessous cinq ans plus tard ne change rien à cette réalité : une large partie des couches populaires a été déçue.

Ayant conquis le pouvoir politique, nous avons accompli de grandes réformes et fait voter des lois de progrès. Mais nous nous sommes heurtés aux résistances d'une partie du corps social et des pouvoirs dominants. Ainsi, les lois sur les nouveaux droits des travailleurs n'ont-elles pas été entièrement appliquées du fait de l'opposition d'une fraction du patronat, de la faiblesse numérique et des divisions des syndicats.

Sans doute avons-nous aussi sous-estimé la force des émotions collectives. C'est ainsi que l'inquiétude de l'opinion, malgré l'effort fait pour le renforcement et la rénovation de la police, a ouvert la voie aux surenchères et aux fantasmes de l'extrême droite relayée par la Droite classique.

Fiers de notre bilan, nous avons à en tirer la leçon. Il nous faudra mieux mesurer la diversité des attitudes sociales, de même que les difficultés du changement et tenir compte du fait que les comportements n'évoluent pas nécessairement au même rythme que la loi.

Et nous engageant, dans la paix sociale, sur des orientations claires, sur la culture comme sur la justice, sur la recherche comme sur les droits des travailleurs, en exigeant des privilèges un effort fiscal plus important, nous avons marqué l'identité

socialiste de nos actions. La Droite l'a bien compris qui n'a cessé de les détruire.

La présidentielle tranchera

L'action pour le socialisme se poursuivra dans notre pays, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle. Mais une victoire d'une personnalité socialiste dans cette échéance décisive, et pour la seconde fois, aurait une importance considérable pour l'avenir politique de notre pays. Elle nous mettrait, sans doute, en position de rassembler autour de nous une majorité de progrès.

Depuis 1965, François Mitterrand a symbolisé, lors des plus grandes échéances, le combat pour la justice sociale, pour le rassemblement de la Gauche et des forces de progrès. Depuis 1971, la stratégie qu'il a mise en œuvre a permis le développement en France d'un grand mouvement socialiste. Elu en 1981 Président de la République, François Mitterrand a engagé une action de très grande portée nationale et internationale. Depuis mars 1986, dans une situation nouvelle de coexistence institutionnelle, il est resté fidèle à lui-même et à l'œuvre de cohésion nationale que lui ont confiée les Français.

Les socialistes souhaitent qu'il soit à même de poursuivre son action. Le moment venu, le candidat des socialistes à l'élection présidentielle de 1988 sera désigné dans les conditions prévues par notre loi commune. Tous les socialistes lui apporteront leur soutien.

Des valeurs pour agir

Affirmer nos valeurs

La société dans laquelle nous vivons a connu de grands changements au cours des dernières décennies ; mais elle reste encore loin de celle dans laquelle nous voudrions vivre.

Certes, le capitalisme aujourd'hui n'est plus celui du XIX^e siècle. En mutation constante, notamment sous la pression des forces politiques et syndicales qui le contestaient, le capitalisme s'est transformé. Se métamorphosant à la suite de chacune des crises qu'il a traversées, intégrant des réformes que le mouvement dont nous sommes les héritiers a su lui imposer, évoluant diversement selon les points de la planète où il a étendu son empire, le capitalisme se présente aujourd'hui sous un aspect hétérogène. Mais cette organisation de notre société, et aujourd'hui d'une grande partie du monde, n'a en aucune manière réussi à apporter de solution aux principaux problèmes de l'humanité. Dans de nombreux domaines, elle a aggravé les situations existantes. Le chômage et la crise économique, le désordre monétaire et le fossé croissant sur la planète entre les riches et les pauvres, le poids énorme des dépenses militaires et la montée de la violence, les poussées politiques réactionnaires, parfois xénophobes, et la montée de l'irrationalisme illustrent les échecs d'une organisation sociale que les socialistes veulent transformer.

Confronté à un nouvel ordre économique mondial qui peut affaiblir l'Europe, face aux vieilles conceptions sociales et économiques du néo-libéralisme qui laissent la société française désorientée et désabusée, le combat des socialistes s'organise autour de valeurs.

Pour les socialistes, la lutte contre les inégalités est une préoccupation majeure. L'égalité que nous recherchons doit permettre l'épanouissement de chacun, elle est réalisation de la

liberté, elle porte en elle la réduction des injustices. L'égalité des chances dès le début de la vie se conjugue avec la solidarité qui vient compenser les injustices nées du fonctionnement de notre société. La recherche de l'égalité refuse tout nivellement, elle vise à permettre à la personnalité de chacun d'éclorre dans une société solidaire. C'est sur cette solidarité que doit se fonder toute politique qui vise à répondre au besoin de sécurité. Opposer sécurité et liberté, c'est prendre pour base le rejet de l'autre. Pour nous la sécurité est liée à la solidarité ; il n'y a pas de véritable sécurité dans une société éclatée.

La recherche de l'autonomie s'exprime dans le mouvement social, parmi les jeunes et les travailleurs. Elle est exigence de liberté. Les socialistes croient qu'elle témoigne aussi d'une volonté de responsabilité de plus en plus affirmée dans tous les domaines, notamment de la vie économique et sociale. Le « libéralisme » des conservateurs développe aujourd'hui une mise sous tutelle visant à la subordination des individus et des citoyens. Qu'il s'agisse du pouvoir des grands groupes privés qui menace celui des pouvoirs politiques démocratiquement établis, du risque de disparition du pluralisme de l'information ou de la différence de moyens financiers dont disposent les grands courants politiques, l'autonomie de notre réflexion et, partant celle de nos choix est aujourd'hui en cause. Que signifient le respect des libertés individuelles et l'affirmation des libertés collectives si quelques-uns dominent les moyens de production et les possibilités d'expression ?

La croissance économique, les conquêtes sociales, l'évolution du salariat, l'uniformisation partielle des modes de vie, la communication de masse ont accru la dimension culturelle des engagements politiques. Même si la force des déterminismes sociaux est loin d'être épuisée, leur influence décroît et les socialistes s'adressent à un nombre de plus en plus grand de Français. Plus encore, au-delà de la société française, dans les relations entre



le Nord et le Sud, dans le soutien des peuples qui luttent pour leur indépendance et pour la démocratie, les socialistes sont ouverts au monde. A l'intérieur de nos frontières, comme vers l'extérieur, les socialistes doivent porter un message qui s'adresse à tous.

Il n'existe pas aujourd'hui de société socialiste. D'ailleurs, l'histoire ne fournit aucun exemple d'un basculement puissant et rapide qui aurait transformé la société capitaliste en une société authentiquement socialiste et démocratique. Le mouvement socialiste est alors davantage un mouvement vers le socialisme, addition de réformes et de transformations des rapports sociaux, changements des attitudes et des comportements entre les hommes, que la quête d'une fin de l'Histoire.

Notre tâche est de poursuivre ce mouvement socialiste, de faire naître graduellement de nouveaux équilibres dans une société composite, d'organiser des relations nouvelles entre l'individu et l'Etat, entre les libertés individuelles et les institutions collectives, entre l'initiative privée et l'intervention publique.

Le progrès se nourrit des antagonismes sociaux et en fait naître d'autres. C'est le rôle du combat de la Gauche contre la Droite que de dépasser ces tensions pour faire progresser la société.

Ces valeurs ne doivent pas rester l'objet d'un débat théorique. Elles sont le fondement de notre critique de la politique de la Droite, sur la justice et sur les prisons privées comme sur le Code de la nationalité, sur la liberté de l'audiovisuel comme sur la sécurité, sur l'éducation comme sur la justice fiscale. On nous presse de reconnaître que la lutte des classes n'est plus à l'ordre du jour. Mais qui par sa politique et ses déclarations, par son incapacité à négocier et sa brutalité fait aujourd'hui éclater la société française sinon le gouvernement de la Droite.

Nos objectifs pour la France

Pour une croissance sociale

Lutter pour l'emploi en modernisant l'économie

La France compte aujourd'hui 2,5 millions de chômeurs, 100 000 de plus qu'en mars 1986. La résignation que manifeste la Droite est d'autant plus choquante.

Les socialistes pour leur part n'ont jamais cédé à cette tentation du renoncement. Face à l'approfondissement de la crise, ils ont mené une politique de rigueur dont l'objectif était de rétablir les grands équilibres. Mais cette rigueur visait à créer les conditions d'une croissance forte, seule susceptible de répondre aux besoins de notre pays et, en particulier, de ceux qui ont le plus à souffrir de la crise actuelle. Ils ont, d'autre part, toujours eu le souci que l'effort nécessaire pour restaurer cette croissance puisse être supporté à proportion même du revenu de chacun.

Les socialistes ont fait le choix de la recherche d'une plus grande compétitivité parce que l'emploi à long terme dans un pays non dominant ne peut être assuré que par la modernisation de son économie, tout particulièrement de son industrie, et par un effort considérable de formation, d'investissement et de recherche scientifique. Le redressement viendra d'un renforcement réel de notre compétitivité qui évitera une dévalorisation permanente de notre monnaie. Les socialistes qui ne partagent pas les illusions du monétarisme savent que la politique monétaire est au service du développement économique et non l'inverse. Mais cette recherche d'une meilleure compétitivité doit être poursuivie en préservant le progrès social dans la perspective d'un nouveau modèle de développement.

La modernisation dans le progrès social passe par une formation de la main-d'œuvre beaucoup plus importante en vue de l'adapter aux nouvelles qualifications, et elle doit s'accompagner de la poursuite des plans de reconversion abandonnés par les conservateurs. Cette modernisation ne se fera pas si n'est pas menée parallèlement une modification tout aussi profonde des relations sociales dans l'entreprise et dans la Nation. De nombreux pays européens nous ont montré l'exemple : les économies ont d'autant mieux résisté à la crise que les travailleurs étaient associés aux décisions les concernant. C'est pourquoi nous devons favoriser l'évolution des rapports sociaux dans une perspective contractuelle. Les salariés doivent être davantage partie prenante aux décisions afin qu'ils puissent s'assurer les contreparties effectives pour la part des efforts qu'ils peuvent être amenés à négocier pour favoriser la compétitivité de leur entreprise : partage effectif des gains de productivité, réduction de la durée du travail, contrôle de l'introduction des nouvelles technologies, formation interne liée aux reconversions. Pour le pays, le refus clair d'une société à deux vitesses doit conduire à contrebalancer les nouvelles prises de risque aujourd'hui nécessaires par un effort accru de solidarité. Ainsi sera favorisée une nouvelle dynamique au service de l'emploi.

Pour être créatrice d'emplois, la modernisation doit se dérouler dans le contexte d'une croissance suffisamment forte. L'essentiel est que la France se dote d'une structure productive solide pour assurer l'équilibre de ses échanges extérieurs. **A cette fin il est indispensable que l'investissement industriel soit encouragé, ce qui implique que les profits dégagés par les entreprises soient détournés des placements spéculatifs sur le marché financier par une fiscalité appropriée.***

Comme nous ne pouvons compter sur la seule croissance pour réduire à court terme le nombre de chômeurs, toutes les autres politiques doivent parallèlement être mises en œuvre. Les initiatives locales devront être encouragées, notamment en milieu rural où l'agriculture ne peut plus, à elle seule, relever le défi de l'emploi, de la gestion de l'espace et de la vie sociale et culturelle. En effet, aux côtés de l'agriculture, il y a place pour une diversification des activités rurales. L'ensemble des ressources économiques et humaines locales doit être valorisé dans le cadre d'un partenariat entre l'Etat, les collectivités locales et les acteurs économiques et sociaux. Les modalités de l'aménagement et de la réduction du temps de travail qui favorisent les gains de productivité, notamment en permettant l'allongement de la durée d'utilisation des équipements, seront aidées. Des contrats de modernisation passés entre l'Etat et les entreprises favoriseront cette évolution. Ils concerneront non seulement les salaires mais aussi la gestion et les investissements liés à l'aménagement et la réduction du temps de travail. La politique proposée par la Droite consiste à accepter passivement un clivage spontané entre un nombre croissant de chômeurs et des actifs ayant une durée du travail constante. Nous proposons, nous, notamment de maîtriser l'aménagement du temps de travail afin de réduire le nombre de chômeurs. Nous refusons l'éclatement de la société entre d'un côté les chômeurs et de l'autre les détenteurs d'emploi.

Pour les jeunes, tous les efforts doivent être entrepris pour aller vers une situation où chacun puisse trouver un emploi, une formation ou une activité.

Améliorer la protection sociale et poursuivre la réforme des prélèvements obligatoires

Face aux remises en cause de la protection sociale par la Droite, le Parti socialiste a déjà engagé la lutte. La sauvegarde d'un régime de protection sociale pour tous constitue pour les socialistes un enjeu central de société.

* Voir note page 48.



Nous serons amenés à adapter cette protection pour tenir compte de l'évolution des risques :

- face au problème de mobilité géographique et professionnelle, nous devons mettre en place des mécanismes de prise en charge collective ;

- pour éviter les phénomènes de marginalisation dans notre société, personne ne doit se retrouver sans revenu. C'est pourquoi nous instaurerons, dans une perspective de réinsertion, un revenu minimum qui sera négocié avec les partenaires sociaux. Sa gestion pourra être assurée par les collectivités locales. Son niveau devra s'approcher des revenus minima prévus par le Fonds national de solidarité ;

- l'augmentation du nombre des personnes âgées, la modulation de l'âge de la retraite et la prolongation de la durée de vie conduiront à un effort particulier de financement de nos retraites. Pour couvrir le risque vieillesse, les mécanismes de répartition doivent **rester la règle** dans nos régimes de retraite ; une réflexion doit aussi être menée sur le rôle des retraités dans la société.

- les projections démographiques révèlent aussi l'augmentation forte de population très âgée. Développons nos services et nos équipements d'accueil et d'insertion des personnes en perte d'autonomie ;

- il nous faudra aussi défendre le droit au logement social en poursuivant l'action de réhabilitation des H.L.M. et en sauvegardant l'aide au logement.

Les prélèvements fiscaux et sociaux continueront à être réformés. D'une part en rééquilibrant l'imposition du capital par rapport à celle du travail, (en particulier, en rétablissant une imposition sur les grandes fortunes) contrairement à ce que la Droite est en train de faire ; d'autre part, en réaménageant profondément la fiscalité locale et les prélèvements sociaux, qui devront prendre en compte l'ensemble du revenu et cesser d'être dégressifs. Ces aménagements tiendront compte de l'évolution des structures familiales.

Faire un puissant effort de formation et de recherche

Il faut faire un véritable bond en avant dans la formation des Français de tous âges. Trop de garçons et de filles sortent du système éducatif sans diplôme ou avec un diplôme inadapté. Ce gaspillage est économiquement coûteux, socialement injuste et moralement haïssable. Pour donner à chacun des chances égales, un effort considérable doit être fait pour améliorer le service public de l'enseignement dans le respect de la laïcité.

L'objectif d'amener 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat en l'an 2000 reste le nôtre, de même que la revalorisation des qualifications professionnelles de ceux qui s'engagent dans la vie active sans avoir atteint le niveau du bac. Mais cet effort et celui qu'il faut fournir pour les universités seront coûteux. Il nous faut donc dégager des ressources nouvelles si nous voulons que ces projets ne soient pas vains. Cette priorité donnée à la formation imposera des choix budgétaires importants dont nous devons avoir pleinement conscience.

Une loi de programmation permettra d'inscrire dans un cadre pluriannuel l'effort nouveau consenti par l'Etat, mais aussi, à travers des contrats de plan, par les départements et les régions, en faveur des lycées et de l'enseignement supérieur.

L'effort en faveur de la recherche sera développé afin de permettre à notre pays de tenir sa place dans la compétition internationale, à l'instar de la politique conduite avec succès entre 1981 et 1985.

La formation permanente, elle aussi, devra être fortement développée. Les sommes consacrées à cette fin peuvent être mieux utilisées. La formation est un investissement de l'entreprise et un droit du salarié qui devrait pouvoir être intégré dans le contrat de travail.

Les socialistes étudieront la possibilité de reconnaître à chaque jeune un crédit formation, utilisable pendant toute la durée de sa vie active et permettant l'alternance entre période de travail et période de formation.

Pour améliorer la vie quotidienne

Etre à l'écoute de la population

La demande qui s'exprime dans le pays est multiple ; elle réclame à la fois la protection de la collectivité, la solidarité et le droit à l'autonomie. L'erreur des libéraux est de n'y voir que le rejet de la présence, jugée excessive, de l'Etat. Mais, dans le même temps, s'exprime le refus de voir disparaître la protection collective à laquelle chacun a le sentiment d'avoir droit. Les réticences, lorsqu'elles existent, portent surtout sur le caractère imposé et considéré comme non négligeable de la prise en charge collective des problèmes individuels. La demande n'est pas celle d'un désengagement social. Elle est celle de mécanismes collectifs plus accessibles, moins anonymes, sur lesquels on peut éventuellement agir et qui laissent à l'individu une possibilité de choix.

La façon dont s'organise la jeunesse face aux problèmes auxquels elle est confrontée constitue à cet égard un excellent révélateur. Elle doit nous faire réfléchir sur la mission des partis politiques, héritée d'une tradition militante née dans le cadre de grandes organisations stables ayant vocation à structurer la vie démocratique et à étendre leur influence sur une large partie de la vie sociale.

Les jeunes générations démontrent leur militantisme. Ils choisissent parfois des formes d'organisation différentes de celles qui structurent traditionnellement l'action des organisations de gauche.

Cette démarche, à la fois individuelle et collective sous-tend les réactions des Français sur bien des sujets.

Il nous appartient donc d'en tirer des enseignements notamment en ce qui concerne le fonctionnement de notre Parti.

Equilibrer les relations entre l'individu l'Etat et la société

a) L'idéologie de la Droite cherche à entretenir chez les Français une confusion entre l'Etat, le gouvernement et la bureaucratie. Personne n'aime la bureaucratie. En lui assimilant l'Etat, la Droite cherche à discréditer ce dernier. Seul le gouvernement garderait alors un certain prestige qui servirait à légitimer la colonisation de la haute administration à laquelle le R.P.R. se livre. En présentant l'intérêt général comme la somme des intérêts particuliers, les libéraux justifient le démantèlement des services publics lorsqu'ils sont rentables et dénigrent systématiquement le travail des fonctionnaires.

Nous voulons un Etat qui remplisse mieux qu'il ne le fait aujourd'hui les fonctions qu'il est seul à pouvoir assurer, nous voulons un Etat qui évite par sa présence la domination du fort sur le faible, mais nous voulons aussi un Etat qui soit plus efficace. Parce qu'il est le garant des libertés et l'instrument de la solidarité, nous voulons que l'Etat tienne toute sa place. Mais parce qu'il doit assumer ses missions au moindre coût, parce qu'il doit être au



service de la population et non peser sur les hommes et gêner leurs initiatives, nous voulons moins de bureaucratie.

Le rapport avec l'administration ne doit plus être vécu comme une épreuve. Pour changer cette situation il faut entreprendre de traiter différemment l'énorme masse des situations banales et répétitives qui peuvent, dès lors qu'elles correspondent à des cas types, faire un large appel à l'informatique, et les situations particulières qui doivent être beaucoup plus personnalisées.

Pour être plus efficace, il faut être plus près du terrain. Plusieurs instances regroupant les administrations, les collectivités locales et les associations ont été créées de 1981 à 1986 ; elles concernent la prévention de la délinquance, la réhabilitation des quartiers ou la promotion des banlieues. Aujourd'hui, elles sont vidées de leur substance, elles devront être réactivées et leurs compétences étendues, notamment pour entreprendre une grande politique de réhabilitation des logements sociaux.

b) Après plusieurs siècles de centralisme et quelques tentatives velléitaires des gouvernements de droite, la décentralisation a été vigoureusement engagée dès 1981. Aujourd'hui elle est en panne. Il convient de faire en sorte que les problèmes qui n'ont pas besoin d'être abordés au niveau national puissent être traités là où ils se posent. La décentralisation doit être poursuivie dans quatre directions : le statut des élus, la participation des citoyens, les finances locales et la déconcentration. Rien ne serait pire qu'une décentralisation en cascade où, à tous les étages, chacun s'exprimerait à tour de rôle sur chaque sujet. Sans revenir sur la répartition des compétences, la Droite a limité les transferts de ressources vers les collectivités locales. Faute d'un rapide réaménagement de leurs finances, elles risquent d'être paralysées. En panne, la décentralisation est en danger. Dans les D.O.M. et les T.O.M., cette panne peut conduire à des affrontements. Cette situation est particulièrement préoccupante en Nouvelle-Calédonie en raison de la politique du gouvernement.

Pour les originaires d'Outre-mer et les D.O.M.-T.O.M., en respectant la spécificité de chacun d'entre eux, le Parti socialiste affirme que leur développement économique, social et culturel constitue une priorité nationale. A partir de la décentralisation, les socialistes poursuivront l'émancipation économique et sociale, l'ouverture vers les pays voisins et la mise en valeur de leur culture et de leur identité. Ils contribueront ainsi à promouvoir, comme dans l'hexagone, une citoyenneté pleinement assumée dans l'ensemble français.

c) Cependant, le transfert des lieux de concertation et de décision au niveau local ne trouvera son efficacité que si tous les habitants concernés y sont associés. C'est pourquoi la question de l'association des immigrés à la gestion locale doit être clairement posée. Ce qui est en question, c'est la place dans la société française des populations d'origine étrangère qui se trouvent sur notre sol en situation régulière et qui souhaitent y demeurer.

A la politique de rejet pratiquée par la Droite, il faut opposer clairement une politique d'accueil et d'intégration qui suppose une réelle maîtrise des flux migratoires et une lutte contre l'emploi clandestin. Tout en prenant en compte les différences, il s'agit de rendre solidaires toutes les composantes ethniques et culturelles de la société et de donner à chacun, quelle que soit son origine, la possibilité de devenir un citoyen à part entière.

C'est dans cette perspective qu'il faut obtenir le retrait du projet Chirac-Chalandon sur la réforme du Code de la Nationalité.

d) Le monde associatif connaît aujourd'hui de grandes difficultés. Les associations permettent aux citoyens de s'organiser librement pour prendre en charge collectivement les différents

aspects de la vie. Ecoles de responsabilité, elles constituent dans plusieurs domaines des alternatives efficaces à la lourdeur de l'administration et au coût des services privés. Ce sont les associations qui dans notre pays permettent au plus grand nombre, notamment autour de l'école, de participer à des activités culturelles, sportives ou sociales. En combattant l'isolement de l'individu face au pouvoir et aux grands intérêts, le tissu associatif est une des composantes les plus prometteuses et les plus dynamiques d'une société solidaire.

Mais les associations ne peuvent vivre uniquement du bénévolat, remplissant souvent des missions au service du public, elles ont besoin des fonds publics. La Droite méprise cette action collective. Aussi le budget de 1987 prévoit-il un recul sans précédent du soutien de l'Etat à la vie associative. Dès notre retour au pouvoir nous devons rétablir ces moyens budgétaires et engager avec les associations un dialogue sur leur développement futur.

e) L'égalité des chances entre les hommes et les femmes est loin d'être réalisée. Une politique globale en faveur des droits des femmes avait été amorcée. La Droite l'a interrompue. Elle devra être reprise, amplifiée et adaptée à l'évolution de la société. **Une convention nationale précisera les propositions du Parti socialiste dans ce domaine.**

f) Dans les relations entre l'individu et la société, le combat pour la liberté de la communication qui doit garantir l'expression pluraliste des idées et des opinions a pris une forme nouvelle avec le développement de l'audiovisuel.

La lutte des républicains au cours du XIX^e siècle a notamment cherché à assurer l'existence d'une presse libre, préservée de la censure de tous les pouvoirs. Aujourd'hui, l'évolution des techniques ne doit pas conduire à la confiscation de cette liberté par des puissances financières. Les concentrations qui se produisent dans la presse écrite comme dans l'audiovisuel constituent une menace pour le pluralisme et donc pour la démocratie. La Droite soumise à la pression de quelques grands groupes facilite leur mainmise sur les chaînes de télévision. La privatisation de TF1 et le démantèlement de l'audiovisuel public n'ont pas d'autre objet.

Pour nous, l'organisation de l'audiovisuel doit permettre une concurrence entre un secteur public fort, garant de la qualité des programmes et les initiatives privées. De retour au pouvoir nous rétablirons la liberté et le pluralisme dans le domaine des médias. La commission-croupion qui a montré à l'occasion de la récente nomination des présidents de chaîne qu'elle ne disposait d'aucune autonomie sera supprimée et le principe de la Haute Autorité rétabli. TF1 redeviendra une chaîne de service public.

Savoir protéger notre environnement

La protection de l'environnement est un problème auquel sont confrontés tous les pays industrialisés (pluies acides, déchets nucléaires et industriels, qualité de l'eau et de l'atmosphère, équilibre du paysage, etc.) Ces questions viennent d'être dramatiquement actualisées par des catastrophes récentes et nous pensons que l'opinion française, et notamment la jeunesse, ne restera pas longtemps insensible aux risques que fait courir une industrialisation non maîtrisée.

Les socialistes, qui savent qu'il ne faut pas imputer aux progrès de la science et de la technologie les méfaits qui relèvent d'un mauvais usage de la société, n'opposent pas écologie et développement économique. Nous ne voulons pas limiter la croissance économique parce qu'elle serait nuisible ; nous voulons orienter



notre modèle de développement pour qu'il prenne en compte la protection de la population et de notre patrimoine naturel. De réelles possibilités de croissance et d'emploi peuvent en résulter.

Pour mieux répondre à ces préoccupations, il est nécessaire d'associer plus largement les citoyens aux décisions. La décentralisation et la vigueur de la vie associative constituent à cette fin des atouts essentiels. Les événements de Tchernobyl notamment nous ont montré, par ailleurs, que l'existence d'instances d'information indépendantes, à l'objectivité reconnue par tous, était indispensable à la prévention et au contrôle des risques majeurs ainsi qu'à une gestion démocratique des crises pouvant en découler.

Mais nous devons savoir que notre efficacité dans ce domaine dépend, pour une large part, des efforts de recherche scientifique et technologique que nous saurons mettre en œuvre et de la coopération internationale qu'il nous faudra promouvoir.

Pour tenir notre place sur la scène internationale

Jouer totalement la carte de l'Europe

La France est notre patrie, l'Europe est notre avenir. Partisans résolus d'une union européenne disposant d'un véritable pouvoir politique et comportant une union monétaire complète, une politique extérieure et une défense communes, les socialistes savent que ces objectifs pour être atteints supposent que s'affirme une volonté politique à longue portée chez nous comme chez nos partenaires. Il s'agit de faire avancer la prise de conscience de l'identité européenne face aux deux grandes puissances militaires (E.U.-U.R.S.S.) et technologiques (E.U.-Japon). Bref, ce que veulent les socialistes, c'est une Europe capable de jouer pleinement son rôle mondiale, travaillant à la détente Est-Ouest et à la libération économique, politique et sociale des pays du tiers monde, une Europe qui sache refuser la vassalisation et le déclin.

Cette Europe exige que soit poursuivie la réforme de la Politique Agricole Commune. Celle-ci, victime des excédents de certains produits, est soumise à une contrainte budgétaire et doit s'orienter vers une meilleure maîtrise de la production et de nouvelles formes de développement assurant mieux les équilibres régionaux et la réduction des inégalités. A cet égard, il faut redéfinir les objectifs et les modalités de la politique de prix agricoles et de la répartition des aides entre agriculteurs et entre régions.

Ainsi l'identité de la France et celle de l'Europe, loin d'être des notions contradictoires, peuvent se révéler complémentaires, si nous savons voir loin et tenir bon. Dans l'immédiat, il convient à l'horizon 1992 de tirer toutes les conséquences de la constitution du marché unique qui doit permettre une libre circulation des biens, des services, des capitaux et des hommes. Cette immense ambition n'a de sens que si elle est accompagnée d'une plus grande cohérence des politiques et des réglementations, en matière d'industrie, de commerce extérieur, de grands projets communs, de culture enfin ; la recherche, l'apprentissage des langues, l'audiovisuel, autant de domaines où la personnalité européenne peut et doit s'affirmer. Il est temps par ailleurs de faire passer le S.M.E. à la deuxième étape qui suppose l'utilisation de l'écu comme monnaie de réserve.

Le rapprochement de la France et de l'Allemagne, dans une relation plus équilibrée, reste pour nous un objectif majeur.

Le parti socialiste prendra aussi l'initiative de susciter une action commune des socialistes européens pour lutter contre le chômage, notamment en créant les conditions d'une croissance plus forte.

Contribuer au développement du tiers monde

La dette des pays du tiers monde atteint aujourd'hui quelque 1 000 milliards de dollars. Nous vivons un scandaleux paradoxe qui veut que les P.V.D. versent maintenant quelque 30 milliards de dollars par an aux pays développés, lesquels entretiennent à l'inverse des relations de charité tout en diminuant leur aide publique au développement. Ainsi, la dépendance s'accroît. Les solutions « orthodoxes », préconisées notamment par le F.M.I., ont montré leur nocivité. Un rééchelonnement négocié de la dette est nécessaire. Mais, à plus long terme, la communauté internationale devra prendre en charge un véritable allègement des créances, au risque de voir le Sud s'enfoncer de plus en plus dans le cercle vicieux de la pauvreté dont les économies du Nord, elles-mêmes, pâtiront à terme.

Quant à l'aide alimentaire, si elle est évidemment nécessaire en cas d'urgence, elle doit rester l'exception. Nous devons chercher à favoriser l'autodéveloppement en favorisant les regroupements régionaux et en faisant accepter par la communauté internationale un protectionnisme sélection permettant aux pays du tiers monde d'augmenter leurs productions vivrières.

Assurer notre défense et favoriser le désarmement

Les socialistes fondent leur approche de la sécurité sur des principes constamment défendus par eux : la sécurité collective, le règlement pacifique des conflits, le désarmement mutuel, équilibré et contrôlé en commençant par les deux superpuissances.

L'avenir de notre défense doit rester fondé sur la dissuasion nucléaire. Celle-ci doit être constamment modernisée afin d'être maintenue en état. Destinée d'abord à garantir les intérêts vitaux de la France, mais aussi appeler, d'une façon ou d'une autre, à contribuer à la sécurité de nos partenaires européens, notre arsenal nucléaire doit pouvoir répondre à ces fonctions sans être redondant.

Face à la conception que la Droite se fait des problèmes militaires — plus proluxe en moyens, moins exigeante dans les conceptions stratégiques — et compte tenu des évolutions qui se dessinent à l'Est et à l'Ouest, les socialistes devront approfondir et actualiser leur réflexion sur la défense. Ils le feront notamment sur les sujets suivants : approche européenne de la défense, nouveaux systèmes d'armes (notamment chimiques), place et équilibre des armements conventionnels.

Défendre les droits de l'homme

Les socialistes défendent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La lutte pour les libertés et les droits de l'homme a pour eux un caractère universel, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud. A ce titre, le combat contre le système qui institutionnalise le racisme sous le nom d'apartheid mobilise toute leur énergie.

Prendre les moyens d'agir

Les moyens du pouvoir

Dans une économie comme la nôtre, l'intervention de l'Etat reste déterminante. N'en déplaise à certains, les économies occidentales qui fonctionnent le mieux sont celles où l'Etat est le



plus efficace. Non seulement l'intervention de l'Etat est légitime pour prendre en compte les contraintes collectives (équilibre des échanges extérieurs, solidarités, etc.), mais encore elle est indispensable pour suppléer le marché lorsqu'il est défaillant.

Pour nécessaire qu'il soit, qui peut penser que le marché soit le produit de la liberté économique ? Le marché, à lui seul, en raison de ses imperfections, ne peut suffire à organiser l'économie.

On nous presse de dire si nous renationaliserons lors de notre retour au pouvoir. Outre que cette question sera sans doute, en 1988, d'une ampleur limitée (en raison de la lenteur des privatisations), le succès des nationalisations a été paradoxalement attesté par l'engouement que leur mise sur le marché occasionne. La nationalisation n'est pas une fin en soi, elle est un instrument qui ne saurait être adapté à toutes les situations mais qui a montré, dans de nombreux cas, qu'il pouvait être nécessaire. Les banques et de grands groupes industriels nationalisés par le premier gouvernement de la gauche ont été redressés, restructurés et assainis financièrement ; ils sont aujourd'hui devenus des affaires rentables que le gouvernement de Jacques Chirac entreprend de mettre à l'encan. Outre la dilapidation du patrimoine national que représentent ces privatisations, outre la stérilisation de ces capitaux qui ne sont en rien de nouveaux financements de l'économie, certaines de ces dénationalisations risquent d'amoindrir la capacité d'initiative et de dynamisme de l'économie française.

C'est essentiellement dans cette perspective et aussi pour assurer le contrôle de la Nation sur le crédit, que devra être examinée l'opportunité de renationalisations. Elles ne sauraient pour autant être systématiques.

Pour mettre en œuvre les grandes orientations nationales, un plus grand rôle sera donné au Plan. Vigie qui signale à l'avance les évolutions perceptibles dans les changements technologiques ou sociaux, lieu où se confrontent les différentes visions de l'avenir qu'ont les partenaires économiques et sociaux, le Plan doit être l'arbitre des choix publics. Il doit en garantir la cohérence de manière à associer non seulement les forces sociales mais aussi, par une démarche contractuelle, les grandes entreprises et les régions. Il faut lui donner les moyens et la place dans l'appareil d'Etat qui sont indispensables. Ouverte sur le marché mondial mais structurée autour de quelques grands axes, les objectifs d'une planification moderne pourront être la recherche, la formation le développement de la filière électronique et du secteur agro-alimentaire, la réhabilitation du logement social, l'accélération de la mise en place du réseau des trains à grande vitesse.

L'aménagement du territoire redeviendra un impératif d'intérêt national en relation étroite avec la politique des régions et l'avenir de l'Europe. **Les collectivités territoriales ont entrepris, avec la décentralisation, un indispensable travail de mobilisation de tous les partenaires du développement local et régional. Mais elles n'ont pas les moyens d'assurer seules les efforts nécessaires.** L'Etat doit jouer son rôle d'impulsion et de pérennisation, notamment dans le cadre des contrats de Plan Etat/Région.

Mais la discussion autour du Plan qui se mène entre les partenaires sociaux ne doit pas éclipser le débat parlementaire. Le Parlement doit rester le lieu où les grandes visions de l'avenir de la société française se confrontent et où la loi s'élabore. Le dessaisissement de l'Assemblée, ramenée par le gouvernement R.P.R.-U.D.F. à une simple chambre d'enregistrement, met à mal la tradition démocratique de la France.

Nous devons, à l'inverse, restaurer le débat dans toutes les instances. D'abord, le Parlement, mais aussi les autres lieux où se

détermine le rapport des forces sociales. A cet égard, il convient de créer les conditions d'un compromis social qui assure à chacun son dû. Les salariés, en particulier, doivent obtenir la juste contrepartie de l'effort qui leur est demandé pour assurer le redressement économique. Il est fondamental que, dans la définition et l'application de la politique économique et sociale, les divers groupes sociaux puissent voir les efforts à consentir et les progrès à espérer. Il est important que soient établies des dispositions permettant aux travailleurs des petites et moyennes entreprises, privés souvent de porte-parole et de représentant syndical, de ne pas être abandonnés à l'arbitraire. Il est essentiel que les organisations syndicales puissent se renforcer car des partenaires sociaux puissants sont un atout essentiel pour la réussite du pays. Pour mettre en œuvre ce compromis social, la politique contractuelle devra être considérablement renouvelée et renforcée. Les pays dans lesquels le dialogue social est le plus développé sont aussi ceux qui obtiennent les meilleurs résultats en matière de formation ou d'emploi. La concertation est à rechercher à tous les niveaux. Des négociations séparées seront à ouvrir qu'il s'agisse de l'aménagement du travail ou de la formation professionnelle, de la mobilité ou de la politique salariale. L'objectif central de ces négociations — dont les formes pourront varier dans l'espace et le temps — sera de favoriser une politique de croissance génératrice d'emplois.

La stratégie

Le Parti socialiste a été depuis 1971 (Congrès d'Epinay) l'élément moteur du rassemblement des forces de gauche. A partir de 1974, il s'est affirmé la première force de gauche avant de devenir le premier parti de France.

La stratégie d'union a permis les victoires de 1981, car dans le même temps, la Droite affaiblie par la crise et son incapacité à la surmonter, s'est profondément divisée.

Après cinq ans de gouvernement, en dépit d'un résultat électoral très élevé pour le Parti socialiste, nous avons perdu les élections législatives de 1986. La défection du Parti communiste à partir de 1983-1984 a contribué à affaiblir l'ensemble de la Gauche qui n'a réuni au printemps 1986 qu'environ 45 % des suffrages contre environ 55 % à la Droite et l'extrême droite. Il nous faut aussi ramener à gauche des couches entières de l'électorat populaire qui, touchées durement par la crise, se réfugient dans l'abstention ou s'égarent quelquefois vers l'extrême droite. A nous d'être plus présents auprès des Français en difficultés. Nous devons intensifier notre action pour l'amélioration des logements H.L.M., nous engager plus fortement dans les actions de réinsertion au côté des chômeurs, des jeunes sans emploi, de tous ceux qui souffrent. Cet engagement militant constitue une condition de la réunification du mouvement populaire et de la protection de notre démocratie contre les aventures.

Pendant plusieurs mois, depuis les dernières élections, le Parti socialiste n'a pas bénéficié, comme d'ailleurs l'ensemble de la Gauche, d'un regain de faveur à l'occasion des élections partielles, lui permettant de renverser cette tendance ; cela commence à changer. Par ailleurs dans les sondages, les socialistes sont perçus comme le principal élément de l'alternative au pouvoir actuel et il semble que l'on observe sur la longue période une tendance au resserrement de l'écart. Les socialistes bénéficient du fait que François Mitterrand est Président de la République. Celui-ci recueille une forte adhésion de toute la Gauche. Son rôle éminent en matière de politique étrangère et de défense est reconnu. Son comportement face aux tensions qui secouent le pays, ses appels à la cohésion sociale, condition de la cohésion nationale, ont renforcé son autorité morale auprès d'une grande majorité de Français.



MOTION NATIONALE D'ORIENTATION

Les socialistes soutiennent l'action du Président de la République. Dans le même temps, ils sont tout entier engagés dans l'opposition. Ils critiquent et combattent la politique réactionnaire du gouvernement et de sa majorité. Ils opposent à cette politique l'œuvre accomplie ces dernières années. Ce faisant, ils tiennent compte de l'expérience qu'ils ont acquise au pouvoir. Les socialistes ont prouvé leur capacité à conduire la France ; les succès remportés au cours de ces cinq ans commencent à faire contraste avec les échecs du gouvernement Chirac.

Pour l'avenir, l'ancienne stratégie d'Union de la Gauche est bloquée pour deux raisons. La première est quantitative puisque le P.S., plus le P.C., ne font plus une majorité. La seconde est qualitative dans la mesure où le P.C. ne veut plus de l'alliance. Une union brisée, recollée, puis brisée à nouveau peut difficilement être crédible dans l'opinion.

D'un autre côté, le Parti socialiste ne peut pas, à lui seul, être l'alternative politique. Il n'est pas dans la situation du Labour Party ou de la social-démocratie suédoise. Le Parti socialiste peut tenter d'avancer vers ce but, mais il n'y est pas, et il sera difficile d'y parvenir à court ou moyen terme.

Aussi, le Parti socialiste entend-il s'adresser, au-delà de ses propres forces, à toute la Gauche. Quelles que soient les difficultés de l'unité, il n'abandonnera jamais ce terrain-là. Sa vocation sera toujours de rassembler les forces de la Gauche. La création du Conseil National de la Gauche et des forces de progrès répond à cet objectif ; elle peut stimuler le mouvement de rassemblement dès lors que le Conseil National sera relayé par des conseils départementaux et par la multiplication de lieux de rencontre locaux.

A cette fin, le Congrès appellera à une campagne pour des initiatives de création dans tout le pays de tels lieux de rencontre.

Mais le Parti socialiste entend aussi s'adresser à tous ceux qui s'inquiètent des menaces qui pèsent aujourd'hui sur nos libertés, sur l'indépendance nationale comme sur la construction européenne.

Première force politique du pays, le Parti socialiste se sent responsable de l'avenir de la France. Il est le pôle naturel de rassemblement des femmes et des hommes de gauche qui demeurent fidèles à l'union des forces populaires. Il entend aussi être le principal instrument du rassemblement de toutes celles et de tous ceux qui sont animés par un profond désir de justice et de progrès.

Le rassemblement de la Gauche a sa dynamique qui s'exprimera lors des prochaines élections présidentielles. Elle doit permettre de dégager une majorité de progrès ouverte à tous ceux qui refusent la politique réactionnaire de la Droite. Il est exclu de construire cette majorité par une négociation avec tel ou tel parti de l'actuelle coalition de Droite. Depuis mars 1986, les socialistes mènent une opposition résolue au gouvernement Chirac et aux formations qui le soutiennent. Après 1988, il n'y aura ni « dérive centriste », ni résurrection de la « troisième force ». C'est autour de notre projet politique que nous rassemblerons nos électeurs aujourd'hui hésitants et que nous constituerons la majorité présidentielle de demain, puis la majorité du progrès nécessaire à la France.

Pour rassembler, il nous faut nous appuyer d'abord sur la dynamique présidentielle. Car si nous gagnons l'élection présidentielle dans un rassemblement qui transgresse, dans ce moment politique, les frontières habituelles des électors partis, alors il sera possible d'utiliser la percée de la présidentielle pour rebâtir une majorité de progrès pour gouverner.

Le Parti socialiste, pour sa part, pense qu'il conviendra de s'appuyer sur la victoire présidentielle pour rassembler dans le pays les forces politiques capables de conduire à l'Assemblée une majorité de progrès, autour des socialistes, avec le Président.

Le P.S. et sa direction

Le Congrès devra permettre à la direction du Parti socialiste de se renouveler.

Il lui faut d'abord fusionner les expériences : celle du pouvoir exercé, celle du parti maintenu. Des hommes et des femmes de qualité ont gouverné en notre nom, acquérant une expérience précieuse. D'autres ont assumé la vie du Parti, lui permettant d'exister malgré les contraintes des institutions de la V^e République. Les uns et les autres doivent être associés à la direction.

Il faut ensuite concentrer les responsabilités. Notre direction est trop nombreuses et trop lourde. Chacun de nos courants de pensée devra prendre sa part de la mise en place d'un dispositif plus rationnel et plus efficace.

Ainsi notre Congrès aura-t-il permis de choisir les orientations et de désigner les hommes et les femmes pour les mener à bien.

La direction issue du Congrès devra amplifier l'effort de modernisation du fonctionnement du Parti, déjà engagée par la Convention du Pré Saint-Gervais. Il faudra poursuivre dans cette voie en particulier en ce qui concerne l'information des militants, les moyens de communication et d'expression du P.S., l'insertion du Parti dans la société et le développement de son potentiel d'adhérents. Nous entendons maintenir au Parti socialiste un but de transformation de société.

Pour qu'une société change, il faut l'adhésion profonde et raisonnée des millions de citoyens capables de devenir acteurs de ce changement.

Cette adhésion ne peut intervenir sans l'existence d'une organisation capable de réunir des femmes et des hommes sur un projet collectif, pour le faire partager ensuite à une majorité de leurs concitoyens.

La reconquête du pouvoir passe nécessairement par une organisation plus poussée du Parti et une pratique militante prenant en compte les secteurs abandonnés par un Parti communiste qui s'affaisse.

Notre Parti doit aussi réaffirmer sa double identité de Parti démocratique et de parti de débats.

Parti démocratique, car chaque militant sait que sa voix compte dans les décisions du Parti. Cela est vrai au moment des congrès et des votes d'orientation, cela doit l'être de nouveau au moment des désignations aux différentes élections.

Parti de débats, car le socialisme ne saurait aller sans approfondissement constant de nos analyses qui ont à prendre en compte l'évolution de notre société.

Après le Congrès de Lille, le Comité directeur prendra les dispositions nécessaires pour élaborer et soumettre, avant la fin de l'année, à l'instance qualifiée les orientations du Parti en vue de l'élection présidentielle.



Déroulement des travaux

Vendredi 3 avril

Le Congrès est déclaré ouvert par le Président de séance, *Bernard Derosier*, président du Conseil général du Nord.

Bernard Roman, Premier secrétaire de la Fédération du Nord et Pierre Mauroy, maire de Lille, prononcent les allocutions de bienvenue, puis Jean Poperen présente le rapport d'activité de la direction sortante, et Pierre Joxe le rapport d'activité du groupe parlementaire.

Le Congrès donne à l'unanimité quitus à la direction nationale.

Le débat général s'engage alors avec l'intervention d'Alain Claeys (Vienne), suivi de Robert Le Foll (Délégué national aux DOM-TOM), Umberto Battist (Nord), Henri Fizbin (Député apparenté socialiste, Alpes-Maritimes), Christian Bataille (Nord), Luc Soubré (Secrétaire national à l'Education), Gérard Collomb (Rhône), Nathalie Soulier (Paris), René Mangin (Meurthe-et-Moselle) et Gérard Lindeperg (Rhône).

Le débat général se poursuit l'après-midi sous la présidence d'*Yvette Roudy*, avec les interventions de Joël Carreiras (Hauts-de-Seine), Michel Rocard (Yvelines), Jacques Vian (Charente), et Jean-Pierre Chevènement (Territoire de Belfort) ; puis sous la présidence de *Georges Sarre*, avec les interventions d'André Laignel (Indre), Yvette Roudy (Calvados), Pierre Mauroy (Nord), Jean Poperen (Rhône) et Louis Mermaz (Isère).

Après l'intervention du Secrétaire national aux Relations Internationales, Louis Le Pensec, le Congrès approuve la composition de la commission des Résolutions présentée par Françoise Seligmann.

Samedi 4 avril

La matinée est consacrée aux travaux des commissions du Congrès.

La séance plénière reprend l'après-midi sous la présidence de *Claude Evin*.

Après que Yannick Bodin ait présenté le rapport de la commission de vérification des mandats, le débat général reprend avec les interventions de Jean Le Garrec (Nord), Alain Barrau (Secrétaire national à la Jeunesse), Olivier Stirn (Manche), Bertrand Delanoë (Paris), Pierre Bourguignon (Seine-Maritime), Max Gallo (Alpes-Maritimes), Martine Buron (Secrétaire nationale aux Luttres des Femmes). Interviennent ensuite sous la présidence de *Luc Soubré*, Laurent Fabius (Seine-Maritime), Claire Dufour (Paris), Marie-Andrée Jaubert (Réunion) et Michel Debout (Loire). La présidence étant enfin assurée par *Noël Joseph*, le débat général s'achève avec les interventions de Pierre Guidoni (Hauts-de-Seine), Louis Mexandeau (Calvados), Isabelle Thomas (Seine-Saint-Denis), Jérôme Lambert (Charente), Jacques Piette (Pas-de-Calais), Patrick Menucci (Bouches-du-Rhône), Gilles Martinet (Paris) et Gilbert Bonnemaison (Seine-Saint-Denis).

Dominique Strauss-Kahn présente alors au Congrès le rapport de la commission politique économique, et Jean-Paul Bachy celui de la commission politique sociale.

Après une interruption, les travaux reprennent en soirée sous la présidence de *Bertrand Delanoë*. Le Congrès entend successivement le rapport de la commission problèmes de société et vie quotidienne présenté par Marie-Claude Vayssade puis celui de la commission Politique étrangère et défense présenté par Edwige Avice.

Marcel Debarge présente alors le rapport de la Commission des résolutions. Après interventions de Michel Charzat (Paris) et de Michel Pezet (Bouches-de-Rhône), et une mise au point de Marcel Debarge, le

Congrès approuve à la majorité les conclusions de la commission des résolutions en ce qui concerne les mandats de la fédération des Bouches-du-Rhône, et à l'unanimité les amendements apportés par la commission à la motion nationale d'orientation qui se trouve ainsi définitivement adoptée.

Le rapport complémentaire de la commission des résolutions sur les réintégrations, la mise en conformité de statuts fédéraux avec les statuts nationaux et les modifications statutaires est présenté par Daniel Vaillant. Ce rapport fait l'objet d'une série de votes du Congrès :

— Les propositions de la commission des résolutions concernant les réintégrations et la mise en conformité de statuts sont adoptées à l'unanimité. La proposition de réforme statutaire numéro 1 est adoptée à l'unanimité. Les propositions numéros 2 et 3, suivant l'avis de la commission et après intervention de Hélène Carouge (Hauts-de-Seine) sont rejetées par 218 voix contre 184, 64 délégués s'abstenant. La proposition numéro 4, adoptée en commission est approuvée. La proposition numéro 5, suivant l'avis de la commission, est rejetée. Les propositions numéros 6, 7 et 9, adoptées en commission sont approuvées. Les propositions numéros 8 et 10, suivant l'avis de la commission sont rejetées.

Françoise Seligmann propose au Congrès la liste des membres du Comité directeur, de la Commission nationale des conflits et de la commission nationale de contrôle financier, arrêtée en conférence nationale de motion. Ces propositions sont approuvées à l'unanimité moins cinq abstentions.

Dimanche 5 avril

La séance est placée sous la présidence de *Pierre Mauroy*, qui donne lecture au Congrès d'un message du président de la République, François Mitterrand.

Le Premier secrétaire, Lionel Jospin, prononce l'allocution de clôture du Congrès de Lille.

Bureau du congrès

Guy ALLOUCHE — Pierre BRANA — Pierre CARASSUS — Marcel DEBARGE — Françoise SELIGMANN — Daniel VAILLANT.

Commission vérification des mandats

Guy ALLOUCHE — Yannick BODIN — Marcel DEBARGE — Daniel FRACHON — Pierre GUIDONI — Jean-Claude PETIT-DEMANGE — Daniel VAILLANT.

Commission contentieux

Yannick BODIN — Nicole BRICQ — Robert CHAPUIS — Marcel DEBARGE — Roger FAJARDIE — Jean-Claude PETIT-DEMANGE — Daniel VAILLANT.



Les allocutions de bienvenue

Bernard Roman

1^{er} Secrétaire de la fédération du Nord

Grand moment pour la vie de notre parti, ce Congrès l'est aussi pour celle de notre Fédération.

Dans ce Nord-Pas-de-Calais qui est une terre témoin, les socialistes ont toujours été au premier plan des acteurs de l'histoire.

C'est cette histoire qui a forgé une grande Fédération, soucieuse de ses racines, fidèle aux combats passés, à la mémoire de ceux qui les ont menés, fidèle aussi aux idéaux qui font de notre Parti, un parti ancré à gauche et qui se bat sur tous les fronts pour transformer la société.

Tout faire, tout entreprendre pour que dans cette région, dont l'histoire a été marquée par le socialisme l'avenir, le futur, se conjugue avec nous, voilà l'objectif des socialistes du Nord rassemblés dans une Fédération unie, offensive et moderne.

Terre témoin de l'histoire, cette terre est aujourd'hui témoin de la crise et les socialistes comme ils ont été les acteurs de l'histoire veulent aussi être dans notre région, les acteurs de la modernisation.

Cette lutte pour la modernisation, nous l'avons menée aux côtés des gouvernements de Pierre Mauroy et Laurent Fabius de 1981 à 1986, mais nous l'avons aussi relayée par des politiques ambitieuses et des moyens dégagés au niveau régional.

Oui, dans cette région nous sommes fiers d'être socialistes, face à une droite qui n'a pas agi quand il était temps de le faire et qui laisse faire aujourd'hui, alors qu'elle aurait les moyens d'agir.

Acteurs de l'histoire hier, acteurs de la modernisation aujourd'hui, les socialistes du Nord croient en l'avenir.

Ils savent que cet avenir se construira sur nos succès et d'abord sur la victoire aux élections présidentielles. ■

Pierre Mauroy

Chers camarades, cher amis, la ville de Lille est honorée et fière d'accueillir ce matin, et pour la sixième fois le Congrès des socialistes. En son nom, et aux côtés de Noël Joseph, le président du Conseil régional, et aux côtés de Bernard Derosier, le président du Conseil général, ainsi que de Bernard Roman que vous venez d'entendre, Premier Secrétaire de la Fédération du Nord, je vous souhaite la bienvenue à toutes et à tous.

Ce congrès se situe à un moment important de notre histoire, quinze ans après la renaissance de notre Parti à Epinay, à l'issue de cinq ans de gouvernement de gauche, au lendemain de la première législature de gauche de toute l'histoire de France, et alors qu'un socialiste assume les fonctions de président de la République. C'est vers François Mitterrand que se tournent nos pensées affectueuses. Je n'oublie pas les 25 000 personnes rassemblées autour de lui, ici-même, en février dernier et je n'oublie pas, dans l'enceinte de cette foire, mais dans une salle plus petite le premier meeting tenu avec François Mitterrand en novembre 1965. Nous étions plus de 5 000, ce n'était qu'une étape de notre longue marche. ■

Commission de vérification des mandats. Yannick Bodin

Vote indicatif sur la motion nationale d'orientation :

Sur 6 357 mandats,

Pour : 6 257

Contre : 5

Abstentions : 82

Refus de vote : 13.

La motion d'orientation a donc été adoptée par 98,43 % de mandats.

Quitus à la direction nationale

Sur 6 357 mandats,

Pour : 5 782

Contre : 42

Abstentions : 170

Refus de vote ou non participation : 363.

Le quitus à la Direction Nationale a donc été donné par 90,95 % des mandats.

— Propositions de modification des statuts nationaux et du Règlement Intérieur :

La Commission a enregistré les mandats pour, les mandats contre et les mandats abstentions. Mais elle a constaté qu'un certain nombre de Fédérations avaient exprimé leur avis sous d'autres formes, sur tout ou partie des propositions de modifications.

Cette forme d'expression s'est traduite ou bien par des refus de vote, ou bien par le choix de ne pas s'exprimer au Congrès Fédéral, ou bien plus souvent en décidant de donner un mandat libre à leurs délégués au Congrès National.

Toutes ces formes d'expression rendent difficile une appréciation globale des résultats.

La Commission de vérification des mandats, à l'unanimité, a alors jugé nécessaire de saisir la Commission des Résolutions du Congrès. ■



Rapport d'activité : Jean Poperen

Les 18 mois qui nous séparent du précédent Congrès ont été essentiellement marqués par la campagne des élections législatives, puis par une année de ce que nous appelons « coexistence institutionnelle ».

On sait que la campagne a été caractérisée par un engagement intense de tout le parti, sous la direction du Premier secrétaire Lionel Jospin, en sorte que si la gauche fut battue, et nous en fîmes l'analyse dès le Comité directeur qui suivit, elle ne fut pas écrasée comme l'espérait la droite, et le P.S. atteignait le plus haut niveau de son histoire, 1981 mis à part.

A partir de là, et durant six mois, la droite a fait sa politique, celle de la plateforme R.P.R.-U.D.F., que nous avons pu qualifier comme la plus rétrograde qu'ait vécue notre pays depuis Vichy.

Mais dès l'automne dernier, la société française se cabrait et sur plusieurs questions importantes contraignait le pouvoir chiracien au recul.

Les grèves dans les services publics, et notamment le mouvement des cheminots, ont été suivies au jour le jour par notre secteur Entreprises.

Le M.J.S., structure privilégiée d'accueil des jeunes avant leur adhésion au Parti socialiste, est aussi un support de diffusion de nos idées et de nos propositions parmi eux. Des journées nationales sont régulièrement organisées par ce Secrétariat. Parmi les plus récentes, notons celle du 16 novembre sur les questions de l'Education nationale. C'est dire que nous étions alertés sur la poussée protestataire qui allait aboutir au vaste

mouvement des jours suivants. Journée nationale du M.J.S. aussi le 7 décembre sur les questions de l'emploi et de la formation professionnelle, et c'est bien là, on l'a constaté, le sujet de préoccupation de notre jeunesse.

Pour l'heure, le Secrétariat à l'Education a organisé un certain nombre de journées dans les universités avec de nombreuses personnalités de notre Parti qui ont rencontré un évident et très grand succès.

Avant et après le grand mouvement de l'automne 1986 que nous avons analysé dès notre Convention de décembre, le Parti socialiste a été et reste plus que jamais attentif aux problèmes des jeunes de ce pays.

Depuis le 16 mars 1986, on peut dire que la politique menée par le gouvernement Chirac n'aura pas laissé de répit au Secrétaire national aux Libertés et aux Problèmes de société qui est intervenu maintes fois, parmi beaucoup d'autres, contre les mesures arbitraires comme l'expulsion des 101 Maliens. Il a surtout analysé, et réagi au projet de modification du Code de la nationalité et noué les contacts nécessaires avec les associations et organismes de défense des Droits de l'Homme.

Le Secrétariat au Secteur public a orienté ses travaux sur la fonction publique d'une part, le secteur public, industriel et bancaire de l'autre. Dans le secteur industriel et bancaire, les socialistes ont mis en évidence la réussite économique des nationalisations. Des entreprises industrielles telles que Thomson, Péchiney, Bull, se sont redressées en trois ans, avons-nous souligné, grâce aux nationalisations. Le secteur bancaire nationalisé a pour sa part connu des performances financières remarquables.

Dans le domaine social, les socialistes, sans dissimuler une réalité parfois inégale, ont souligné les avancées prometteuses qui représentent la participation directe des élus salariés aux conseils d'administration et le progrès du dialogue social. Autant de réalités qui devenaient insupportables à la Droite, aussi bien pour des raisons financières qu'idéologiques.

Dans le domaine du secteur public nationalisé, le Parti s'est opposé au processus de dénationalisation par la diffusion de tracts, argumentaires, articles, prises de position. D'une manière générale, le Secrétariat du Secteur public a mis l'accent sur l'absence de projets industriels, qui révèle la logique de la privatisation.

Enfin il a organisé les 28 février et 1^{er} mars de cette année un Colloque sur le service public suivi par de nombreuses personnalités, et qui a coup sûr a marqué la continuité de notre volonté dans ce domaine. (...)

(...) Dès la mise en place de la nouvelle direction issue du Congrès de Toulouse, le Secrétariat que j'anime, celui de la coordination et des élections, s'est consacré essentiellement à la préparation des élections législatives et régionales de mars 1986. A vrai dire, nous avons engagé ce travail bien avant le dernier congrès, dès juillet 1985 où le Comité Directeur avait fixé les grandes lignes directrices pour la composition de nos listes. Nous devons à la fois préparer un double scrutin, donc élaborer deux listes par département dans le cadre d'une loi électorale nouvelle, et définir un processus de désignation différent de ceux que nous connaissions dans les scrutins antérieurs. Nous avions à tenir compte à la fois des enjeux nationaux, régionaux, des personnalités et des équilibres internes. Travail mené à bien d'octobre à février par l'équipe du Secrétariat aux élections en liaison constante avec la Commission « élections ».

Naturellement, notre Secrétariat s'est ensuite attaché à analyser le résultat du scrutin avec l'aide précieuse de toutes nos fédérations et ce fut l'objet du rapport présenté à la Convention nationale de juin adopté par elle à l'unanimité. ■

André Laignel A la force des idées

Pour un renouveau socialiste

FRANÇOIS PARLER
FRANÇOIS PARLER

ROBERT LAFFONT



Rapport du groupe parlementaire : Pierre Joxe

Les statuts du parti prévoient qu'une partie du rapport d'activité au congrès soit consacrée au groupe parlementaire. Je le fais pourtant pour la première fois. C'est la première fois en effet depuis une génération, que vous avez un groupe socialiste comme celui d'aujourd'hui, caractérisé à l'Assemblée nationale par sa force, son poids, mais aussi par son expérience nouvelle, inédite, jamais vue. Il a été pendant cinq ans, et à lui seul, la majorité absolue. Nous n'avions jamais vu cela, ni après le Front populaire, ni après la Libération, ni après le Front républicain. Jamais.

Aujourd'hui, je veux vous parler brièvement des rapports du parti et du groupe parlementaire. Pourquoi ? Pour que vous preniez toute votre part au débat qui va nous conduire d'ici à l'automne à définir nos orientations pour la campagne présidentielle, orientations qui guideront l'action des représentants socialistes.

Nous, les députés socialistes, il y a des domaines où nous savons très bien comment réagir à l'événement : amender le projet de gouvernement, faire des contre-propositions. Face à la réaction, dans beaucoup de domaines pas de problèmes !

Aucune hésitation dès qu'il s'agit, par exemple, sur la fiscalité, de nous opposer aux mesures injustes proposées par le gouvernement ; lorsqu'il s'agit de défendre le droit du travail ; la liberté de l'information que le RPR s'approprie ; la Sécurité sociale que la droite menace dans bien des domaines. Les orientations de la gauche, les orientations socialistes sont depuis longtemps clairement définies. Mais il y a des domaines où l'interrogation apparaît. Non pas le doute sur nos convictions, mais le besoin d'un approfondissement, d'un grand débat après l'expérience du pouvoir. Débat nécessaire, je le précise, dans le parti et face à l'opinion. Et c'est un des objectifs, un des objets de ce congrès que de préparer ce débat qui aura lieu dans le parti.

Je puis vous indiquer que nous en avons besoin, nous les parlementaires. Par exemple, sur l'Education nationale, si nous n'avons montré aucune hésitation contre la loi Devaquet, plus largement où en sommes-nous sur l'ensemble du système éducatif ?... sur les rapports privé/public ?... Où allons-nous ?

Autre exemple encore : la défense. Pas d'hésitation sur la loi de programmation militaire qui reprend les orientations fixées par François Mitterrand, au grand dépit de Chirac d'ailleurs. Mais plus largement, sur les perspectives à long terme de notre défense, notre parti n'en a pas débattu depuis une dizaine d'années.

Ou encore sur le logement social, par d'hésitations pour s'opposer aux hausses scandaleuses que la loi Méhaignerie organise. Mais quelles sont nos perspectives en ce qui concerne le logement social dont une grande partie du parc immobilier réalisé pendant la période de reconstruction se révèle inadéquat, dépassé, alors que les instruments de lutte contre la spéculation foncière se révèlent dramatiquement faibles ?

Il y a, vous le voyez, de nombreux domaines où nous avons besoin de la réflexion de tout le parti. Si nous voulons que l'expérience du pouvoir serve au parti et à sa représentation parlementaire, il faut mener à son terme cette réflexion. Pendant les six mois qui viennent, pensez-y ! Pensez que vous allez fixer les orientations des socialistes pour plusieurs années.

Nous avons besoin de cette réflexion si nous voulons que le Parti socialiste se sente bien représenté par un groupe parlementaire qui a profondément changé. Car votre groupe parlementaire a changé, mieux, il s'est transformé. Quantitativement d'abord, souvenez-vous. Pendant dix ans, de 1971, du congrès d'Epinal, jusqu'en 1981, nous étions au mieux, une centaine de députés socialistes à l'Assemblée nationale. Il y avait un groupe communiste à peu près équivalent. Et un nombre relativement important de députés radicaux.

Aujourd'hui, depuis 1986, les députés socialistes sont plus de 200. Ils représentent plus du tiers de l'Assemblée nationale avec, dans nos rangs, quelques députés radicaux de gauche. A côté de nous, un groupe communiste d'une trentaine. Le paysage parlementaire a profondément changé. A gauche, il y a une masse, une seule, les députés socialistes qui siègent en votre nom.

Après le nombre, la qualité. Entre 1971 et 1981, nous étions un groupe d'opposition qui ne connaissait que l'opposition. Seuls François Mitterrand, Gaston Defferre et André Bouloche avaient une expérience du pouvoir d'Etat.

Aujourd'hui, nous comptons dans nos rangs des dizaines d'hommes et de femmes qui ont une expérience — souvent une longue expérience — du pouvoir d'Etat, du pouvoir parlementaire à la tête de l'Assemblée ou de ses commissions, ou en charge de secteurs ou de rapports importants. Et c'est la plus grande partie du groupe socialiste qui a aussi l'expérience passionnante et instructive de la législature où nous avons soutenu les gouvernements Mauroy et Fabius.

Nous ne sommes plus dans l'opposition comme avant. Notre groupe s'est métamorphosé. Nous ne sommes pas candidats au pouvoir en ignorant le pouvoir d'Etat. Nous le connaissons assez bien, nous connaissons les difficultés de son exercice, les limites des choix financiers, la lenteur de certaines réformes. Nous connaissons la fierté des succès et l'amertume des échecs, l'impatience des retards et surtout les ténacités nécessaires.

Nous avons mieux pris la mesure du temps et, croyez-moi, lorsqu'on est député socialiste aujourd'hui et que l'on regarde l'actuel gouvernement travailler, quand on voit l'action de ce gouvernement de démolisseurs, quand on voit la vitesse et la brutalité avec lesquelles il applique son programme antisocial, le cynisme avec lequel il rétablit des privilèges ou brade des biens nationaux, on est obligé de réfléchir à l'exercice du pouvoir d'Etat, à sa nature et à la nécessité de la durée pour construire.

Ici, à Lille, c'est un bon endroit pour réfléchir à la durée. Ici, dans une municipalité socialiste depuis des dizaines et des dizaines d'années, aujourd'hui avec Pierre Mauroy, hier avec Augustin Laurent, dans un département à direction socialiste avec Bernard Derosier, dans une région dirigée par les socialistes avec Noël Joseph depuis la création de la région ; ici, au cœur d'un réseau de collectivités locales où les socialistes, avec les autres forces démocratiques, poursuivent des réalisations sociales, économiques et culturelles qui provoquent l'adhésion durable de la population ; ici où est né le socialisme municipal qui voulait apporter une réponse partielle, locale, du mouvement ouvrier face à l'oppression capitaliste, ici on doit réfléchir au chemin de la reconquête du pouvoir par les forces démocratiques.

En évoquant cette ville, ce département, cette région, j'ai cité les maires, et présidents du conseil général et du conseil régional, tous socialistes. Sur quoi, sur qui s'appuie leur action ? Sur une majorité dans les conseils respectifs. Evoquant l'Etat et le pouvoir d'Etat, sur quoi s'appuiera-t-il ? Sur une majorité parlementaire.

Je sais bien que l'opinion d'aujourd'hui est fortement polarisée par la future élection présidentielle et même d'abord par le choix de certains candidats. Je sais bien que les socialistes ont en mémoire le succès aux élections législatives qui, en juin 1981, avait été entraîné par le succès de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République. Je sais bien que nous pensons tous à l'effet d'entraînement que peut avoir la future élection présidentielle sur de futures élections législatives. Mais en fin de compte, un jour, nous nous retrouverons devant ce problème : quelle majorité parlementaire, sur quel programme ? Et vous savez que la réponse passe par notre parti, nos orientations, vos députés.



Votre participation au débat politique d'ici à l'automne sera décisive pour notre action dès l'année prochaine. Je ne reviendrai pas sur tous les sujets qui appellent votre réflexion. J'ai évoqué l'éducation, on pourrait y consacrer un congrès, et j'ai évoqué les nationalisations. Je n'en évoquerai que deux autres, parce qu'ils sont en plein dans l'actualité politique et parlementaire. L'un vous est familier, c'est la Sécurité sociale. L'autre est moins souvent examiné dans nos rangs, c'est la défense nationale. Mauroy le disait récemment, il y a deux jours, devant notre groupe où nous délibérons au sujet du projet de loi de programmation militaire : il est temps, il est nécessaire que le parti reprenne le débat sur la défense nationale. Nous en avons besoin, je vous le dis.

Sur la défense, condition de l'indépendance nationale, facteur d'influence internationale, je suis de ceux qui pensent que les socialistes doivent assumer pleinement le rôle qu'ils ont joué depuis plusieurs années pour définir et pour accomplir notre défense nationale sous l'impulsion de François Mitterrand, d'abord comme Premier secrétaire du parti socialiste, ensuite comme président de la République.

La défense, c'est la première fonction de l'Etat, c'est d'ailleurs la fonction première du chef de l'Etat, elle doit être examinée comme telle. Nous avons su le faire il y a dix ans, il est temps de le faire à nouveau, sans doute en nous référant pour commencer au texte que nous avons adopté et qui évoquait les deux traditions vivantes dans le mouvement socialiste : la lutte pour le désarmement, mais aussi la conscience de la défense de l'indépendance nationale, qui remonte à une tradition très ancienne.

Je vous le dis, dans les débats parlementaires nous constatons par moments que nous avons besoin, comme parlementaires, mais aussi comme socialistes, de reprendre le débat dans le parti sur certains points. La Défense est un de ces points.

Un autre est la Sécurité sociale. La Sécurité sociale est attaquée, et nous la défendons. Mais pour passer de la défensive à la contre-offensive, il faudra là aussi reprendre le problème à la base. La base, c'est l'histoire du mouvement ouvrier, c'est le développement simultané des syndicats et des mutuelles, ce sont les lois sociales, c'est le Front populaire, la Libération, mais aussi les gouvernements Mauroy et Fabius qui ont, pour la première fois, changé la nature du débat en montrant que l'on pouvait suivre une politique d'équilibre financier dans la justice sociale et en ouvrant la voie à une problématique nouvelle dont nous n'avons pas suffisamment débattu jusqu'à présent, à savoir le financement de la Sécurité sociale.

Aujourd'hui, la droite nous trompe, elle nous abuse. La réalité, c'est que si la Sécurité sociale arrive à être en déficit, c'est parce qu'ils la gèrent mal, parce qu'ils sont des mauvais gestionnaires dans ce domaine comme dans d'autres. Mais la Sécurité sociale peut être bien gérée, et gérée, en même temps, démocratiquement.

Pour les dépenses de santé qui ont augmenté deux fois plus l'année écoulée que l'année précédente, n'est-ce pas la mauvaise gestion de la droite qui est directement en cause ?

D'un côté on organise la régression pour les plus défavorisés, et de l'autre on prend les mesures qui permettent à certains de gagner de l'argent sur la Sécurité sociale.

Nous devons aborder d'une façon globale l'ensemble des problèmes de prélèvements obligatoires, en considérant de façon systématique le problème des prélèvements fiscaux ou sociaux. A ce propos, encore aujourd'hui on peut dire qu'on est dans un monde qui marche à l'envers, puisque l'ensemble du système fiscal tant bien que mal — et depuis un an, plutôt mal que bien — repose sur la notion de progressivité, alors que l'ensemble du système de cotisations sociales reste proportionnel.

Nous devons, là aussi, avoir une réflexion approfondie : autant nous pouvons de façon efficace et pugnace, croyez-le bien, défendre les acquis de la Sécurité sociale.

Voilà les deux exemples que je voulais évoquer pour vous montrer que, comme vous le savez, il n'y a aucun problème de discordance entre le Parti socialiste et son groupe parlementaire. C'est une des chances de notre parti de ne pas connaître ces problèmes qui existent parfois dans quelques grandes démocraties occidentales, comme on a pu le voir à

certains moments en Grande-Bretagne ou en Allemagne fédérale. En France, le parti et le groupe parlementaire travaillent ensemble sans problèmes. Mais les parlementaires, devant la contre-offensive de la droite, ont besoin par moments de la réflexion du parti dans des domaines où les idéaux, les situations, et parfois les techniques ont évolué.

C'est pour vous sensibiliser à ce problème-là que je voulais prendre la parole ce matin et vous dire : ne sous-estimez pas l'importance du débat qui va s'ouvrir dans les mois qui viennent, pensez que c'est vous qui allez définir, sans doute pour plusieurs années — regardez l'expérience des années précédentes — les conditions dans lesquelles nous allons agir.

Pour terminer sur la Sécurité sociale et ses orientations, je conclurai par une citation qui peut nous guider, c'est une citation de François Mitterrand dans un de ces récents voyages, qui rappelait : « il n'y a pas de grandeur et d'unité nationale sans cohésion sociale, sans justice sociale, et rechercher l'une sans l'autre c'est aller tout droit à l'échec historique de la France contemporaine. Nul ne doit être éliminé sur le plan de la Sécurité sociale, tous doivent être également défendus, et donc plus fermement défendu le faible que le fort. »

Défendre la grandeur nationale et défendre plus fermement le faible que le fort, c'est exactement ce que nous devons continuer à faire, nous les parlementaires en votre nom à tous. ■

Commission des résolutions

TITULAIRES

Lionel JOSPIN — Guy ALLOUCHE — Edwige AVICE — Jean-Marc AYRAULT — Jean-Paul BACHY — Jean-Pierre BALDUYCK — Pierre BEREGOVY — Jean-Marie BOCKEL — Jean-Claude BOULARD — Pierre BRANA — Nicole BRICQ — Martine BURON — Robert CHAPUIS — Michel CHARZAT — Jean-Pierre CHEVENEMENT — Edith CRESSON — Marcel DEBARGE — Bertrand DELANOE — Michel DELEBARRE — Roland DUMAS — Henri EMMANUELLI — Laurent FABIUS — Roger FAJARDIE — Daniel FRACHON — Gérard FUCHS — Max GALLO — Pierre GUIDONI — Marie-Andrée JAUBERT — Jean-Pierre JOSEPH — Pierre JOXE — André LAIGNEL — Jack LANG — Marie-France LECUIR — Jean LE GARREC — Louis LE PENSEC — Gérard LINDEPERG — Marie-Noëlle LIENEMANN — Pierre MAUROY — Louis MERMAZ — Louis MEXANDEAU — Daniel PERCHERON — Jean-Claude PETITDEMANGE — Michel PEZET — Jean POPEREN — Jean-Jack QUEYRANNE — Alain RICHARD — Michel ROCARD — Bernard ROMAN — Yvette ROUDY — Georges SARRE — Françoise SELIGMANN — Olivier STIRN — Dominique STRAUSS-KAHN — Jean-Pierre SUEUR — Bernard THAREAU — Michel YOYO.

SUPPLÉANTS

Michèle ANDRE — Jean-Yves AUTEXIER — Jean-Marcel BICHAT — Jean-Marie CAMBACERES — Michel COFFINEAU — Gérard COLLOMB — Jean-Pierre COT — Marie-Jo DENYS — Jean-Louis DIEUX — Geneviève DOMENACH-CHICH — Yves DURAND — Claude EVIN — Jean-Yves GATEAUD — Charles JOSSELIN — Robert LE FOLL — Ginette LEROUX — Jean-Pierre MIGNARD — Marie-Thérèse MUTIN — Henri NALLET — Véronique NEIERTZ — Jean-Paul PLANCHOU — Frédéric ROSMINI — Michel SAINTE-MARIE — Gisèle STIEVENARD — Luc SOUBRE — Catherine TRAUTMANN — Daniel VAILLANT.



Les votes sur la motion

FÉDÉRATION	mand.	pour	contre	abst.	R + NPPV
Ain	25	25	0	0	0
Aisne	39	39	0	0	0
Allier	29	29	0	0	0
Alp. Hte. Prov.	33	33	0	0	0
Htes. Alp.	13	13	0	0	0
Alp. Marit.	41	39	1	1	0
Ardèche	25	24	0	1	0
Ardenes	27	27	0	0	0
Ariège	62	55	0	1	6
Aube	11	11	0	0	0
Aude	161	160	0	1	0
Aveyron	20	20	0	0	0
Bouch. Rhône	594	594	0	0	0
Calvados	38	38	0	0	0
Cantal	15	15	0	0	0
Charente	33	33	0	0	0
Charent. Marit.	30	30	0	0	0
Cher	16	16	0	0	0
Corrèze	31	31	0	0	0
Côte-d'Or	42	42	0	0	0
Côte-du-Nord	49	47	0	2	0
Creuse	22	22	0	0	0
Dordogne	94	94	0	0	0
Doubs	31	31	0	0	0
Drôme	52	50	0	2	0
Eure	22	22	0	0	0
Eure-et-Loir	22	21	0	1	0
Finistère	75	75	0	0	0
Corse-du-Sud	15	15	0	0	0
Haute-Corse	17	17	0	0	0
Gard	65	64	0	1	0
Haute-Garonne	183	179	1	3	0
Gers	48	48	0	0	0
Gironde	167	165	0	2	0
Hérault	163	161	0	2	0
Ille & Vil.	43	41	0	2	0
Indre	25	25	0	0	0
Indre & Loire	36	36	0	0	0
Isère	158	158	0	0	0
Jura	21	21	0	0	0
Landes	91	91	0	0	0
Loir & Cher	20	20	0	0	0
Loire	41	40	0	1	0
Haute-Loire	22	22	0	0	0
Loire Atlant.	63	61	0	2	0
Loiret	31	30	0	1	0
Lot	27	27	0	0	0
Lot & Garonne	40	40	0	0	0
Lozère	9	9	0	0	0
Maine & Loire	30	30	0	0	0
Manche	26	26	0	0	0
Marne	19	19	0	0	0

FÉDÉRATION	mand.	pour	contre	abst.	R + NPPV
Haute-Marne	14	14	0	0	0
Mayenne	15	15	0	0	0
Meurt. & Mos.	35	35	0	0	0
Meuse	15	15	0	0	0
Morbihan	35	35	0	0	0
Moselle	52	51	0	0	1
Nièvre	46	46	0	0	0
Nord	468	465	0	3	0
Oise	44	43	0	1	0
Orne	17	17	0	0	0
Pas-de-Calais	501	499	0	2	0
Puy-de-Dôme	89	87	0	2	0
Pyr. Atlant.	53	52	0	1	0
Htes. Pyr.	29	28	0	1	0
Pyr. Orient.	39	39	0	0	0
Bas-Rhin	29	28	0	1	0
Haut-Rhin	30	27	0	3	0
Rhône	115	115	0	0	0
Hte. Saône	16	16	0	0	0
Saône & Loire	51	50	0	1	0
Sarthe	32	32	0	0	0
Savoie	19	19	0	0	0
Hte. Savoie	17	17	0	0	0
Paris	220	216	0	4	0
Seine-Marit.	87	87	0	0	0
Seine-&Marne	62	61	0	1	0
Yvelines	68	66	0	2	0
Deux-Sèvres	23	21	0	2	0
Somme	41	40	0	1	0
Tarn	58	57	0	1	0
Tarn & Gar.	22	22	0	0	0
Var	107	107	0	0	0
Vaucluse	70	70	0	0	0
Vendée	27	27	0	0	0
Vienne	29	29	0	0	0
Hte. Vienne	85	85	0	0	0
Vosges	38	38	0	0	0
Yonne	18	17	0	1	0
Belfort	35	35	0	0	0
Essonne	89	84	1	4	0
Hauts-de-Seine	95	91	1	3	0
Seine-St-Denis	81	81	0	0	0
Val-de-Marne	103	101	0	2	0
Val-d'Oise	54	52	0	2	0
Guadeloupe	75	75	0	0	0
Martinique	19	0	0	19	0
Réunion	31	31	0	0	0
Franç. de l'étr.	41	38	1	2	0
Isolés	6	0	0	0	6
Totaux	6 357	6 257	5	82	13
%	100	98,43	0,07	1,29	0,20



Henri Fiszbin

Henri Fiszbin commence par remercier le congrès de lui permettre d'intervenir en tant que communiste unitaire, non membre du PS. Il consacre la première partie de son propos aux problèmes que pose le comportement de l'électorat communiste au sein de la gauche dans la perspective des prochaines échéances électorales. La victoire aux prochaines élections présidentielles exige de rassembler, au deuxième tour, la totalité des électeurs communistes sur le nom du candidat du PS. Cet objectif peut être atteint. Il importe pour cela que les orientations du candidat de la gauche soient pleinement en adéquation avec les légitimes aspirations du Monde du travail. Dans la seconde partie, Henri Fiszbin traite de la situation inédite ouverte pour la gauche et le mouvement ouvrier par le déclin et le repli sectaire du PC. La recomposition du mouvement ouvrier est à l'ordre du jour. « Socialistes et communistes, dit-il nous poursuivons le même idéal ; nous aspirons au même but : une société post capitaliste : le socialisme. Il est aujourd'hui artificiel de se référer aux dogmes pour perpétuer des clivages périmés. Le temps est venu de faire prévaloir une logique inverse de celle du Congrès de Tours. Le déclin du PC accélère ce processus.

Certes la gauche est pluraliste et le restera. Des forces aux motivations sociales et culturelles diverses, religieuses, féministes, écologistes, associatives situent pleinement leur action dans le sens du progrès contre tous les conservatismes. Ces courants avec leurs organisations indépendantes ont toute leur place dans la gauche. Mais le mode de relations à établir entre le parti socialiste et les communistes se place sur un plan différent. J'ai pour ma part le sentiment que le parti socialiste a vocation à faire naître la grande formation qui rassemblera tous ceux qui aspirent au socialisme, tous les socialistes, tous les communistes. J'ai conscience que ce processus est encore loin d'être parvenu à son terme. On risquerait probablement de le figer si l'on cherchait à forcer artificiellement son évolution, à élaborer prématurément des solutions de type organisationnel. Quoiqu'il en soit une étape importante sera franchie dès lors que vous déciderez de poser la perspective du grand parti de la synthèse socialiste-communiste. C'est le vœu que je formule, avec la conviction que cette période est désormais proche. ■



PS info

LE POING ET LA ROSE/SPECIAL RESPONSABLES

Hebdomadaire officiel du Parti socialiste.

Abonnement annuel ordinaire : 200 F.

Abonnement à prix réduit pour les membres des commissions administratives des sections : 60 F par an.

Les abonnements doivent être souscrits à « PS INFO », 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07 (chèque à l'ordre des Nouvelles Éditions de l'An 2000).

IMPORTANT : dans chaque section, le secrétaire de section, le responsable de l'information des Militants et le responsable de la Propagande, ont, tous les trois, droit à un service gratuit de PS INFO. Leurs demandes doivent être adressées à leur fédération (en mentionnant pour chacun, le numéro d'adhérent) qui les regrouperont et les transmettront au National.

Alain Claeys

Le gouvernement Chirac divise et oppose les Français. Au lieu de libérer les initiatives, il favorise le repli sur soi à tous les niveaux, il n'est pas ouvert sur la société d'aujourd'hui, il est en situation d'échec. Nous comprenons mieux aujourd'hui que les uns après les autres, les responsables de la Droite veulent se démarquer face à cet échec du gouvernement Chirac. (...)

Mais dans douze mois, ils seront collectivement responsables vis-à-vis de l'opinion, du bilan, nous devons le dire, et le redire aujourd'hui.

Jacques Chirac, Raymond Barre, François Léotard et les autres seront — et le libéralisme avec eux — immédiatement associés dans l'esprit des jeunes à un gouvernement qui réprime avant de capituler, qui développe les injustices, augmente le nombre des exclus.

Douze mois pour convaincre, douze mois pour passer d'une majorité de sympathisants dans l'opinion à une majorité politique, voilà notre tâche, nous devons la mener à bien collectivement, l'opinion nous attend, soyons au rendez-vous, ce Congrès en est l'occasion. ■

Robert Le Foll

(...) L'Outre-Mer attend de la Métropole un regard neuf et novateur.

Les socialistes, à travers la régionalisation, ont permis aux populations et à leurs élus d'assumer leur avenir. Depuis le 16 mars, la droite remet en cause ces avancées démocratiques, et provoque colère et déception.

(...) Notre projet pour l'Outre-Mer privilégie le développement économique au profit des intéressés, la politique culturelle et de formation, mais nous devons simultanément adapter les structures de notre Parti aux réalités de la décentralisation pour permettre à nos camarades de mieux répondre à l'attente des populations (...)

La droite niant le droit des peuples de l'Outre-Mer aux responsabilités, dissolvait en 1963 le Gouvernement et l'Assemblée Territoriale en Nouvelle-Calédonie, puis organisait en 1972 le peuplement en faisant du blanc comme le disait Messmer (...)

La déception des Mélanésiens engendra la volonté d'indépendance, (...)

Quelle motivation peut animer aujourd'hui le Gouvernement Chirac et le pousser à faire renaître les tensions ? (...)

Les Canaques avaient quitté les barricades pour s'investir dans les régions, or Chirac vide les régions de leurs compétences et leur retire les moyens en argent et en hommes, car il veut prouver que les Mélanésiens ne sauraient pas gérer (...)

Le RPR ne pense qu'à gagner un référendum, qui constitue cependant un défi au bon sens (...) aucune négociation n'a eu lieu avec les Mélanésiens (...)

Nous ne savons toujours pas quelle sera la question posée et ce que sera le statut de la Nouvelle-Calédonie après le référendum.

Le Parti socialiste ne peut accepter une telle politique (...) Il fait de l'Outre-Mer une priorité et grâce à tous nos camarades qui se battent sur le terrain, lui permettra de promouvoir son développement et de jouer un rôle éminent dans les rapports Nord-Sud. ■



Christian Bataille

Le libéralisme, qui n'était jusque là qu'une doctrine, est à l'œuvre depuis un an.

Ses effets dévastateurs sont visibles dans la réalité de chaque jour. Sous couvert du rejet du tout Etat, on assiste à une véritable mise sous le boisseau de toutes les solidarités, non seulement individuelles, mais aussi des solidarités plus vastes à l'égard des régions et envers les secteurs économiques.

La région qui vous accueille est à cet égard un exemple caractéristique des dégâts qu'entraînera la mise en application des principes de l'économie libérale.

En effet, faute d'un effort de longue haleine, qui n'a pas été fait, c'est un vigoureux effort de conversion immédiate, et forcément plus brutale qui serait maintenant nécessaire.

Mais, à quoi assistons nous sous l'égide des libéraux ?

A un repli sur des activités dites « porteuses » en fait rentables à court

terme mais malheureusement peu pourvoyeuses d'emplois...

En réalité, seul l'effort public peut assurer les mutations nécessaires dans le cadre d'une vision à long terme. Il importe donc que les propositions que nous ferons dans le cadre de la préparation aux élections présidentielles, réaffirment le rôle central du plan et de l'aménagement du territoire.

Certes, une conception du plan réduite à une fonction régulatrice par rapport au marché apparaîtrait comme un progrès par rapport au démantèlement mis en place au nom de l'ultra libéralisme.

Mais cette approche, est néanmoins insuffisante pour assurer cette cohérence économique ; il convient donc de ne pas limiter cette action aux investissements en matière d'infrastructure mais de favoriser autour d'elle le maillage d'activités économiques implantées, avec dès le départ l'impulsion décisive de la collectivité publique.

Les difficultés que nous avons rencontrées dans notre ambition industrielle, à travers le trop court temps où nous avons occupé le pouvoir, peuvent laisser planer l'impression diffuse que les socialistes ont mieux à faire en se préoccupant avant tout de politique sociale et certains voudraient nous enfermer dans ce rôle. Mais avoir un projet économique, avoir une grande ambition industrielle, est aussi une des missions historiques de notre parti. ■

Luc Soubré

« Le domaine de l'éducation et de la formation de la jeunesse est justement celui où il faut : déployer l'esprit de conviction, de la continuité et de la patience dans l'action.

Convaincre nos concitoyens suppose d'abord que l'on ne rende pas les armes, dans un armistice idéologique aux partisans d'un système éducatif archaïque, alliant l'autoritarisme à la ségrégation sociale. L'histoire le prouve : à propos de l'école, les consensus se sont dégagés après des victoires idéologiques remportées dans l'opinion : il en a été ainsi pour l'enseignement obligatoire, gratuit et laïc, pour la prolongation de la scolarité, l'éducation des jeunes filles, la mixité des établissements scolaires.

Dans ces combats pour le progrès les socialistes ont pris une grande part.

Aujourd'hui, nous devons continuer dans cette voie avec d'autant plus d'ardeur que le grand mouvement étudiant et lycéen s'est mobilisé sur des valeurs que nous défendons depuis toujours.

Le consensus de l'opinion publique nous l'avons acquis sur nos deux grands objectifs : 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac et deux millions d'étudiants d'ici l'an 2000.

Pour véritablement emporter la conviction de nos concitoyens, il est nécessaire d'exprimer des idées à la fois fortes et simples :

Affirmer notre volonté de payer le prix d'une éducation moderne et de qualité pour le plus grand nombre. Cette volonté nous l'avons concrétisée par la proposition d'une loi de programmation (motion de synthèse). Il faut montrer l'effort que chacun veut consentir : l'Etat, les collectivités locales et les partenaires sociaux économiques.

Il faut des enseignants, des personnels éducatifs qualifiés : il faut permettre à l'ensemble des personnels de bénéficier de formations adaptées aux nécessités actuelles.

Le discours aux enseignants ne doit pas se limiter à leur devoir et

obligations : il faut qu'ils soient assurés d'une **carrière dans laquelle les grades et les rémunérations** prendraient en compte les qualifications pédagogiques, scientifiques et théoriques acquises par chacun.

Il faut d'urgence former davantage de professeurs de **disciplines scientifiques et techniques**.

Aujourd'hui le **développement de formations scientifiques et technologiques supérieures** est freiné par une carence en enseignants.

Il faut diversifier les parcours scolaires et universitaires. La **réforme des lycées**, la rénovation des premiers **cycles universitaires** allaient dans le bon sens.

C'est ce chemin qu'il faut reprendre.

Le colloque **des 16 et 17 mai prochains** qui se tiendra à Paris à la Sorbonne fera des propositions concrètes. Je vous convie à venir nombreux réfléchir et travailler avec nous. » ■

Umberto Battist

Militant politique dans cette Fédération du Nord je voudrais dire devant le Congrès non pas une inquiétude mais simplement un petit désagrément qu'un certain nombre d'entre nous éprouvent à certains discours qui accompagnent ce qu'a été avant la préparation du Congrès, la fusion des anciens courants A et B de notre parti. (...)

Je veux dire sans dramatiser, mais avec sérieux que si synthèse il y a nous sommes tous au cœur du parti avec une égale légitimité et qu'il nous faut collectivement éviter certains dérapages qui, si l'on admettait la thèse d'un bloc majoritaire, même historique du parti, aurait pour conséquence inévitable d'en rejeter certains sur les marges ; or, je ne crois pas qu'il y ait des marginaux dans notre parti : la synthèse est faite et nous sommes tous majoritaires. ■



Gérard Collomb

Je souhaite que nous sachions présenter au pays l'image d'un parti uni et concentrer toutes nos réflexions sur la seule question qui vaille : comment répondre aux inquiétudes et aux angoisses qui assaillent notre société ? Comment rendre l'espérance à tous ceux que la crise a plongés dans le doute ?

Ce qui fait notre vision commune, c'est la compréhension que notre parti ne peut gagner qu'à gauche, en commençant d'abord à rassembler toute la gauche. C'est d'ailleurs cette orientation à gauche qui fonde notre synthèse. Nul doute aujourd'hui ; c'est bien tout le parti socialiste qui se trouve orienté à gauche, avec une critique de l'action gouvernementale sans concession, avec une orientation et une stratégie sans ambiguïté. (...)

Les Français découvrent chaque jour davantage la valeur de notre bilan. Ils le font sur le plan social, mais ils le font aussi — et c'est là un tournant capital — du point de vue de l'économie de notre pays.

Si nous savons rester aujourd'hui ensemble, unis, présenter une réflexion d'avenir et des propositions qui permettent de répondre aux aspirations du peuple de notre pays, si nous savons, en particulier, commencer à esquisser des éléments de réponse sur les problèmes que se pose chacun des Français et, en particulier, centrer notre analyse autour du problème fondamental du chômage, si nous savons à la fois incarner la fidélité à un passé récent et en même temps préparer l'avenir, alors, le parti socialiste n'en doutons pas, reviendra prochainement au pouvoir. ■

Nathalie Soulier

Certes, notre parti est démocratique et les formes y sont toujours, presque toujours respectées. Mais l'esprit de nos textes, les valeurs qui font notre socialisme, souffrent, avouons-le, trop souvent de décisions et de méthodes contestables, et de cette vision des appareils politiques, les jeunes retiennent les manœuvres d'appareil plus que le débat d'idées, les moyens plus que l'objectif. Nous l'isolons des réalités, nous le coupons de la jeunesse.

Les jeunes y sont particulièrement sensibles (...) Pourquoi notre parti n'a-t-il pas un mouvement de jeunesse puissant ? Pourquoi les jeunes socialistes pour agir, pour se battre contre la Droite, contre Pasqua, Pandraud, Monory et les autres, doivent-ils le faire en dehors du parti ? Pourquoi ne pourrions-nous pas imaginer d'autres structures, d'autres formes, afin que les jeunes puissent agir réellement dans leur parti ? ■

Joël Carreiras

Cet hiver, la doctrine libérale s'est donc révélée à la jeunesse et au pays. Nous avons vu qu'elle s'accompagnait inéluctablement d'une conception de l'action politique et du rôle de l'État aux antipodes de ce qu'en attendent les jeunes.

Charles Pasqua est là pour le prouver, lorsqu'il nous déclare que la démocratie s'arrête où commence l'intérêt de l'État. Et Robert Pandraud est là pour donner encore plus de relief à la provocation en insultant la mémoire de Malik Oussekine ! (...)

S'appuyant sur l'héritage de la démocratie, les jeunes ont affirmé à travers leur capacité à ne pas s'isoler de la société, une exigence d'intégration sociale qui révèle le conservatisme étreint de la droite. Non, nous n'étions pas en marge de la société, notre mouvement n'était pas l'expression de la grande muraille qui, de Paris à Washington, se lézarderait, il exprimait en fait le passage de l'individualisme bon teint des années 80 à celui du bon sens, celui de la solidarité, pour sauvegarder l'égalité des droits. ■

Gérard Lindeperg

Y a-t-il dans cette salle un seul congressiste, je dis bien un seul, qui ne veuille faire de l'éducation des jeunes et des adultes la priorité de l'action des socialistes ?

Mais, il ne suffit pas de le proclamer, et nous devons nous garder des hymnes à la formation qui, faute de moyens, se réduisent à des formules incantatoires, et nous devons nous garder aussi des objectifs ambitieux qui, faute de contenu, se réduisent à des slogans.

Il nous faut préciser nos objectifs : qu'attend-on exactement de l'école ?

Il nous faut préciser notre stratégie : comment impulser une dynamique de changement ?

Il nous faut préciser enfin les moyens financiers : est-on disposé à consacrer à la formation la part de la richesse nationale qui doit lui revenir ?

L'objectif inscrit dans notre motion qui consiste à dire : 80 % d'une classe d'âge doit atteindre le niveau du BAC d'ici l'an 2000 est un bon objectif. Mais il ne sera pas atteint avec les équipements d'aujourd'hui, avec les effectifs d'enseignants d'aujourd'hui, avec les méthodes pédagogiques actuelles.

Les efforts entrepris pour lutter contre les inégalités, zone d'éducation prioritaire, rénovation des collèges, doivent être poursuivis et approfondis à la lumière de l'expérience acquise mais il faut les compléter en amont et en aval.

En amont, en donnant priorité à la lutte contre les handicaps dès la petite enfance.

En aval, en offrant une chance à ceux qui ont quitté le système éducatif après l'obligation légale, sans avoir au moins reçu une qualification professionnelle de type CAP.

Chacun doit pouvoir bénéficier d'un crédit formation qui lui permettra d'acquérir le minimum de formation professionnelle auquel il a droit. ■

René Mangin

Lors de nos Assises régionales des élus socialistes lorrains, le mois dernier, je me suis inquiété du manque de formation, bien sûr, mais également du manque de formation des dirigeants d'entreprise. A force de parler de la formation des ouvriers, nous en arrivons presque à penser que les patrons sont irréprochables. Je connais, hélas, trois entreprises, et de taille, qui ont dû fermer leurs portes pour incompétence notoire de leurs dirigeants.

Si nous ne vendons plus à l'extérieur, est-ce la faute des ouvriers ? Si nous manquons de compétitivité, est-ce la faute exclusive des ouvriers ?

Une formation, bien évidemment, mais pour tous et à tous les niveaux. Cessons de culpabiliser des femmes et des hommes qui n'ont pas toujours eu le temps nécessaire pour se former dans leur jeunesse, et donnons-leur les moyens maintenant pour le faire. (...)

La Meurthe-et-Moselle est un des rares départements à compter quatre députés de gauche, trois socialistes et une camarade communiste. Notre campagne a été simple, elle a été basée sur un slogan d'autant plus simple, « le parti socialiste, le courage d'agir ». ■



Michel Rocard

Nous voici rassemblés à Lille, pour dire au Françaises et aux Français que nous sommes confiants, déterminés, et rassemblés. Notre unité n'est pas une fin. Elle est un commencement. Elle est faite de l'addition de nos sensibilités, de nos histoires et de nos expériences (...) C'est ce qui exclut tout risque d'O.P.A. sur un parti comme le notre. Un parti qui a eu le courage d'organiser sa diversité en courants ne sera jamais la propriété de personne.

Aujourd'hui, nous devons donner à cette unité une densité nouvelle en élaborant des propositions frappées au coin de ce qui fait notre identité de socialistes : l'alliage du réel et de l'espérance. Affirmer notre identité de socialistes est d'autant plus précieux et nécessaire que le désarroi né de la crise a obscurci les enjeux, occulté les différences. Certes, je me réjouis qu'aujourd'hui il existe un très large consensus au sujet des institutions et de la politique étrangère. Cet acquis, la France le doit d'abord à François Mitterrand.

Il ne faudrait pourtant pas que s'estompe la réalité qui fait qu'il y a la droite et la gauche, le camp des conservateurs et le parti du progrès. Autant je suis adversaire de la guerre civile froide, autant je reste convaincu que nous n'avons pas la même vision que la droite de la vie en société. Cette querelle n'a rien de médiocre. Aussi ancienne que la démocratie elle-même, elle habite en même temps beaucoup d'entre nous qui, dans leurs convictions les plus intimes, sont sans doute partagés par les mêmes contradictions qui déchirent le corps social tout entier.

Comment au-delà de ces vraies contradictions proposer une vision claire de l'avenir, qui les rassemble et qui les mobilise ?

Ma conviction la plus profonde est que le socialisme est à même d'apporter une réponse intelligente et généreuse. Les marges de manœuvre de tout gouvernement sont limitées, c'est vrai. Pourtant, ils commettraient à mes yeux une erreur fondamentale tous ceux qui tireraient de cette vérité première la conclusion que le socialisme doit mettre son drapeau dans sa poche et ne plus arborer que la compétence de ses gestionnaires. C'est justement parce que les marges de manœuvre sont limitées que nous devons montrer au pays ce qui fait l'identité des socialistes.

La liberté politique d'abord, qui n'est guère garantie quand sont au pouvoir des conservateurs qui se disent libéraux. Quelle régression après les cinq années durant lesquelles la gauche, avec Robert Badinter a étendu le champ de libertés publiques !

La liberté politique, mais aussi la liberté économique car elles sont indissociables. Là où l'une n'existe plus, l'autre ne tarde pas à disparaître. /.../

Le socialisme c'est donc la liberté, politique et économique. Mais la liberté exige des règles, des règles justes, des règles que l'on respecte. /.../ Dans l'ordre économique tel quel l'entend le capitalisme ces règles n'existent pas, ou bien quand elles existent elles organisent le jeu des plus forts. Ce qu'a fait le gouvernement Chirac est hautement symbolique de cet état d'esprit. /.../

Assurément, nous sommes bien pour la liberté économique ! Mais justement, pour la garantir, nous sommes fermement convaincus qu'il n'y a pas plus de liberté économique que de liberté que le code de la route n'entrave la liberté pour chacun d'aller et venir. La définition et le respect de ces règles du jeu est une des caractéristiques les plus exigeantes et les plus permanentes du socialisme. Comment pourrions-nous sans cela parler de liberté ? Et cette solidarité fut-elle jamais aussi nécessaire qu'aujourd'hui, quand le premier défi qu'il lui faut relever est celui de l'emploi ? Pour vaincre ce fléau, il n'y a pas de remède-miracle. Pour autant, la lucidité ne saurait en aucun cas justifier la résignation.

La modernisation de l'appareil productif supprime des emplois ? Sans aucun doute, mais ne s'agit-il pas d'emplois de toutes façons appelés à disparaître ? Ce qui compte, c'est que l'emploi ne soit plus la résultante de toute une série de politiques sectorielles mais la finalité d'une politique globale.

Sachons alors en tirer toutes les conséquences :

- Sur le plan bancaire, pour que les risques inhérents au financement des investissements soient mieux répartis entre les banques et les entreprises,
- sur le plan fiscal, pour que les incitations aillent avant tout à la recherche et aux investissements qui créent ou préservent des emplois ;
- sur le plan social, en corrigeant l'assiette des cotisations de sorte que les entreprises de main-d'œuvre ne soient pas pénalisées. Il faut que les robots paient aussi ;
- sur le plan de la formation, pour développer la formation permanente et professionnelle alternée en entreprise.

Pour mettre en œuvre une telle politique, il y a une double condition et un moyen. La double condition, c'est que les salariés et les entreprises y trouvent équitablement leur compte. Le moyen, c'est la négociation à tous les niveaux, pour l'émergence d'un nouveau contrat salarial.

Quant à ceux que le chômage frappe cruellement, à ceux là, il nous faut assurer, en sachant le coût, qu'ils ne seront pas abandonnés sur le bord du chemin. Nous avons tracé des orientations pour cela, dont la première est le minimum social garanti.

Mais sachons aussi que la matière grise sera la ressource fondamentale de nos sociétés industrielles et que le partage du savoir sera au cœur de toute politique de solidarité. C'est un véritable « Grenelle de l'Éducation » qui est nécessaire. /.../ La formation n'est pas un simple adjuvant au traitement du chômage, elle est le cœur d'une politique de réduction des inégalités et de préparation de l'avenir. C'est dans cet esprit que j'ai soumis à notre réflexion commune l'instauration d'un « crédit formation ».

C'est dans cet esprit encore, qu'il faut responsabiliser les entreprises, et par là j'entends bien les partenaires sociaux : il faut amener dirigeants et salariés à définir ensemble les évolutions et les perspectives, les marchés à conquérir, les modernisations à effectuer, les conditions de travail à aménager pour construire une politique de la formation et de l'emploi.

C'est à encourager cela que doit se consacrer l'État. Encourager, soutenir, mais probablement pas accomplir lui-même. C'est le sens de ce que j'ai toujours appelé « gouverner mieux pour administrer moins ». Et n'est-ce pas ce que nous avons fait de mieux dans plusieurs domaines, dans une politique de liberté et de responsabilité conjuguée, par les lois Defferre pour les collectivités territoriales et par les lois Auroux pour les entreprises ? Ces lois ont leurs défauts, leurs manques. Mais ce sont là des raisons supplémentaires pour maintenir le cap. Il y a une urgence, mes amis, à reprendre le mouvement engagé le 10 mai 1981 et aussitôt mis en œuvre par Pierre Mauroy.

C'est d'autant plus nécessaire qu'il est des menaces qu'on ne peut écarter que par l'intelligence de chacun. Le nuage de Tchernobyl nous montre que seule une prise de conscience collective peut mettre le monde en mesure de réagir avant qu'il ne soit trop tard. /.../ Le socialisme est né d'une pensée technicienne, à l'ère de la grande révolution industrielle. Mais aujourd'hui l'économie et la technique ont soumis l'homme à leurs lois plus qu'elles ne sont soumises aux siennes. Il faut renverser ce rapport. La vraie clé de l'avenir, c'est moins la technique ou l'argent que la capacité des femmes ou des hommes à dominer ces instruments. Et c'est précisément à cela que le plan doit servir.

Cet appel à l'intelligence et à l'initiative de tous porte un nom : l'approfondissement de la démocratie. La démocratie, non pas comme une référence abstraite ou vieillie, mais comme principe actif de développement de l'humanité. /.../

Je veux insister ici sur ce que je tiens comme une évolution majeure de ces dernières années : la découverte de ce que les vertus de la démocratie ne se limitent pas à l'Europe et aux sociétés occidentales développées, mais qu'elle apparaît comme le meilleur modèle de développement du tiers-monde. /.../





L'Europe peut y aider. Ce n'est pas sa seule justification, mais c'en est une qui s'ajoute à bien d'autres. Enfin faut-il la construire. Là sont nos véritables frontières, là est la vraie dimension que doivent prendre nos entreprises, qu'elles soient industrielles ou commerciales, scientifiques ou audiovisuelles. Ce qui construit l'Europe, ce n'est pas moins d'intervention publique, mais davantage de cohérence, de solidarité, d'interdépendance dans l'édification de l'espace politique européen. /.../

Il nous reste un an pour convaincre. Nous n'emporterons la conviction que si nous tenons le langage de la vérité en toutes circonstances. A cette condition-là, nous pouvons apporter la démonstration que le socialisme démocratique est garant à la fois de plus d'efficacité et de plus de justice dans les perspectives qu'il ouvre.

A cette condition-là, nous pouvons apporter à nouveau un espoir légitime, prouver que la lucidité est le préalable de l'espérance et non pas son contraire. Il reste un an pour convaincre les Français que la France a besoin du socialisme démocratique. /.../

Liberté conjuguée avec responsabilité, telle est la voie de la vraie grandeur de la France. Ni le conservatisme, ni l'étatisme, ne peuvent la suivre. L'avenir de la France, c'est le socialisme démocratique.

Voilà le message que le congrès doit clairement adresser aux Français. Voilà ce que j'entends leur répéter sans cesse. /.../

Nous ne revendiquons pas le monopole du cœur. Notre combat c'est celui de l'intelligence du cœur.

Et c'est pour cela que l'an prochain, nous gagnerons ! ■

Jean-Pierre Chevènement

Avant la fin de l'année, nous devons adopter nos orientations en vue de l'élection présidentielle. Le délai est court. Il implique une intense mobilisation du parti tout entier, car, soit dit en passant, nous ne pouvons pas accepter l'idée que je vois avancer ici et là, selon laquelle le projet et la stratégie du parti ne seraient pas de la compétence du parti.

Notre parti n'est pas devenu une sorte de parti démocrate à l'américaine, réduit à jeter des confettis sous les pas de son candidat.

Notre candidat, quel qu'il soit, a besoin d'une dynamique, et François Mitterrand lui-même a besoin d'un parti digne de ce nom.

Il faut nous mobiliser. Nous ne pouvons pas attendre notre victoire des seules divisions de la droite. Ses déboires ne profitent pas, ou pas assez à la gauche. Il faut que nous développions un projet. Sur le problème du chômage par exemple, nous ne pouvons pas accepter l'aveu d'impuissance du gouvernement, face à trois millions de chômeurs qui seraient « incompressibles » à l'horizon 1989. Mais qui ne voit que le scepticisme persistant à notre égard d'une partie de l'électorat populaire est dû à notre incapacité, au gouvernement, à avoir su juguler suffisamment la montée du chômage ?

Jacques Chirac se débat, sans doute inutilement, enveloppé qu'il est par la stratégie d'encercllement de Raymond Barre, du Front National au C.D.S. Il oscille entre la répression policière et les campagnes sécuritaires d'une part, et d'autre part les faux-semblants des concertations syndicales au sommet.

Par bonheur, le Président de la République a su avec brio, et un très grand sens de l'Etat et de l'intérêt du pays, maintenir ses prérogatives sur l'essentiel, la défense et la politique étrangère, domaines où le Premier Ministre ne fait que s'agiter.

Mais tout le monde peut voir aujourd'hui que les échecs de Jacques Chirac profitent d'abord à Raymond Barre. Il est pour nous désormais le candidat de la droite au second tour de l'élection présidentielle le plus probable.

Raymond Barre a une politique économique : le barrisme. Son projet se résume d'un mot : conservatisme. Le barrisme, ce sont les grands équilibres. Pendant cinq années, de 1976 à 1981, Raymond Barre est parvenu à les maintenir. Mais cette politique n'a pas embrayé sur l'économie réelle, et elle a de ce fait contribué à enfoncer la France par rapport à ses concurrents dans la guerre économique mondiale. Le nombre de chômeurs a doublé, l'inflation a bondi à 14 %, notre compétitivité s'est érodée, l'effort de recherche a stagné, bref, l'avenir n'a pas été préparé : quels résultats ! Voilà ce que fut et ce que serait encore demain le barrisme !

Le barrisme, c'est toujours le même discours à la mode ! La France doit laisser l'industrie aux pays sous-développés, se spécialiser sur

quelques créneaux de haute technologie, devenir un vaste bureau d'études, vendre ses services. N'est-ce pas là sa logique ? Celle d'une évolution économique à l'anglaise ? La financiarisation de notre économie. La mort lente, mais sûre, de notre industrie.

Mais, au-delà de cette politique économique, il y a un projet de société.

Raymond Barre, encore plus qu'une politique économique rentière, c'est l'incarnation d'une France immobile, de la France des patrimoines, c'est le conservatisme fait homme. Si Raymond Barre est l'idole des rentiers, c'est parce qu'il paraît aux privilégiés le mieux placé pour gérer un déclin encore confortable.

Et pendant ce temps, pendant que les uns gagnent de l'argent en spéculant en bourse, plutôt que de l'investir dans des activités productives, le nombre des exclus ne cesse d'augmenter, le pouvoir d'achat des retraités et des salariés est rogné, la sécurité sociale ébranlée.

De même en politique étrangère, le conservatisme frileux est de règle, tant d'ailleurs chez Raymond Barre que chez Jacques Chirac. Curieux Européens, en l'occurrence, que ceux qui, face aux propositions Gorbatchev de supprimer les euromissiles, s'épouvantent dès que s'éloigne le grand frère américain, dès que l'Europe se trouve confrontée à la responsabilité d'assurer sa propre sécurité.

Vous le voyez, chers camarades, le véritable clivage entre le projet qui est le nôtre et le projet conservateur, il est entre ceux qui, comme nous, croient à l'avenir de la France et ceux qui n'y croient plus.

Nous pouvons battre R. Barre, mais nous ne devons pas pour cela opposer au discours de la bonne gestion, la prétention, même justifiée, à une meilleure gestion. Si nous voulons convaincre, rassembler, gagner, nous devons **inventer une culture de gouvernement qui soit aussi une culture de projet.**

Car en 1988, pour gagner, notre candidat aura besoin d'une dynamique. Et croyez-vous que l'on puisse créer un raz-de-marée avec comme seul slogan « pas de vagues » ?

Avant tout, le pays a besoin d'un projet. Il nous faut proposer une stratégie globale de lutte contre le déclin, pour retrouver le chemin de la croissance et de l'emploi. Il nous faut s'appuyer sur la démocratie pour façonner une société solidaire et dynamique, renforcer l'indépendance de la France ou organiser l'Europe.

Tout cela devra être articulé autour d'axes clairs : Tout d'abord, pour retrouver le chemin de la croissance, nous ne devons pas sacrifier l'économie à la monnaie : l'emploi à long terme dépend de la compétitivité et de la croissance de notre économie, tout particulièrement de l'industrie.





Ensuite, il ne suffit pas d'assurer les grands équilibres pour résister au grand maelström de la guerre économique mondiale. Il faut une stratégie globale de développement. Bref, une planification moderne, ouverte sur le marché mondial, et renouvelée dans ses méthodes.

En permanence, il faut penser mondial. L'enjeu de la guerre économique, c'est l'avenir de la démocratie.

En Europe, là où elle est née, elle risque de s'étioler si nous perdons cette guerre planétaire, si nous acceptons le condominium nippon-américain et notre réduction au rôle d'espace ludique et muséographique pour riches touristes étrangers.

Pour faire obstacle à cela, il nous faut briser le capitalisme rentier, nous garder des tentations du malthusianisme. A ce sujet, j'ai déjà fait un certain nombre de propositions à partir des travaux de République Moderne. Elles sont à la disposition du parti.

Mobiliser toutes les capacités enfouies de notre peuple, permettre à chacun de se remettre en cause par la formation et d'exceller en quelque chose, bref répondre aux exigences d'un élitisme vraiment républicain.

Réinventer une grandeur française, car l'Europe ne se passera pas d'une France forte.

Eviter le naufrage de l'Afrique, bâtir un avenir de progrès avec le monde arabo-musulman. Offrir à l'Amérique latine une autre perspective que le tête à tête avec les Etats-Unis, desserrer pour les grands pays d'Asie l'étreinte des super-puissances, changer les règles du jeu de l'économie mondiale, fonder, enfin, en Europe même, un ordre de sécurité et de paix durable.

Voilà des ambitions qui seraient dignes de la France, dignes d'une Europe fidèle à sa tradition d'humanisme, dignes des nations qui la composent, et dignes des socialistes.

Pour répondre à toutes ces attentes, chers camarades, nous ne pouvons pas nous passer d'un projet sérieux, solide, cohérent et structuré.

Il ne dépend que du contenu de notre projet qu'il n'y ait, après 1988,

ni dérive centriste, ni résurrection de la troisième force.

D'ici la fin de l'année, cela doit être notre préoccupation principale, et c'est ainsi que nous resterons fidèles à nous-mêmes.

Nous ne sommes plus aujourd'hui ce que nous étions avant d'assumer les responsabilités du pouvoir. Nous avons appris, nous nous sommes transformés. L'expérience du gouvernement nous a mûris, mais l'expérience vécue ne vaut que transformée en conscience.

Le moment est donc venu de rappeler que si nous avons changé, c'est pour rester fidèles à nous-mêmes. Nous sommes des socialistes, porteurs d'analyses et de valeurs simples et fortes. Qui mieux que nous pourrait préparer un nouvel ordre économique mondial fondé sur l'indépendance des peuples et de nouvelles règles du jeu plus justes ! Qui mieux que nous pourrait tendre à nouveau le ressort de la démocratie !

C'est en nous mettant dans chaque domaine à la hauteur de l'intérêt général du pays que nous créerons la confiance. Alors nous pourrions rassembler, et d'abord l'électorat populaire, car si l'union de la gauche sur un programme commun est derrière nous, l'union des forces populaires, elle, est toujours à réaliser.

Oui, chers camarades, notre horizon reste celui d'une société fondée sur le développement de la démocratie jusqu'au bout, notre horizon reste celui du socialisme. Et comment une telle société pourrait-elle ne pas reposer sur l'Etat républicain par lequel s'expriment la démocratie, la volonté générale et l'intérêt public ?

Citoyen, Nation, Etat, et la Démocratie, pour lier ces concepts, c'est ce que j'appelle la République. Quelle erreur ce serait de la ranger parmi les évidences du sens commun ! C'est bien aujourd'hui la République qu'il faut relever en faisant appel aux citoyens, au civisme, au sens de l'intérêt général, à une claire vision de l'avenir.

Oui, c'est la République qui, demain, sera le levier du redressement national et qui, ensuite, portée au-delà d'elle-même, au bout de sa propre logique, pourra déboucher un jour sur le socialisme et accomplir dans le socialisme les promesses de sa devise.

Car, qu'est-ce en effet que le socialisme, sinon la liberté, l'égalité, la fraternité jusqu'au bout ? ■

André Laignel

Deux faits d'évidence marquent notre Congrès :

- la synthèse,
- et la perspective présidentielle.

La synthèse nous permet d'affirmer pour l'opinion publique que le parti socialiste est capable, sans trop de difficultés, de surmonter ses différences et de s'unir. Elle permet aussi d'affirmer notre soutien unanime au Président de la République et crée les conditions les plus favorables pour, s'il le souhaite, le moment venu, être candidat à sa propre succession.

Mais, au-delà d'avantages incontestables liés à la synthèse, des inconvénients existent :

Il est dangereux que, de congrès en congrès, faute de textes différents, les responsables tant locaux que nationaux relèvent davantage de la cooptation que de l'élection.

Mais il y a plus grave, me semble-t-il.

De la trêve interne, le glissement a été rapide qui a conduit certains à souhaiter un armistice idéologique.

Armistice sur quoi ?

Sur le code de la nationalité ? Sur les prisons privées ? Sur le démantèlement pan par pan de l'Ecole publique et des organisations laïques ?

Armistice sur le comportement à tendance colonialiste du gouvernement en Nouvelle-Calédonie ? Sur l'injustice fiscale ? Sur l'avenir de la jeunesse ? Sur l'ordre moral ?

Oui, dites-moi, armistice sur quoi ?

Qui ne voit qu'un tel armistice ne serait, en définitive, dans les faits, qu'une soumission à la pensée dominante, et qu'au contraire la reconquête de l'opinion passe d'abord par la reconquête de nos valeurs ? (...)

La seconde caractéristique de notre Congrès, c'est son moment, à un an de l'élection présidentielle.

Il nous faut rapidement, me semble-t-il, répondre à l'attente de nos concitoyens, savoir allier dans nos propositions l'expérience du pouvoir, la volonté du changement et la part du rêve, celle qui permet de tout être humain de s'engager au-delà de lui-même.

Notre expérience du pouvoir, avec ses limites mais aussi avec ses succès, nous fait mieux percevoir comme décisive l'exigence de solidarité.

Dans l'action des gouvernements de gauche, il n'y avait pas des mesures éthiques d'une part (peine de mort, tiers monde, immigrés), et des mesures de compétence d'autre part, comme celles qui concernent le chômage ou la politique économique.

(Suite page 33) ►►►

Les leçons à tirer de notre action au gouvernement de 1981 à 1986

Nous publions ci-dessous des extraits des cinq interventions (Premiers ministres, groupe parlementaire, Premier secrétaire) qui ont constitué l'introduction de ce débat.

Pierre Mauroy

(...) L'état de grâce a généré deux débats essentiels, l'un posé durant cette même période et l'autre, larvé simplement à l'époque, mais qui, par la suite, a pris de l'ampleur. Le premier concernait la « pause » en matière de réformes, le second, un peu dans la même optique, a porté et porte encore parfois sur l'opportunité de la relance économique que nous avons effectuée en arrivant au pouvoir. (...)

Fallait-il donc procéder à une relance de la consommation populaire, conformément — je le souligne — aux engagements pris durant la campagne présidentielle ? (...)

Je le dis très clairement : quel qu'ait été l'élu de 1981, une relance de l'économie française était inévitable. Elle avait trop clairement été annoncée au pays. J'ajouterai que la gauche, sur ce point, était encore plus engagée que la droite dans la mesure où son électorat populaire attendait, légitimement, que le renversement d'un quart de siècle d'équilibre politique se traduise pour lui en termes de pouvoir d'achat. Il n'aurait été ni honnête intellectuellement ni habile politiquement de tourner le dos, dès la formation du gouvernement, aux mesures financières destinées à notre électorat. (...)

Aujourd'hui le maintien de la rigueur n'est pas accepté car sa mise en œuvre est jugée, à juste titre, discriminatoire et injuste. Nous aurions subi un rejet plus vif encore si, avant d'adopter les mesures exigées par la situation économique, nous n'avions pas scellé, par des mesures sociales, le pacte de confiance qui nous liait aux milieux populaires.

Nous nous trouvions dans la situation exactement inverse du gouvernement actuel, à savoir un bon accueil de nos décisions internes mais une dégradation profonde et continue du contexte économique international.

Pour résumer d'une formule, on peut dire que nous avons buté sur la contrainte extérieure alors que Jacques Chirac est en train d'échouer sur une contrainte intérieure. Ce qui est beaucoup plus grave. Je suis pour ma part, convaincu que l'état de grâce entretenu la première année, a été l'une des conditions de notre maintien au pouvoir pendant cinq ans. La politique n'est pas seulement la réponse à des paramètres économiques et techniques, elle est aussi une affaire de psychologie à l'égard des individus et des groupes sociaux. (...)

La contrainte extérieure est incontestablement la plus rude de toutes celles qui s'imposent à nous. D'autant plus rude que le commerce extérieur français — on le constate encore actuellement — souffre d'une grave faiblesse structurelle. (...)

Mais une politique de rigueur, indispensable à certaines périodes, ne peut être assimilée au renoncement, même provisoire, à notre action de réforme des structures sociales. (...)

Les réformes constituent la sève même de notre action. Nous avons donc engagé simultanément un très grand nombre de réformes. Peut-être un trop grand nombre. Non pas que chacune d'elle n'ait pas été nécessaire. (...) Non, quand je parle d'un trop grand nombre de réformes, c'est en insistant sur leur simultanéité. (...)

Le contenu de certains textes a pu en souffrir. La communication gouvernementale en a certainement pâti dans la mesure où la multiplicité des messages émis s'ajoutait à la disparition des repères traditionnels.

Plus profondément, et je dirai plus gravement, il en est résulté l'idée, dans le pays, que la loi était la condition nécessaire et suffisante

pour réaliser le changement. D'où, l'état de grâce passé, une absence de mobilisation populaire qui doit constituer pour nous une source d'interrogations. (...)

J'ai analysé notre politique économique, j'ai évoqué nos réformes de structures, je voudrais terminer par un troisième point qui a été au cœur de l'année 1984 et de la transition entre les gouvernements que j'ai conduits et celui qui a été formé par Laurent Fabius. Il s'agit de deux débats qui auraient pu être distincts, mais se sont confondus en un seul : la baisse des prélèvements obligatoires et la mise en œuvre des restructurations industrielles, condition de la modernisation. (...)

Ces deux sujets ont été au cœur des difficultés que nous avons connues avec les couches sociales les plus attachées à la gauche. C'est particulièrement vrai du prolétariat d'industries traditionnelles comme la sidérurgie, la construction navale ou les mines. (...)

En ce qui concerne le mouvement continu et incontournable de modernisation du tissu industriel, nous gagnerions, me semble-t-il, à nous inscrire davantage dans la durée. A vrai dire, c'est autant sur la restructuration industrielle elle-même qu'il conviendrait de mettre l'accent que sur une nouvelle gestion des problèmes d'emploi. Il est piquant de constater que le gouvernement actuel, après des déclarations de matamore, montre qu'un « traitement social » est indispensable. Mais il est clair qu'il est insuffisant à régler le problème.

Toute solution économiquement saine passe par un retour à une croissance plus soutenue, mais elle passe aussi par une nouvelle répartition de la charge de travail. (...)

En nous inscrivant dans une logique de réduction de la durée du travail, nous demeurons dans la démarche séculaire qui est, certes, celle de la gauche mais aussi du mouvement global de l'économie. N'oubliez pas que si aucune réduction de la durée du travail n'était intervenue depuis le début du siècle, 13 millions d'emplois sur 21 n'existeraient pas, c'est-à-dire 60 % des emplois actuels !

J'ajoute que le gouvernement japonais, dans ses négociations avec les Etats-Unis, propose de ramener la durée moyenne du travail au Japon de 2 160 heures à 1 800, rejoignant ainsi les normes occidentales. Voilà le bon mouvement, le mouvement de l'avenir ! (...)

Nous avons su surmonter les contraintes internationales et les contraintes démocratiques, jetant ainsi les bases d'une gestion aujourd'hui de mieux en mieux comprise et reconnue par les Français. Cette gestion saine a permis à notre politique de réforme de se développer dans toute son ampleur durant la législature. Durant cette période, nos valeurs n'ont cessé d'irriguer l'action gouvernementale et, en premier lieu, la nécessité de la solidarité.

Ce qui reste, en définitive, de cette période c'est que, pour la première fois dans l'Histoire française, nous avons gouverné cinq années durant et que, même si nous avons été défaits en mars 1986, le Parti socialiste a atteint un seuil électoral sans précédent.

Il reste que la droite, au pouvoir depuis un peu plus d'un an, se présente, au milieu de ses contradictions et de ses divisions, comme déjà bien fatiguée par son bref exercice gouvernemental. Comme si, elle qui nous avait maintenus dans l'opposition durant un quart de siècle, avait perdu la main en 5 années d'opposition.

Il reste enfin un immense champ de travail qui nous attend. Celui de la volonté et de la nécessité de la reconquête. A nous d'y consacrer nos efforts. ■

Laurent Fabius

(...) D'abord, je parlerai de nos engagements.

Si on reprend aujourd'hui les fameuses 110 propositions de 1981, on constate que dans l'ensemble elles ont été respectées. Et cependant l'opinion publique a été déçue et elle nous reproche de ne pas avoir tenu nos promesses. Pourquoi ? Parce que — l'expérience nous l'a montré — l'opinion est moins sensible à une liste détaillée d'engagements (qu'elle ignore ou qu'elle oublie souvent) qu'à un ou deux éléments dominants. Nous, nous avons été jugés sur l'emploi. Et comme le chômage au total a augmenté, même si nous avons enrayer sa dégradation à la fin, les Français ont été déçus, et ils ont le sentiment que nous ne respectons pas nos promesses, et ce sentiment s'est étendu bien au-delà de ce domaine.

Pouvions-nous faire autrement et mieux ? Compte-tenu des mutations économiques internationales en cours et du retard de notre appareil productif, je ne crois pas qu'il était possible d'éviter une certaine augmentation du chômage. Mais nous aurions pu, nous aurions dû ne pas laisser croire que nous pouvions régler le problème rapidement.

Pour le futur, pas question de nous résigner à la pente actuelle. Mais nous devons souligner l'extrême difficulté de la tâche et la nécessité d'une approche tous azimuts. Croissance et aménagement et réduction de la durée du travail, action européenne et française, productions marchandes et services collectifs, politique nationale et initiatives locales, formation : pour la prochaine période nous devons agir avec force sur tous ces volets à la fois.

Au-delà des 110 propositions, nous avons pris d'autres engagements. Et leur multiplicité a posé problème. (...)

Sur ce point, ma conclusion pour les échéances à venir est simple. Toute élection est un contrat, et ceux qui prétendent demander des suffrages sur leur seule bonne mine sont des démagogues. Mais dans une période difficile et incertaine comme aujourd'hui, où tout bouge et tout est international, nos orientations ne peuvent plus être un projet exhaustif. Quelques choix majeurs, oui, certaines propositions précises ; l'affirmation claire de nos valeurs ; mais évitons un projet « clés en main ».

Sur le contenu même de la période 1981-1986 et sur notre pratique gouvernementale, je ferai quelques observations tirées, là aussi, de l'expérience.

Première idée : le carré de la réussite s'appelle et s'appellera pour longtemps investissement, recherche, formation, démocratie. Nous avons autour de ces nécessités largement réconcilié les Français avec l'entreprise. Nous devons poursuivre ces priorités pendant de longues années car le premier mal dont souffre notre pays est un véritable déclin industriel.

Deuxième constat : la communication a une importance fondamentale et nous avons des progrès à réaliser sur ce terrain, qu'il s'agisse de la communication avec le grand public ou avec nos militants. Le jour viendra-t-il où se développera une presse proche de notre sensibilité ? Je le souhaite, mais nous n'y semblons pas très experts. Quant au grand public, nous avons à accomplir vers lui un effort de communication d'autant plus vaste que notre message est porteur de changement et que nous devons le faire passer dans un paysage audiovisuel que nous voulons transformer. Conclusion opératoire : les modifications au paysage audiovisuel, nous devons les apporter très rapidement.

Troisième constat : deux notions sont dépassées, la France seule, la majorité seule. Deux réalités doivent être prises en compte, l'Europe et les minorités.

Pratiquement aucun des principaux problèmes qui se posent à nous ne peut recevoir de solution réelle hors d'une approche européenne. Les choix de politique économique que nous avons faits ne se comprennent pas sans cela.

Nous avons constaté aussi que, dans une société complexe comme la nôtre, il ne suffit pas de disposer d'une majorité au Parlement pour traduire certaines options dans les faits. Par exemple, nous avons mesuré que ni les questions concernant l'école, ni les problèmes de fiscalité, ni les difficultés de la Nouvelle-Calédonie ne pouvaient recevoir de solution hors d'une compréhension de la sensibilité des minorités. La démocratie, pour nous, ce ne doit pas être, ce n'est pas seulement la loi de la majorité, c'est aussi la prise en compte du point de vue des minorités.

Quatrième constat : la démocratie est une nécessité absolue, mais elle a un coût. Nous l'avons bien vu dans nos relations avec les syndicats. Nous avons cherché la concertation syndicale. Cela demande, notamment, du temps. Cela peut retarder la réalisation concrète du changement. Je suis convaincu, malgré tout, qu'un gouvernement ne peut pas seul piloter une gestion sociale, encore moins une transformation sociale. Un gouvernement de gauche doit souhaiter une réelle mobilisation populaire, des syndicats, des associations forts avec qui se concerter. Une bonne méthode me semble pour chaque concertation de fixer un échancier public, au bout duquel, si nécessaire, le gouvernement est fondé à trancher.

Cinquième constat : les principaux pouvoirs doivent être mieux équilibrés. C'est vrai pour l'audiovisuel, la science et la technologie, l'administration qui n'ont pas actuellement face à eux de véritables contre-pouvoirs. C'est vrai aussi pour le pouvoir politique.

Entre le président de la République et le Premier ministre, nous avons connu la cohérence, nous connaissons la cohabitation. A l'expérience, la cohérence me paraît bien préférable, surtout dans la pratique présidentielle « inflexible » — parce que donnant plus de place au gouvernement — qu'a adoptée François Mitterrand depuis 1981. Raison de plus pour souhaiter un mandat présidentiel ramené à cinq ans et renouvelable une fois, ce qui limiterait les risques de cohabitation.

Entre le gouvernement et le Parlement, un rééquilibrage devra s'opérer au profit de ce dernier. Nous avons constaté au Parlement une volonté parfois de blocage de la part de l'opposition. Inversement, la marge de manœuvre que le gouvernement a reconnue au Parlement a été faible, surtout depuis mars 1986. Nous devons en tirer les conséquences pour l'avenir : limitation de l'usage de l'article 49.3 de la Constitution, pratique plus fréquente des questions d'actualité, possibilité plus large d'instituer des Commissions d'enquête, etc... J'ajoute que dans l'expérience que j'en ai eue, la collaboration gouvernement groupes parlementaires P.S. a été excellente. (...)

Je tire de ces remarques deux conclusions : notre retour au pouvoir devra s'accompagner d'avancées tangibles, « quotidiennes », pas forcément nombreuses, mais bien ordonnées dans le temps. D'autre part — et chacun de nous en est persuadé — s'il faut bien gérer, il ne suffit pas de bien gérer. La réalité doit avoir toute sa place, l'« utopie mobilisatrice » aussi toute la sienne. Il faut faire renaître l'espérance d'« une nouvelle chance » pour la France. (...)

Lorsque j'ai eu des décisions importantes à prendre dans mes fonctions ministérielles, je me suis en général posé deux questions : est-ce que c'est juste ? Est-ce que cela prépare le futur ? Ces deux questions n'évitent pas toutes les erreurs mais elles sont, me semble-t-il, une bonne grille de décisions.

Avoir passionnément préparé le futur, et cela dans la justice, voilà le cœur de notre bilan. Ce bilan n'est pas figé. Il s'apprécie chaque jour à mesure que la droite fait preuve d'inefficacité, d'injustice et souvent d'incompétence. A la lumière de ce bilan, on comprend de mieux en mieux que nous, nous avons semé pour demain ; on pressent de plus en plus que les mutations qui attendent la France et les risques d'exclusion qu'elles comportent seront mieux prévus, mieux traités, mieux dominés par des progressistes, des socialistes que par des conservateurs. C'est pourquoi, à la veille même de l'anniversaire du 10 mai, nous avons des raisons très puissantes d'espérer ■

Pierre Joxe

(...) Ce gouvernement, qui prépare un nouveau coup de bourse avec la CGE, un nouveau coup fourré avec la reprise du projet sur la nationalité, un nouveau coup tordu avec la tentative d'utilisation de services officiels pour couvrir une machination politicienne par un « secret défense » qui n'a plus rien de secret et n'a jamais rien eu à voir avec la Défense, ce gouvernement qu'il faudra bien remplacer — j'espère que je n'écouterai aucune oreille trop sensible aujourd'hui ; ce gouvernement si réactionnaire qu'une partie de sa majorité commence à vouloir prendre ses distances avec lui sur la Nouvelle-Calédonie, sur l'investissement ou sur la politique sociale, ce gouvernement est-il tellement à droite que la gauche n'ait pas besoin de réfléchir avant d'agir ?

Peut-être. L'opposition peut être vécue d'instinct, c'est parfois vrai.

Mais nous ne sommes pas, nous ne sommes plus seulement l'opposition. Nous sommes l'axe de la majorité de progrès de demain. Nous sommes le gouvernement de demain. Nous le savons, et nous savons aussi ce que c'est que le gouvernement. Parce que, comme toute chose, cela s'apprend.

C'est pour cela que j'ai proposé il y a sept mois, que cette réunion ait lieu. (...)

Par la force des choses, je n'expliquerai ni longuement ni logiquement pourquoi je laisse de côté trois thèmes qui me tiennent à cœur : l'Etat, l'information, la politique étrangère.

Pourtant l'Etat, nous en avons eu la charge 5 ans. Et nous l'avons décentralisé. Pourtant, la politique étrangère c'est bien l'une de nos réussites. Nous en profitons encore, à travers François Mitterrand. (...)

D'autres exemples se pressent à mon esprit. Mais j'arrête ici les exclusions, les hésitations et les regrets car j'ai choisi trois thèmes. (...)

1° - Pour l'école publique.

Je propose qu'avant la fin de l'année une loi programme pour l'enseignement public soit élaborée par nous et déposée au Parlement.

Pourquoi ? Parce que l'actualité nous montre tous les jours, surtout depuis la manifestation du 23 novembre dernier que la « demande sociale » d'éducation, de formation — en vérité d'égalité des chances pour l'avenir, est le plus puissant facteur de mobilisation populaire. Monory s'en est aperçu, en 1986, comme nous nous en étions aperçus, à nos dépens, en 1984.

Parce que l'histoire de la loi Savary — qui mériterait à elle seule toute une journée, démontre — à mon avis qu'il vaut mieux mettre le paquet pour l'école publique, des maternelles jusqu'à l'université que de sembler se mobiliser contre l'enseignement privé. Celui-ci est avant tout un épiphénomène. Son développement est avant tout dû aux insuffisances, aux lacunes ou aux retards de l'école publique. Mais ses partisans, certains sont des adversaires, bien sûr, on l'a vu, mais la plupart sont des déçus, des désenchantés, des désappointés de l'école publique.

Ce sont surtout des parents qui sont prêts à tous les sacrifices financiers pour leurs enfants auxquels ils ne rêvent de transmettre ni fortune, ni immeubles, ni actions de Paribas, mais les meilleures chances dans la vie.

C'est la République, c'est l'école publique, c'est la gauche — et elles seules, qui pensent garantir ce résultat, en y mettant les moyens. (...)

2° - Pour la solidarité nationale.

Nous sommes les seuls depuis des décennies à avoir effectivement équilibré la Sécurité sociale en poursuivant à la fois la bonne gestion et la justice sociale. Soyons en fiers et servons-nous de ce succès.

Par l'économie dans la dépense, par le refus de la démagogie dans les recettes, par la continuité dans la justice sociale, nous avons préparé l'avenir.

Séguin, comme jadis Necker devant la faillite financière de l'Ancien Régime, convoque des Etats généraux où l'on sait déjà que la noblesse patronale et le clergé administratif pèseront plus que le tiers état syndical.

Mais comme l'indécis Necker, l'hésitant Séguin connaît fort bien le mal et craint le remède — et pour cause. Sa démarche est sans issue car c'est lui qui rétablit les privilèges, c'est lui-même qui a créé la crise financière : honoraires accrus, dépenses incontrôlés, cadeaux fiscaux aux plus favorisés, voilà les milliards qui manquent à la Sécurité sociale, oublier le coût des deux cent vingt mille chômeurs de plus.

Sur ce dossier, je propose que nous changions radicalement de démarche politique, que nous inversions notre démarche d'opposition, que nous passions d'une défensive hésitante à une offensive résolue. (...)

Sur ce point, je propose que la préparation de notre programme soit amorcée dans le parti, à la base, par une popularisation de notre bilan. A défaut de journal, que nous n'avons plus, une brochure qui rappellerait notre action et mettrait en regard l'action de Séguin, aurait un double effet.

— Pédagogique, pour préparer la réflexion sur notre programme à venir.

— Militant, pour animer la défense de la Sécurité sociale.

3° - Pour la défense nationale. (...)

La gauche a gouverné cinq ans et la France, ses citoyens et son armée ont pu constater que l'effort de la défense était maintenu — voire parfois renforcé.

J'observe pourtant que la loi de programmation militaire votée en 1983 l'a été dans l'indifférence générale. C'est avec un mélange de confiance aveugle et de politesse distante que la plupart des parlementaires socialistes ont voté leur loi. Un peu comme si c'était le prix à payer pour gouverner. Un peu comme si certains tenaient tout bas le raisonnement suivant : « Au pouvoir, il faut bien voter les crédits militaires, il ne va quand même pas en plus falloir les examiner... ».

Eh bien si ! Il faut les examiner, les discuter et si on les approuve le faire non pas du bout des lèvres, mais à pleine voix. Faute de quoi, on doit se taire en matière de défense. Or se taire en matière de défense pour la France, c'est impossible — sauf à se taire en matière de politique extérieure.

A cet égard, au moment où nous examinons notre bilan et préparons notre programme, je pense que nous devons rouvrir, sur une longue période le débat sur la défense dans le parti. (...)

Je propose donc que nous fixions à 1989, par exemple une convention nationale sur la défense dont la préparation pourrait commencer sans délai, à l'initiative du secrétariat à la formation. (...)

Puisque notre action s'est insérée entre celle de deux gouvernements réactionnaires dirigés par les deux futurs candidats de la droite, notre programme, qui proposera de reprendre la tâche interrompue sera donc facile à livrer pour l'opinion : en choisissant un président, elle préparera une nouvelle majorité de gouvernement. ■

André Billardon

(...) Il est devenu d'une grande constance dans nos analyses que d'observer la timidité ou l'effacement des soutiens syndicaux, associatifs, voire de la base de notre parti. Combien de fois avons-nous entendu, lors de discussions et de rencontres sur tel ou tel projet de loi, à propos de telle décision du gouvernement que nous soutenions fidèlement : « On vous a élus, maintenant à vous de jouer ; il faut aller plus loin et plus vite. » Parmi toutes les causes d'une telle situation, il convient d'analyser le contexte institutionnel.

A côté d'un exécutif gouvernemental soumis au rythme et à la pression du quotidien, c'est au parti et à sa structure parlementaire, le groupe majoritaire, qu'il revenait de faire émerger le soutien de notre base sociale. Combien de fois n'a-t-on pas entendu dire dans les antichambres des cabinets ministériels : « Vous êtes timides dans votre soutien au gouvernement » (remarque pour l'essentiel injuste d'ailleurs). En revanche, ce qui est bien vrai, c'est la présence des institutions de la V^{ème} République qui consacrent un extraordinaire déséquilibre entre exécutif et législatif. Deux exemples : le premier, au moins, est bien connu. Lorsque le mercredi tombent les informations sur un projet de loi qui vient d'être adopté par le Conseil des ministres, l'opinion publique est convaincue que tout cela est définitif et va entrer immédiatement dans la vie quotidienne (pauvre Parlement !). Lorsque l'on revient sur les relations entre l'exécutif et le Groupe parlementaire, n'est-il pas significatif de noter que le Groupe avait une marge de manœuvre plus grande dès lors qu'existaient quelques désaccords au sein de l'exécutif ; ce qui était d'ailleurs rare au niveau des ministres, mais plus fréquent à l'échelon de leur cabinet !

Quand on ajoute à tout cela l'exacerbation des conflits par les médias, on arrive au constat suivant : les institutions de la V^{ème} font d'un parti vivant, un parti obéissant. La présence d'un gouvernement attaché au dialogue démocratique, attentif à associer parti et groupe à la préparation des décisions n'a pas suffi à écarter un écueil inévitable : quand on participe à un exécutif doté d'une si grande suprématie, alors pourquoi rechercher le soutien des forces qui vous ont portés au pouvoir dès lors que tout soutien contient une part de critique. C'est ainsi que l'on se retrouve en panne de dynamisme.

Cette approche parcellaire des institutions apparaîtra trop négative, en particulier parce qu'elle n'aura pas mis l'accent sur le fait que, grâce aux institutions, la gauche aura bénéficié de la durée et que nous

devons à la présence de François Mitterrand aujourd'hui à l'Elysée nos raisons d'espérer pour 1988.

Il reste que ces institutions érigent un obstacle entre une force politique de gauche et sa base sociale. Dès lors, se pose la question : comment un groupe, issu d'un parti qui s'appuie sur une force sociale, peut-il jouer un rôle dynamique dans les institutions de la V^{ème} République.

On ne peut indéfiniment repousser la réflexion sur une réponse des institutions ; d'autant que celles-ci, objectivement, sont par nature plus favorables à la droite. On peut estimer que, pour des raisons d'opportunité politique, elle n'est pas d'actualité, encore que le débat sur la durée du mandat présidentiel l'ait ouvert.

Il me semble que le débat d'aujourd'hui débouche sur une réflexion qui s'impose : le fameux article 49.3 de la Constitution, moyen utilisé par le gouvernement contre sa majorité, qui, lorsque la gauche est majoritaire, contribue à éloigner le pouvoir de sa base sociale, ne doit-il pas être abrogé ?

En la matière, pour les années à venir, nous ne pourrions nous en tenir à un pacte de bonne conduite ; soyons clairs, je ne propose pas que la réforme constitutionnelle soit au programme de 1988, mais le débat doit s'ouvrir. Les exigences de démocratie qui s'expriment dans la société pourront-elles éternellement se satisfaire d'une Constitution qui, articles 44.3, 49.3 à la clef, permet de priver le Parlement d'initiatives, qui, de chambre d'écho de la société le transforme en chambre d'enregistrement ? (...)

Plusieurs d'entre nous en sont arrivés à la conclusion, qui peut sembler paradoxale pour un profane, que le régime qui garantirait peut-être au mieux la place du Parlement est un régime de caractère présidentiel.

Aucune solution n'est achevée dans ce domaine, mais nous savons aujourd'hui dans quelle voie orienter notre réflexion institutionnelle et nous devrions profiter des occasions qui nous seront données de débattre de notre avenir pour nous préparer à mettre en œuvre le cadre institutionnel qui ôte toute fatalité aux discordes entre le peuple qui nous porte et les élus que nous sommes. ■

Marie-Claude Vayssade

(...) L'arrivée de la gauche au pouvoir en France a amené, pour nous parlementaires européens, un changement sur deux plans.

D'abord, nous avons eu un changement de débat avec les camarades socialistes des autres pays, car pour la première fois nous étions, nous aussi, un parti au pouvoir et non plus seulement un parti d'opposition. Nous avons eu des débats avec nos camarades allemands, néerlandais, danois au pouvoir, je pense aux positions sur les missiles de l'Otan, je pense à d'autres débats de ce type, mais cela a aussi permis des solidarités renforcées : quand la droite s'est servie du Parlement européen pour attaquer avec violence les nationalisations en France, ce sont nos camarades allemands qui sont montés au créneau pour les défendre. Or, on sait combien la technique des nationalisations n'est pas dans la tradition socialiste allemande. (...)

Les gouvernements socialistes ont défendu le développement de l'Europe et ont été à l'initiative, d'une relance européenne certaine. (...)

La présidence française du premier semestre 1984 a été déterminante sur un certain nombre de sujets et a permis d'arriver à la fois au règlement d'un certain nombre de problèmes, en particulier financiers, à la mise en place des équipes qui ont préparé les décisions sur l'Europe des citoyens et les décisions sur la réforme institutionnelle (l'Acte Unique) ainsi que le lancement du programme Euréka. (...)

L'Europe que nous voulons n'est pas celle que veut la droite actuelle et le libéralisme qui essaye de s'insérer dans toutes les décisions et de devenir la loi, doit être combattu à tous les niveaux. C'est donc une réflexion collective que nous devons mener sur l'action socialiste, indispensable au niveau de l'Europe, pour que l'Europe soit celle que nous souhaitons. Il faudra la mener en liaison étroite avec les groupes parlementaires au niveau national, et faire en sorte également que le débat avec l'ensemble des socialistes européens, puisse rejaillir dans les débats à l'intérieur de la France. ■

Lionel Jospin

(...) Un an après notre départ, on constate que s'amorce dans l'opinion une réévaluation de notre bilan.

Si la droite réussissait sous nos yeux, l'image que les Français auraient de notre action serait différente. Mais la période 1981-1986 est revue, relue à lumière de la période 1986-1987. La montée du chômage, les attaques contre la Sécurité sociale, l'étalage ouvert et cynique des injustices, le triomphe de la spéculation et de l'argent facile, l'approche obtuse des problèmes de société, l'inefficacité économique enfin, jouent dans l'appréciation rétrospective de notre bilan par les Français.

Alors faut-il se contenter de laisser marcher le temps ? Laisser les autres agir avec simplement le contrepoint de notre action critique ? Non, nous ne le pensons pas puisque nous avons tenu cette réunion particulière aujourd'hui. (...)

Faire un bilan, ça n'est pas simplement rechercher pourquoi on a perdu ou parfois gagné. C'est essayer de savoir en quoi on a bien ou mal agi dans tel ou tel domaine. (...)

L'efficacité de la gestion : après une phase difficile, dans l'action gouvernementale et qui a été due en partie à la diversité des prises de position publiques faites pendant un temps par les différents ministres, nous avons su montrer, que nous savions gérer. Et nous l'avons fait... nous l'avons fait au prix du tournant de 1983. Peut-être faut-il d'abord en tirer comme conclusion pour l'avenir qu'il vaut mieux éviter les tournants brusques ?

Et tenter d'amorcer notre action économique sur un axe et sur des rythmes qui puissent être tenus plus longtemps ? Mais, les accidents arrivent, même si on les a parfois provoqués et il faut bien tenir compte de la conjoncture.

Sur ce tournant de 1983, je sais qu'il y a discussion et on le mesurera sans doute tout à l'heure quand d'autres s'exprimeront. Moi je crois qu'il est au fond à lui seul, pour une part, — mais il y a d'autres données psychologiques — effectivement responsable de notre échec de mars 1986. Et d'ailleurs, le mouvement de l'opinion, le mouvement de son refus, de sa déception coïncide avec ce tournant.

Oui je pense que cela met l'autre question qu'il faut se poser en regard dans le bilan, et cette question est la suivante : ce tournant de 1983 qui peut-être, effectivement, a provoqué au bout du compte l'échec, n'est-il pas, lui aussi, celui qui augmente nos chances de revenir au pouvoir ?

Que se serait-il passé si nous avions poursuivi sur le rythme initial ? Dans le domaine économique et plus encore dans le domaine financier ? (...)

Nous avons réussi en matière d'inflation. Réussi en matière de recherche. Nous avons obtenu quelques beaux résultats dans le domaine de l'industrie et en tout cas fait des adaptations courageuses, fait le pari de la modernisation.

Nous avons réussi dans le domaine culturel. Nous avons mené une bonne politique européenne et une politique internationale réaliste, parfois même très réaliste. Mais, nous ne sommes pas parvenus à développer, ou à susciter, ou à encourager dans le pays, malgré nos efforts, un rythme de croissance qui nous aurait rendu la gestion plus légère.

Nous avons échoué sur le chômage. Nous avons connu également de grandes difficultés dans le domaine de l'endettement. Nous avons eu des problèmes avec les médias, surtout au début. Nous avons eu certaines difficultés avec l'administration. Nous n'avons, enfin, pas su gérer bien le problème de la sécurité, ou peut-être plus précisément le sentiment de l'insécurité d'où les difficultés avec une fraction des milieux populaires.

Changement pour les nôtres : nous avons pris un certain nombre de mesures sociales : retraite à 60 ans, 39 h, 5^{ème} semaine de congés payés, droits des travailleurs, relèvement du SMIC, mesures de justice fiscale mais nous n'avons pas vraiment changé — nous le savons bien — les conditions de vie des nôtres, notamment ceux qui dépendent pour leur existence des bas et des moyens salaires, ni réduit les inégalités de revenus, l'éventail des revenus ne s'étant pas resserré pendant notre période gouvernementale. D'où, je crois, une certaine déception dans les milieux populaires, particulièrement chez les moins conscients, les moins organisés, les moins encadrés, particulièrement dans les zones urbaines. D'où les pertes de quelques grandes villes souvent des villes témoins d'où est partie — parce que je pense que fondamentalement le phénomène du Front National a d'autres causes, et que c'est davantage la démagogie sécuritaire et anti-immigrés de la droite conservatrice qui a porté ce mouvement au niveau où il s'est développé à partir de ces racines initiales — la montée du Front National. La déception sociale d'une partie des milieux populaires disant « pour nous, les choses ne changent pas », facilitant l'aliénation idéologique, c'est-à-dire la montée des fantasmes sécuritaires et anti-immigrés. (...)

Avons-nous — autre question qu'il faut se poser — appliqué nos principes, ou bien nos conceptions avant de venir au pouvoir étaient-elles réalistes ?

Dans l'ensemble, je crois que nos gouvernements et le Président ont appliqué nos principes et réalisé nos propositions au pouvoir : nationalisation, décentralisation, peine de mort, mesures sociales. Sur l'école, nous avons essayé de réaliser ce qu'était notre projet. Trop ambitieux et trop ambigu, paraissant pour les uns, du privé, représenter le risque de la spoliation ou paraissant, pour les autres, du public, comme risquant de déboucher sur un concordat ? Mais, nous avons essayé d'avancer et c'est seulement le réalisme politique qui nous a fait, sur cette affaire, faire retraite avant qu'il ne soit trop tard et avant que notre capacité de rester au gouvernement ne soit véritablement menacée.

Là où nous n'avons pas respecté certaines de nos conceptions de départ, c'est, par exemple, dans le domaine des diminutions des ventes d'armes — un de nos thèmes classiques entre 1975 et 1981. Egalement dans le domaine du service militaire à six mois, même si j'ai été personnellement convaincu que c'était effectivement difficile, mais nous ne l'avions pas su avant. Dans le domaine des non-ventes à des pays en guerre qui était un de nos principes d'action en politique internationale : ne pas fournir des armes aux belligérants.

On devine là où ces choses se sont concentrées.

C'est pourquoi je crois qu'après l'élection présidentielle. (...) nous devons effectivement mener dans le Parti une réflexion approfondie sur notre politique de défense de sécurité et de désarmement. (...)

Dans le domaine économique (...) notre politique était à contre-courant des politiques conduites aux Etats-Unis, en Allemagne et en Grande-Bretagne, ce qui ne veut pas dire qu'il fallait nécessairement en changer, mais, nous le savons, notre politique était peut-être surtout au-dessus des moyens de notre appareil de production tel qu'il était en 1981. D'où l'échec, ou plutôt les conséquences, car il y a eu aussi des aspects positifs, sur le plan financier et sur le plan extérieur de notre politique de relance par la demande.

Une conclusion à en tirer, chers camarades, c'est que dans les années qui sont devant nous, et si nous revenons au pouvoir, nous serons obligés de conduire les politiques de l'offre, c'est-à-dire de travailler de façon privilégiée sur l'appareil de production.

Cet effort de production et de modernisation devra naturellement appeler des contreparties comme nous le disons dans nos textes, et il nous faudra donc définir quelle sera notre politique des salaires, en quoi nous aiderons à la prise de risques face aux mutations industriel-

les, en quoi nous associerons le monde du travail à la prise de décision.

Sur un plan plus politique, il me semble que dans notre approche d'avant 1981, et aussi au gouvernement, nous avons sous-estimé les réflexes conservateurs et la psychologie dominante et traditionnelle en milieu populaire français. Nous l'avons fait dans notre style de gouvernement qui, parfois, n'a pas été assez empreint d'autorité pour l'extérieur ; nous l'avons fait dans notre approche des problèmes de société ; nous avons défini une vision humaniste ; nous nous sommes appuyés sur des principes justes et corrects, mais notre style, je l'ai déjà dit, a été sur ce terrain un peu aristocratique, pas assez concret et pas assez populaire. Jusqu'à ce que s'amorcent la vision et les propositions de ceux qui, notamment, ont travaillé avec Gilbert Bonnemaison. (...)

Faut-il faire fonctionner autrement le double couple Président/gouvernement, groupe/parti ?

Certains ont suggéré que les ministres et le Premier ministre soient membres du Bureau exécutif. Je n'y suis pas hostile, mais il faut savoir que si nous devons faire ainsi, nous commercerions à faire fonctionner autrement la V^{ème} République. Chirac est en train de le faire, qui a pour ministres des chefs de parti ; ce n'est pas, à l'évidence, un succès mais cela vient peut-être des problèmes de cette coalition.

Ce qu'il faut bien savoir, c'est que si les ministres ou plusieurs des ministres importants, anciens dirigeants importants du parti, et le

Premier ministre sont membres de la direction du parti, membres du Bureau exécutif, alors le Premier ministre doit être le leader du parti, comme dans les autres démocraties occidentales, sinon ce serait inévitablement la confusion, et alors mieux vaut faire fonctionner le système dans la séparation des fonctions que nous avons héritée de certaines pratiques de la V^{ème} République. Mais si nous faisons différemment, si nous opérons cette fusion politique de la direction du parti et du gouvernement, alors il faut comprendre que cela pourrait bien changer aussi la fonction du Président de la République qui cesserait d'être le chef direct de tout le pouvoir exécutif.

C'est d'ailleurs la situation actuelle avec la coexistence. Reste à savoir si ce qui est valable pour un gouvernement de droite avec un Président de gauche serait valable pour un gouvernement de gauche avec un Président de gauche. Ce serait en tout cas, ne nous le dissimulons pas, une façon d'infléchir profondément par la pratique la V^{ème} République sans révision constitutionnelle. (...)

Nous devons, chers camarades, sans arrogance, sans esprit de certitude, nous orienter désormais vers la reconquête du pouvoir. (...)

Nous avons prouvé que nous savions gérer pendant cinq ans. Reste à prouver d'ici 1988 que sans renoncer à l'art de gouverner, nous sommes à nouveau capables de transformer et de faire rêver.

L'action, le rôle, l'image du président de la République, au moment où nous agissons, est un point d'appui et un atout formidable. A nous, comme parti et comme mouvement, de faire le reste. ■

André Méric

Nous les Sénateurs, nous avons une qualité qu'aucun autre parlementaire dans le parti ne peut avoir : lorsque il y a un gouvernement socialiste nous sommes dans la minorité, forcément, et lorsque c'est M. Chirac nous sommes toujours dans la minorité, et cela nous a donné une expérience considérable sur tous les problèmes qui se sont posés à nous, au cours de ces cinq dernières années, car nous avons dû mener un combat très difficile contre la majorité sénatoriale.

Celle-ci, pour s'opposer aux projets voulus par la majorité du peuple de France, à travers les scrutins du 10 mai et 21 juin, n'a pas hésité — il faut le dire et le dénoncer — à mettre en cause l'autorité législative du Sénat, autorité qui lui est dévolue par la Constitution.

Bien que soumis à une rude épreuve en Commissions, en séance publique nous avons su mettre en exergue la politique des gouvernements de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius. (...)

Durant les cinq années, la majorité sénatoriale de droite a utilisé toutes les possibilités qu'offraient la Constitution et le règlement du Sénat pour rejeter systématiquement les projets de loi de nos gouvernements votés par ailleurs par l'Assemblée Nationale. Outre les moyens réglementaires, cette majorité n'a pas hésité à utiliser des mensonges et des contre-vérités.

Lorsqu'en 1982, le gouvernement de la gauche et sa majorité à l'Assemblée Nationale ont, par la nationalisation du crédit, mis en cause les puissances d'argent, la majorité sénatoriale de droite a tout entrepris pour déstabiliser le gouvernement.

Le recours à l'exception d'irrecevabilité, à la question préalable, aux motions préjudicielles est devenu systématique. Tous les textes des gouvernements socialistes pouvant satisfaire une promesse de la gauche ont été l'objet de manipulations invraisemblables.

Parfois, sous l'impulsion du président du Sénat (accomplissant en cela un abus de pouvoir), une Commission spéciale était créée. Cette création durait au moins trois semaines. Ensuite, la Commission

suscitait une multitude d'auditions, tout cela pour retarder l'étude et le vote du projet de loi. Il fallait absolument s'opposer et par tous les moyens ! Lors de la discussion en séance, on assait parfois à une avalanche d'amendements — parfois plusieurs centaines — dans le but de rendre le texte inefficace, ou au vote d'une question préalable.

Un tel combat, loin de nous décourager, nous a renforcés. Car tous les textes de l'action gouvernementale, patiemment étudiés, défendus, amendés par les sénateurs socialistes, en accord avec le gouvernement socialiste, ont bien constitué le socle du changement.

Et ce sont beaucoup de ceux-là que la nouvelle majorité sénatoriale, cette fois en concordance avec la majorité sénatoriale, tente d'abroger pour mettre en œuvre la plate-forme RPR-UDF.

La mise en œuvre de ce programme devait inciter les entreprises à créer des emplois. On nous disait même que la confiance établie entre le gouvernement et les chefs d'entreprises constituait à elle seule un facteur de relance. Mais aucun des remèdes miraculeux préconisés par la plate-forme RPR-UDF n'a eu d'effet positif sur l'emploi. La suppression de l'autorisation administrative de licenciement et la précarisation de l'emploi des jeunes n'ont pu éviter la perte de 42 000 emplois, quand la première de ces mesures devait, à elle seule, favoriser la création de 400 000 emplois !

En réalité, les cadeaux sans contre-partie faits aux entreprises ne satisfont nullement les besoins d'une économie moderne. (...)

En dépit de l'amélioration du contexte économique international, le gouvernement n'obtient que des résultats plus que médiocres et l'opinion s'en aperçoit. Et pourtant il bénéficiait d'un bon héritage que l'on constate aujourd'hui, celui du gouvernement de gauche. Un récent sondage le démontre, la majorité des Français reconnaît aujourd'hui la qualité de ces gouvernements, la différence menée entre la politique menée par la gauche et celle que nous subissons aujourd'hui apparaît avec force à l'ensemble de la population. ■

Bureau exécutif

Titulaires

Lionel JOSPIN — Pierre BEREGOVY — Pierre BRANA — Robert CHAPUIS — Michel CHARZAT — Jean-Pierre CHEVENEMENT — Edith CRESSON — Marcel DEBARGE — Michel DELEBARRE — Henri EMMANUELLI — Laurent FABIUS — Daniel FRACHON — Gérard FUCHS — Pierre GUIDONI — Pierre JOXE — André LAIGNEL — Louis LE PENSEC — Ginette LEROUX — Pierre MAUROY — Louis MERMAZ — Daniel PERCHERON — Michel PEZET — Jean POPEREN — Michel ROCARD — Bernard ROMAN — Georges SARRE — Dominique STRAUSS-KAHN.

Suppléants

Edwige AVICE — Jean-Marc AYRAULT — Jean-Claude BOULARD — Nicole BRICQ — Martine BURON — Geneviève DOMENACH-CHICH — Anne-Catherine FRANCK — Jean-Pierre JOSEPH — Jack LANG — Marie-Noëlle LIENEMANN — Véronique NEIERTZ — Françoise SELIGMANN — Daniel VAILLANT.

Secrétariat national

Secrétaires nationaux

Lionel JOSPIN, Premier Secrétaire.

Edwige AVICE, Droits des Femmes.

Pierre BEREGOVY, Questions Economiques et Sociales.

Pierre BRANA, Droits de l'Homme et Libertés.

Robert CHAPUIS, Urbanisme.

Edith CRESSON, Problèmes Industriels.

Marcel DEBARGE, Fédérations Contentieux.

Michel DELEBARRE, Relations Extérieures.

Henri EMMANUELLI, Communication.

Laurent FABIUS, Formation/Education.

Pierre GUIDONI, Questions Européennes.

André LAIGNEL, Trésorerie.

Jack LANG, Jeunesse et Culture.

Louis LE PENSEC, Relations Internationales.

Pierre MAUROY, Collectivités Locales et Problèmes de Société.

Louis MERMAZ, Elections.

Georges SARRE, Entreprises/Monde du Travail.

Dominique STRAUSS-KAHN, Etudes et Programme.

Secrétaires nationaux adjoints

Michel CHARZAT, Secteur Public.

Daniel FRACHON, Elections.

Gérard FUCHS, Etudes et Programme.

Bernard ROMAN, Collectivités Locales et problèmes de société.

Daniel VAILLANT, Fédérations contentieux.

Porte-parole chargé de la presse auprès du Premier Secrétaire : Jean-Jack QUEYRANNE.

Responsable nationale chargée des Organismes centraux et de l'information interne : Françoise SELIGMANN.

Responsable national aux questions agricoles et rurales :

Bernard THA REAU.

Responsable national au bicentenaire de la Révolution :

Louis MEXAN DEAU.

Commission nationale des conflits

Titulaires

Jean-Pierre BONIN-MOULINS — François BORELLA — Isidore CANOPE — Tony DREYFUS — Philippe FARINE — Jean-Pierre GODEFROY — Jean LEROY — Bernard LE SAVOUROUX — Guy MARTY — Francis MUSARD — Jean-Michel ROSENFELD — Robert SAVY — Michel VILLAND.

Suppléants

Yves ARNAUD — Jean-Pierre BAEUMLER — Yves COLMOU — Bernard FERRAND — Gisèle SAINT-LAURENT.

Commission nationale de contrôle financier

Titulaires

Jean-Pierre AUBERT — Georges BEAUCHAMP — Jacques BELLANGER — Jean-Claude BLANC — Pierre DENIZET — Michel DUBOIS — Sylvain HERCBERG — Pascal LAMY — Michel MARGNES — Richard MOATI — Patrick PEUGEOT — Raymond VAILLANT — Michel THAUVIN.

Suppléants

Jean-Gui LECARPENTIER — Jean MOTRONI — Martine SOUVIGNET — Yvonne THEOBALD PAOLI — Jean VEBER.

Comité directeur

MEMBRES TITULAIRES

Lionel JOSPIN — Maurice ADEVAH-PCEUF — Jean-Marie ALEXANDRE — Claude ALLEGRE — Guy ALLOUCHE — Michèle ANDRE — Edwige AVICE — Jean-Marc AYRAULT — Jean-Paul BACHY — Jean-Pierre BALDUYCK — Alain BARRAU — Claude BARTOLONE — Christian BATAILLE — Pierre BEREGOVY — Jean-Marcel BICHAT — André BILLARDON — Jean-Marie BOCKEL — Yannick BODIN — Jean-Claude BOULARD — Pierre BOURGUIGNON — Pierre BRANA — Nicole BRICQ — Martine BURON — Jean-Marie CABCACERES — Jean CARASSOU — Pierre CARASSUS — Roland CARRAZ — Robert CHAPUIS — Michel CHARZAT — Jean-Pierre CHEVENEMENT — Michel COFFINEAU — Gérard COLLOMB — Jean-Pierre COT — Catherine COUTARD — Edith CRESSON — Marcel DEBARGE — Bertrand DELANOE — Michel DELEBARRE — Gérard DELFAU — Jacques DELORS — Alain DELUCHAT — Marie-Jo DENYS — Bernard DEROSIER — Jean-Pierre DESTRADE — Jean-Louis DIEUX — Yves DOLLO — Geneviève DOMENACH-CHICH — René DOSIERES — Roland DUMAS — Yves DURAND — Henri EMMANUELLI — Claude ESTIER — Claude EVIN — Laurent FABIUS — Roger FAJARDIE — Georges FILLIOUD — Daniel FRACHON — Anne-Catherine FRANCK — Gérard FUCHS — Max GALLO — Françoise GASPARD — Gérard GAUME — Claude GERMON — Christian GOUX — Gérard GOUZE — Claudette GROSSE — Pierre GUIDONI — Charles HERNU — Edmond HERVE — Pierre-Yves HEURTIN — Jacques HUNTZINGER — Jean-Pierre JOSEPH — Charles JOSSELIN — Pierre JOXE — André LAIGNEL — Jack LANG — Bastien LECCIA — Marie-France LECUIR — Jean LE GARREC — Guy LENGAGNE — Louis LE PENSEC — Ginette LEROUX — Marie-Noëlle LIENEMANN — Gérard LINDEPERG — Charles-Émile LOO — Gilles MARTINET — Pierre MAUROY — Louis MERMAZ — Louis MEXANDEAU — Didier MIGAUD — Jean-Pierre MIGNARD — Christiane MORA — Jacques MOREAU — Didier MOTCHANE — Marie-Thérèse MUTIN — Henri NALLET — Véronique NEIERTZ — Daniel PERCHERON — Jean-Claude PETITDEMANGE — Michel PEZET — Christian PIERRET — Jacques PIETTE — Germaine PIVASSET — Bernard POIGNANT — Guy POIRIER — Robert PONTILLON — Jean POPEREN — Jean-Jack QUEYRANNE — Alain RICHARD — Michel ROCARD — Bernard ROMAN — Jacques ROGER-MACHARD — Frédéric ROSMINI — Yvette ROUDY — Michel SAINTE-MARIE — Jacques SALVATOR — Philippe SAN-MARCO — Georges SARRE — Françoise SELIGMANN — Annie SOLO — Luc SOUBRE — Gisèle STIEVENARD — Dominique STRAUSS-KAHN — Jean-Pierre SUEUR — Yves TAVERNIER — Eugène TEISSEIRE — Bernard THAREAU — Catherine TRAUTMANN — Daniel VAILLANT — Yves VIDAL — Marcel WACHEUX.

MEMBRES SUPPLÉANTS

Yvonne ARROU-VIGNOD — Jean AUROUX — Jean-Yves AUTEXIER — Marie BASSET — Joël BATTEUX — Guy BECHE — Alain BENETEAU — Alain BERGOUNGNIUX — Bernard BIOULAC — Charles BONIFAY — Gilbert BONNEMAISON — Denise CACHEUX — Jacques CALMON — Françoise CARLE — Marie-Arlette CARLOTTI — Jean-Louis CARRERE — Jean-Christophe CAMBADELIS — Joël CARREIRAS — Daniel CHOLLEY — Pierre COHEN — Michel DEBOUT — Robert de CAUMONT — Jean-Christophe DEFLASSIEUX — Colette DEFOREIT — Henri DELISLE — Charles DEPOORTER — Yvon DESCHAMPS — Lucien DUPUIS — Jean-Jacques DUBOUCHAUD — Patrice DURAND — Nicole FEIDT — Patrice FINEL — Stéphane FOUKS — Sylvie FRANÇOIS — Georges FRECHE — Georges GAROT — Robert GILLY — Jacques GRANIE — Jacques HORTALA — Jean-Paul HOUVION — Alain HUBERT — Marie-Andrée JAUBERT — André LABARRERE — Catherine LALUMIERE — Françoise LAURANT — Gérard LE GALL — Jean-Marie LE GUEN — Alain LE VERN — Martine LIGNIERES — Philippe MADRELLE — Suzanne MARTIN — Jacques MELLICK — Jean-Luc MELENCHON — Norbert METAIRIE — Jean-Pierre MICHEL — Gilbert MITTERRAND — Henri NEUVILLE — Philippe NOUVEAU — Bernard PIGAMO — Jean-Paul PLANCHOU — Alfred RECOURS — Josette ROBERT — André ROUVIERE — Michel SAPIN — Gérard SAUMADE — Claude SAUNIER — Pierre SCHAPIRA — René SOUCHON — Michel SUCHOD — Frédéric THIRIEZ — Isabelle THOMAS — Geneviève VACHERET — André VEZINHET — Michel VIGNAL — Henry VIOLS — Michel YOYO — Pierre ZEMOR.

Si vous voulez être informés régulièrement chaque semaine sur la vie et l'action du Parti socialiste, vous pouvez vous abonner à notre journal :



organe officiel du Parti socialiste

Abonnement annuel ordinaire : 200 F.

Tout membre du Parti peut s'abonner, s'il le désire. Le journal est rédigé le mercredi, achevé à la fin du Bureau Exécutif, tiré le jeudi, expédié par la poste le vendredi matin. Il bénéficie du routage rapide réservé aux hebdomadaires. Il doit donc normalement parvenir au domicile des destinataires le samedi matin.

Tous les secrétaires fédéraux, tous les secrétaires de section et, dans chaque section, le responsable de l'information des militants et le responsable de la propagande sont abonnés d'office à cet hebdomadaire et le reçoivent automatiquement et gratuitement. Si certains d'entre eux ont été oubliés, ils doivent nous prévenir.

Afin de faciliter la circulation de l'information parmi les militants du Parti socialiste qui exercent des responsabilités dans les sections, tous les camarades membres de la Commission administrative de leur section peuvent bénéficier d'un

Abonnement réduit de 70 % sur le montant de cet abonnement, soit : 60 F.

Si ceux-ci désirent souscrire cet abonnement à prix réduit, il leur suffit d'adresser la somme de 60 F à « P.S. Info », 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07. Chèque à libeller à l'ordre des « Nouvelles Éditions de l'An 2000 ».



LE CONGRÈS DE LILLE



André LAIGNEL
(Suite de la page 24)

La solidarité doit irriguer l'ensemble de la société, à commencer sans doute par la politique économique.

Face à la dilution qui nous menace, réussissons-nous à réhabiliter l'expérience personnelle de l'homme comme critère original, à placer la morale au-dessus de l'économie et la responsabilité au-dessus de l'utilité ?

De même que le renouveau de la responsabilité humaine est le rempart le plus naturel que l'on puisse élever contre l'éclatement de notre société, de même l'état doit être le pivot de la solidarité.

A l'évidence, l'état n'a pas de fin en soi, mais il y a en charge les objectifs d'une société, d'une communauté humaine. Seul l'état peut lutter efficacement contre l'émergence d'une société à plusieurs vitesses et contribuer à neutraliser les risques de la modernisation. Mais pas n'importe quel état, un état revivifié, modernisé et démocratisé.

Non, nous ne voulons pas d'un état fort, encore moins d'un état faible.
Ce qu'il nous faut construire, c'est un état solidaire.

(...) Nous devons être clairement, sans arrière-pensée aucune, au premier rang de ceux qui disent avec détermination : nous ne laisserons pas remettre en cause les conquêtes essentielles du mouvement ouvrier, nous ne laisserons pas la droite démanteler notre système social. De notre Congrès doit être lancé au gouvernement un avertissement solennel et puissant : ne touchez pas à notre Sécurité Sociale !

Osons dire que la crise, si nous ne voulons pas la subir dans ses conséquences capitalistes, nous oblige à rechercher un autre mode de développement. Affirmons que la protection sociale, les droits nouveaux des travailleurs, la réduction de la durée du travail sont toujours nos objectifs. Confirmons que le maintien de garanties minimales identiques pour l'ensemble des travailleurs, constitue une condition déterminante de notre indispensable unité nationale.

Il est clair que nous ne reviendrons pas aux conditions qui ont permis le développement économique des quarante dernières années. Voilà l'enseignement de la crise. **En sortir par le haut, voilà l'objectif.** ■

Yvette Roudy

(...) Le monde du travail tel que nous le connaissions, rassemblé dans les usines, les ateliers, les bureaux, n'est plus ce qu'il était. Ce monde ouvrier d'où est né notre mouvement, d'où est né notre parti est en voie de disparition. Le robot l'a remplacé, les emplois sont supprimés par centaines de milliers, et du même coup des millions d'hommes et de femmes ont le sentiment de ne plus avoir d'utilité. Tels sont les dégâts du progrès.

Notre tâche, la vocation du parti socialiste, est de nous préoccuper avant tout, de ces laissés pour compte du progrès. En attendant que nous soyons revenus au pouvoir pour reprendre notre action, notre tâche de formation, et de préparation aux nouveaux métiers, brisée, détruite par la droite, en attendant, nous devons nous adresser à cette population éclatée, dispersée, invisible presque, silencieuse, parce que sans moyens d'expression. Ces hommes et ces femmes nous regardent et attendent beaucoup de nous. Il nous faut leur proposer des perspectives, un idéal, un projet.

Pour réduire le chômage, nous comptons beaucoup sur la formation, sur la modernisation et nous avons raison, nous comptons beaucoup sur la solidarité mais lorsque nous parlons de solidarité, et surtout lorsque j'entends prononcer le mot de partage, alors je dis qu'il faut être plus précis (...). Nous voulons voir partager quoi et par qui ? Lorsque nous parlons de partager une tâche, je me dis « à la fin du mois partage-t-on aussi le salaire en deux ? et ces hommes et ces femmes, à qui on demande de partager leur emploi, est-ce que tout d'un coup ils ne prendraient qu'un repas par jour ? » (...)

Un mot aussi sur ces autres laissés pour compte du progrès, qui en paient les dégâts et qui sont les femmes dont on nous dit qu'elles travaillent de plus en plus, elles représentent en effet 42 % des travailleurs, elles sont de plus en plus nombreuses à travailler... mais 73 % des smicards sont des femmes.

En même temps elles paient le prix fort du chômage, elles sont les premières touchées, les premières rejetées. Elles paient le prix du plan Séguin dont on nous parle beaucoup. Génial M. Séguin dont on dit qu'il est dépassé par le succès de son plan, il n'arriverait plus à satisfaire tous les gens qui se pressent devant lui et à qui il distribue ses petits cadeaux sous forme d'exonération de charges sociales... difficile en effet de ne pas être dépassé par son succès quand on distribue des enveloppes.

Mais le prix réel, social, du plan Séguin, nous le savons maintenant, c'est que s'il a bel et bien fait baisser le chômage des jeunes de 4 %, il

a créé une véritable explosion du chômage des adultes et je peux vous affirmer que là encore ce sont les femmes qui paient le prix fort avec plus 17 % de chômage. (...)

Ces femmes dont j'évoquais la vie ont voté, je vous le rappelle, massivement pour nous en mars l'an dernier. 30 % des hommes ont voté pour nous, 34 % des femmes ont voté pour nous... Et dans la tranche des 18/20 ans, 53 % des femmes et 40 % des hommes.

La dernière question que je poserai est simple : est-ce que nous voulons les garder avec nous ? Nous avons manqué le rendez-vous du 8 mars.

Georges Marchais, lui, l'a récupéré. Nous réussissons à peine à leur accorder 20 % dans nos instances. (...)

Ayons un geste, puisqu'elles nous ont soutenus à plus de 30 %, accordons leur au moins 30 % dans nos instances dirigeantes. C'est bien le moins que nous puissions faire. » ■

Jacques Vian

Dans ces régions de l'Ouest de la France, depuis 71, depuis Epinay, nous marquons des points. C'est ainsi qu'en Charente, (...) aux dernières élections de 86, confirmant notre progression, la gauche a été majoritaire en voix et a fait jeu égal en termes d'élus avec la droite. Les élus et les militants de la Fédération s'attachent localement à conforter cette position, notamment par le renforcement de nos sections locales, dont nous pensons qu'elles doivent jouer un rôle politique accru. Nous nous attachons à élaborer pour notre département, pour notre région, un projet politique crédible dans l'esprit de la décentralisation, projet politique qui doit être perçu par la population comme une alternative politique crédible, face à la sinistrose de droite. ■



Pierre Mauroy

Nous nous situons à gauche et nulle part ailleurs et cette gauche nous sommes amenés à l'exprimer toujours davantage dans la mesure même où s'abaisse le parti communiste et se dispersent les autres sensibilités marginales.

Puisque là encore unanimement, nous avons clairement réaffirmé que nous nous situons à gauche, pourquoi, ne pas faire l'économie de ces petites phrases qui semblent dévoiler je ne sais quelle tentation au demeurant illusoire ; épargnons-nous ce petit jeu inutile, ou alors que ceux qui nourriront de telles arrière-pensées, les expriment dans un texte soumis aux délibérations du Parti.

Ni révolutionnaires en chambre, ni socialistes en peau de lapin. Soyons simplement nous-mêmes sans arrogance, mais sans complexes.

Etre soi-même, c'était en 1982, par exemple, faire coïncider rigueur et réforme et non pas rigueur et pause, et je le dis parce que le débat avec Jacques Delors fut public et qu'ensuite nous avons, la main dans la main, conduit la politique du pays.

Etre soi-même, c'était en 1983 ne pas payer la recherche d'illusoire croissance de l'effondrement de notre monnaie et donc de la mise en cause de notre indépendance nationale, et je le dis parce que nous avons dû payer d'une rigueur accrue le refus de ces facilités.

J'ai confié, il y a quelques jours, dans une émission de télévision, que j'étais sorti de l'Hôtel Matignon plus à gauche que j'y étais entré. Cela ne signifie pas que j'envisage notre avenir comme une reproduction du passé récent, l'union de la gauche par un accord au sommet, par un contrat entre les directions du PC et du PS, c'est fini, et à vrai dire on oublie que c'est dès 1977 qu'est mort le programme commun. Ni les élections législatives de 78, ni l'élection présidentielle de 81, n'ont été conduites sur ces bases. Cela n'a pas empêché François Mitterrand de conquérir l'Elysée, bien plus lors des élections législatives de juin 81, nous avons vu le parti communiste se rallier purement et simplement à notre programme, aux 110 propositions.

Nous pouvons donc relancer la gauche sans programme commun ni accord au sommet et en tout cas telle devra être l'ambition de notre candidat lors de la prochaine élection présidentielle.

Le candidat, nous le désignerons le moment venu. Mais, si la synthèse dès aujourd'hui a un sens, cette désignation ne peut en aucun cas prendre chez nous des allures de western, puisque nous sommes unanimes dans l'analyse et l'engagement politique, pourquoi cette unanimité devrait elle être remise en cause dans le choix du candidat ?

Une quasi majorité de français souhaite que François Mitterrand brigue un second mandat, 49 % pour être précis, selon un dernier sondage.

Et à gauche, c'est une très large majorité qui aspire à une nouvelle candidature de François Mitterrand, 74 % chez les socialistes et même 68 % chez les communistes.

Dans ces conditions, comment puis-je éviter de dire que François Mitterrand m'apparaît comme étant notre candidat naturel ?

La décision lui appartient, à lui, et à lui seul. Il la prendra en son âme et conscience. Sa décision sera pour nous indiscutable, elle aura valeur d'engagement.

Mais je vais plus loin. J'ajoute pourtant que François Mitterrand paraît aujourd'hui aux yeux de l'électorat de gauche et à mes yeux comme à ceux de beaucoup d'entre nous, comme le candidat le mieux placé.

Et si, pour des raisons personnelles, François Mitterrand décidait de ne pas se représenter, nous devrions conserver cette référence à la notion de candidat le mieux placé. Ne nous leurrions pas, mes Camarades, lorsque nous connaîtrons la réponse du Président de la République, il ne sera sans doute plus temps de nous lancer, si elle était négative, dans je ne sais quelle compétition interne, dans je ne sais quelles primaires.

Puisque la synthèse est faite, puisque nous sommes unanimes, puisque nous voulons construire ensemble le même avenir, nous devrions pouvoir nous rassembler sans difficulté derrière celui des nôtres qui apparaîtra comme le mieux placé, et vous savez bien qu'il ne sera guère difficile de le distinguer, à l'unanimité toujours, je le souhaite.

Car, ce sera le meilleur service que nous pourrions rendre à notre candidat à l'aube de sa campagne, et donc le meilleur service que nous nous rendrons à nous-mêmes.

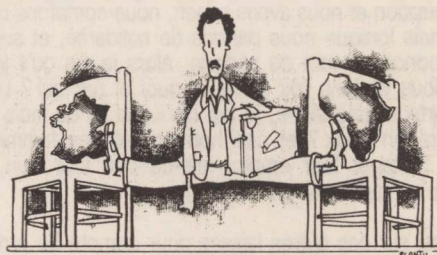
Là encore, épargnons-nous les fausses subtilités. La conditions première de notre victoire sur la droite doit être la clarté.

J'ai voulu commencer par montrer les conséquences politiques à mes yeux de notre synthèse. Je voudrais à présent insister sur ce qui constitue notre force, avant de conclure par quelques propositions.

Notre principale force, je ne crains pas de le dire, c'est notre utopie partagée, notre rêve commun, il n'est pas inutile de le rappeler après cinq années durant lesquelles nous avons témoigné de notre réalisme, utopie, bien sûr, puisque nous ne reconnaissons aucun modèle de société. Oui, nous voulons tendre vers une société idéale, en sachant très bien qu'il n'est pas du pouvoir des hommes de réaliser cette perfection, mais en sachant aussi que, sans utopie, on ne transforme pas le réel.

Rêve, évidemment, car sinon, nous n'aurions pas hier mobilisé les Français en leur proposant de changer d'avis. Je l'ai dit ici, dans cette Fédération, de tradition guesdiste, sans cette part de rêve, nous n'aurions pas écouté Jaurès comme nous écoutons encore tous ceux qui, au nom de l'épanouissement de l'homme, tentent, génération après génération, de secouer ce vieux monde. ■

Gérard Fuchs



Ils resteront

le défi de l'immigration





Jean Poperen

« Nous ne pouvons nous contenter de faire ce que nous faisons au jour le jour, que nous faisons bien, et qu'il faut faire, le procès de la gestion de la droite. Il faut encore dire comment nous-mêmes nous entendons à l'avenir faire bouger la société, et la réalité des rapports de forces aujourd'hui, c'est cela.

C'est comme cela, je pense, que nous retrouverons ce que Pierre Mauroy appelle de ses vœux (il l'avait annoncé, il l'a développé tout à l'heure et je l'en remercie), à savoir les moyens du militantisme en terrain populaire.

Nous ne le ferons qu'à partir des luttes sociales concrètes, mais attachés, bien sûr, à un objectif central, et cet objectif central, j'ai le sentiment que c'est celui que je viens d'évoquer, sinon nous ne dépasserions guère une certaine philosophie du partage. Philosophie dont j'ai entendu qu'elle était critiquée ici-même mais il ne suffit pas de la critiquer, il faut la discuter, il faut considérer cette proposition comme toutes les autres et avoir une réponse aux problèmes qui nous sont posés par notre société. C'est probablement ainsi, aussi, que nous retrouverons, parallèlement et branchée sur nos luttes sociales, la capacité à rassembler politiquement.

Et c'est là l'autre question sur laquelle j'ai, pour ma part, mais avec beaucoup d'autres, insisté : comment combler le déficit à gauche ? Comment faire venir les forces en réserve ? (...)

Il y a des forces en effet non pas sur notre droite mais vers le centre gauche, et peut-être au-delà, comme il y a des forces de gauche les plus proches de nous, que nous attirerons les autres. C'est là une vérité que nous avons vécue maintes fois, et même si la géographie politique de la gauche a changé du fait de l'affaiblissement du Parti Communiste, et du fait de son enfoncement dans une tactique d'isolement et de lutte prioritaire contre nous, la réalité à cet égard est la même : d'abord rassembler les forces vives de la gauche.

J'ai cru déceler tout à l'heure une inquiétude sur le fait que certains pourraient faire à cet égard un procès d'intention à d'autres. Non ! Sûrement pas moi ! Moi, je considère que nous assumons tous la motion de synthèse et je ne fais procès d'intention à personne. Nous avons la volonté d'être profondément ancrés à gauche et de rassembler prioritairement à gauche pour rassembler au-delà.

Mais, je citerai, — la citation mériterait une petite correction, mais tout de même elle évoque assez bien ce que je voudrais dire —, je citerai donc Racine au début d'une de ses tragédies, *Athalie* : « la foi qui n'agit point, est-ce une foi sincère ? » Moi, je ne dirais pas « est-ce une foi sincère ? », mais « est-ce une foi efficace ? » ... (...)

Ce qui est important, c'est de savoir comment on fait avancer les choses. C'est de savoir quelles initiatives nous prenons, et c'est pourquoi je pense qu'il était bon d'en prendre tout au long de l'année. Beaucoup ont été amorcées par moi-même, c'est vrai ; apparemment elles ont été beaucoup remarquées, c'est sans doute qu'elles étaient efficaces, qu'elles ont eu de l'écho, qu'elles ont eu une certaine réussite. Mais il y en a eu bien d'autres. (...)

Le mot d'ordre que j'avais évoqué pour ma part, en juin, et qu'à mon avis nous devrions suivre, c'est faire ce qu'ont fait à Vitrolles les militants, les animateurs de gauche, se retrouver entre gens de tous les courants de la gauche, de toutes les formations, des associations, des groupements les plus divers, c'est-à-dire la texture vivante de la gauche sur le terrain, pour essayer de répondre à cette terrible interrogation que nous avons, que j'ai moi-même dans ma propre région comment se fait-il que des forces si importantes de la gauche soient passées non pas tellement à droite, mais à l'extrême-droite ?

S'il y a eu désaccrod, pouvait-il porter sur la ligne politique ? Pas au vu de ce qu'est le texte, même si naturellement je suis de ceux qui pensent qu'il aurait pu aller sur certaines questions, non pas plus loin, mais davantage dans le sens de la précision ; je pense que du point de vue des

initiatives, des démarches concrètes, pratiques, pour mettre en œuvre une ligne politique, là, il y a eu insuffisance.

Il ne suffit pas que la ligne, que l'orientation générale soit juste, il faut encore qu'on se donne les moyens de la faire passer dans la vie et notamment sur le terrain, ce qui implique des choix de méthodes, ce qui implique des choix d'hommes. Il ne s'agit donc sûrement pas de « faux débat ». (...).

L'unité entre nous : Pierre Mauroy a fait l'appel qu'il sait très bien faire à l'unité, mais, à tel congrès — que je ne citerai pas pour ne pas réveiller d'anciens débats et d'anciennes oppositions... et non des moindres —, il y avait 4 motions, nous nous étions divisés, affrontés durement durant le débat, mais c'est ce congrès qui a ensuite permis de mener à la victoire le Parti unanime !

Non pas de « faux débats », mais différences ! Est-ce que par hasard nous n'en aurions pas entre nous ? J'ai toujours entendu dire que nous en étions fiers, et dans l'ensemble des Français sont plutôt contents de nos différences, dès lors qu'elles ne nous paralysent pas. L'exemple que je viens de rappeler, que vous avez approuvé par vos applaudissements, le montre bien.

La question est posée : s'il n'y avait que des différences et qu'aujourd'hui elles soient solutionnées par une synthèse que nous avons loyalement — en tous cas pour moi — assumée tous ensemble, qu'est-ce qui justifierait au moment où nous mettons en place les équipes, un traitement à part ?...

S'il y a des différences, alors que l'on ne pose pas les questions dans les coins, qu'on les pose clairement, car moi j'aime bien que les choses soient dites clairement et en face.

Si l'on décrète les différences, pourquoi en même temps feindre de s'étonner que nous, qui avons fait certaines propositions, soyions éventuellement prêts à assumer ces différences ?

Mais la réponse n'est pas essentiellement en nos mains et nous saurons dans les deux jours qui viennent si on souhaite, du côté de ce qui est la majorité actuelle, privilégier les différences. Moi à l'heure actuelle, je n'ai pas tendance à le souhaiter. Mais les prochaines heures le montreront. Notre parti est organisé pour le pluralisme, donc pour assumer les différences statutairement, simplement... Par hasard, ferait-on reproche à ceux qui ont pensé qu'en effet les circonstances pouvaient justifier de faire abstraction de leurs différences en signant une motion de synthèse ? Alors, évidemment, ce serait une invitation à s'exprimer à l'avenir, ce qui serait le meilleur moyen, Pierre Mauroy, de savoir — en ce moment personne ne le sait — qui est marginal.

Ce seront mes derniers mots : si « différences » il y a, je le dis maintenant avec quelque gravité à ce Congrès, c'est-à-dire au Parti lui-même, il faut écouter la différence. Sinon, si on est impatient, irrité, aigri d'entendre les divergences, bientôt faute de les entendre, on n'entend plus que le silence. et je ne souhaite pas cela.

Alors, oui, mon dernier mot rejoint le premier et rejoint votre volonté : rassemblons à gauche, rassemblons au-delà de la gauche le plus possible, mais d'abord rassemblons-nous, les socialistes, et pour cela il faut le vouloir tous. Moi, je le veux. ■

LE POING ET LA ROSE

Directeur politique : Lionel Jospin

Rédacteur en chef : Françoise Seligmann

Administration : Société éditrice :

« Les Nouvelles Éditions l'An 2000 »

10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07
N° C.P.P. 53 321.

Directeur de la publication : Henry Pradeaux

Composition : Cadet Photocomposition

Imprimerie ETC Yvetot.



Louis Mermaz

Aucun des indicateurs économiques ne montre d'amélioration de la situation qu'il s'agisse de l'investissement industriel, qu'il s'agisse de la balance commerciale, qu'il s'agisse de la tenue du franc, qu'il s'agisse de la croissance qui risque en 1987 de ne pas dépasser 2 %.

Où est le redressement économique dont M. Chirac parle avec insolence et aplomb ? Hélas, il n'y a pas de redressement : il y a, au contraire, affaissement de l'économie française, affaissement des positions de la France par rapport aux autres pays industrialisés. Le gouvernement des privilèges, c'est aussi le gouvernement du recul de notre pays.

Or, si la majorité se divise, ce n'est pas seulement parce qu'elle est travaillée par des ambitions personnelles qui pèseront lourd à l'heure du scrutin de 1988, mais c'est parce que le gouvernement connaît échec sur échec, et la propagande ne change rien aux réalités...

Depuis un an, le parti socialiste a soutenu sans défaillance l'action du président de la République, garant des institutions et de la continuité de l'Etat, en ayant soin de ne pas l'accaparer, car nous avons pleinement conscience que François Mitterrand, qui a fait du parti socialiste la première force politique française, lui-même socialiste de conviction, est aujourd'hui le président de tous les Français. Mais le parti socialiste, dans le même temps, a été fermement dans l'opposition. Il a assumé l'œuvre qu'il avait accomplie de 1981 à 1986. Il a combattu la démolition de son œuvre, il a contribué à sauvegarder une partie importante de celle-ci, il a critiqué les aspects rétrogrades ou inefficaces de l'action gouvernementale, mais il a commencé aussi de faire ses propres propositions ; il a voulu renouer avec ce qu'il avait réussi et reprendre sa marche en avant...

Il y a les objectifs, il y a aussi la stratégie pour les atteindre. Oui, le parti socialiste, Jean Poperen, tu le sais, a la volonté de s'ancrer à gauche. Il gagnera, nous en sommes tous convaincus, en étant pleinement socialiste. Il ne saurait être question d'abandonner le terrain du rassemblement de la gauche, de toute la gauche.

Je vous le disais, des centaines de milliers d'électeurs restent à reconquérir et à remobiliser. Si le parti socialiste représente aujourd'hui l'alternative à la droite conservatrice et réactionnaire, c'est parce qu'il est devenu la grande force de gauche. Tout doit être mis en œuvre pour préserver et amplifier sa force attractive. Ah non ! l'heure du silence n'est venue pour personne et surtout pas pour le parti socialiste. L'heure est venue de parler au pays. L'heure est venue de parler à la conscience française...

Rassemblons et dialoguons avec les forces vives du pays. A l'instar du président de la République, comme il le faisait il y a quelques jours en Franche-Comté, appelons à la solidarité, à la construction d'une société moderne. Appelons aussi à la construction d'une société solidaire, car le gouvernement, la majorité actuelle, ne le feront pas, ils ne construisent pas de société moderne, ils démolissent la société solidaire que nous avions voulu édifier...

Un mot pour conclure, si vous le permettez, sur les présidentielles.

Nous avons réalisé entre nous la synthèse, en affirmant clairement que ce Congrès ne serait ni un congrès de désignation, ni un congrès de pré-désignation. Eh bien ! voyez-vous, l'intérêt du pays coïncide aujourd'hui avec ce que les socialistes se sont promis entre eux ; François Mitterrand lui-même a rappelé lors d'un récent entretien accordé à Madrid à M. Jean-Pierre Elkabach, ceci : « Je ne suis pas candidat. Je suis président de la République. Je suis seul dans ce cas ; qu'y puis-je ? »

Nous devons respecter scrupuleusement la volonté exprimée par le président de la République. Nous ne devons rien faire qui porte atteinte à la plénitude de sa fonction ou qui puisse le gêner dans l'exercice de son mandat, oui qui entrave l'adhésion grandissante des Français à ce qu'il incarne. Nous devons contribuer au renforcement de cette adhésion populaire. Oui, nous ne devons rien faire qui puisse compromettre la montée de cette adhésion populaire.

De même, le moment venu, nous serons unanimes à respecter le choix qu'il fera dans l'intérêt supérieur du pays, mais nous savons que le

renforcement du parti socialiste, nous savons que notre dynamisme, nous savons que notre unité, par-delà nos différences, nous savons que la fidélité à nos options, nous savons que notre esprit d'ouverture contribueront précisément au choix que fera le président de la République, le moment venu.

Alors, mes camarades, ayons la volonté de gagner en 1988. Renforçons le parti socialiste, et faisons se lever à nouveau au-dessus de ce pays une grande espérance. ■

Jean Le Garrec

Nous rencontrons au jour le jour dans nos permanences, dans nos municipalités, des hommes, des femmes, des jeunes, en difficulté et abandonnés par une politique de droite dont le seul objectif est de protéger les nantis.

Il me revient en mémoire cette phrase de Carlyle qui illustre, fort à propos, la volonté du gouvernement Chirac « tout pour les puissants et que le diable s'occupe des trainards ».

Ce sont ces « trainards » que nous devons, nous socialistes, protéger avant que le diable ne les emporte.

Nous ne pouvons, cependant, pas nous contenter de dire qu'il faut accentuer les moyens du système de formation. Il nous faudra, aussi et surtout, prendre des engagements précis, que ce soit sur le plan financier ou sur le plan des garanties sociales que nous devons impérativement créer.

Nous devons mettre en place tous les moyens nécessaires pour que cette situation soit maîtrisée. Il en va, non seulement de la responsabilité de la gauche, mais aussi de la responsabilité première du parti socialiste.

Nous vivons au quotidien un peu partout dans notre pays, au quotidien ici dans le Nord, le problème de l'existence, de l'élargissement, et de l'aggravation de la terrible mutation que nous connaissons. Une récente étude du Plan montre que la moitié des emplois de l'an 2000 ne sont pas encore inventés. Ainsi un jeune de 18 ans qui arrive aujourd'hui sur le marché du travail sera-t-il obligé de changer, durant sa carrière, quatre, cinq, voire même six fois de métier.

Nous savons tous que, sous l'appellation, pas tout à fait exacte, de « crise », c'est une formidable transformation des conditions de communication, des conditions de gestion, des conditions de travail, des rapports à la machine, enfin des rapports à la formation qui s'opère.

Dans le texte de synthèse qui sera adopté par le Congrès, nous avons tous pris des dispositions très claires sur nos alliances et l'engagement à gauche du parti socialiste.

Nous avons dit : ni dérive centriste, ni résurrection de la troisième force. Il est fondamental de tenir ces engagements et d'affirmer cette volonté politique. Mais cela serait vain si nous ne pouvons créer la capacité de rassemblement de toutes les forces populaires.

Or, les laissés pour compte du gouvernement Chirac, ces soi-disant « trainards », risquent de rester au bord de notre route et d'aller gonfler le flot de l'abstention de ceux qui, découragés, mettent sur le même plan la droite et la gauche, de ceux qui n'ont plus d'espoir car il n'y a plus de projet, plus de discours et de propositions qui s'adressent directement à eux. Ce désespoir serait la pire chose, car il minerait l'ensemble des forces qui nous a soutenus en 1981, qui nous a portés là où nous étions.

Je crois que ces priorités doivent s'inscrire clairement dans nos propositions. C'est ainsi que nous répondrons à toutes les attentes, que nous prendrons en compte les questions, et que nous construirons l'avenir. ■



Louis Le Pensec

Après avoir salué les délégations étrangères invitées et rendu hommage à Pierre André Albertini, Louis Le Pensec a notamment déclaré :

« Les relations Est-Ouest pour l'heure sont trop largement définies par les initiatives soviétiques qui sont, certes, nombreuses, potentiellement positives, mais dont la signification est encore incertaine.

Comment s'assurer [de cette signification], sinon en prenant nous-mêmes des initiatives à l'égard de nos interlocuteurs de l'Europe de l'Est ?

Qui ne voit que la sécurité de l'Europe exige plus que jamais une étroite coordination entre les partis socialistes et socio-démocrates d'Europe Occidentale, face aux propositions de Gorbatchev sur les Euromissiles.

Il ne nous faut pas craindre d'approfondir nos relations avec les partis au pouvoir dans les pays de l'Est, mais à la condition d'engager parallèlement les contacts avec les représentants des sociétés civiles dont l'émergence et la reconstitution sont bien l'enjeu d'une transformation des régimes Est-européen.

Il nous faudra aussi et à nouveau prendre l'initiative, face au problème de l'endettement du tiers monde, à l'heure où certains pays endettés adoptent des mesures unilatérales de rupture.

L'endettement du tiers monde (...) est avant tout le fruit du sous-développement. Aussi le règlement de la dette est-il indissociable d'une politique d'aide publique au développement.

Le service de la dette ne doit pas excéder une proportion raisonnable des recettes d'exportation des pays endettés.

Débiteurs et créanciers partagent la responsabilité de l'endettement excessif des pays tiers monde. Aussi le coût de son règlement doit-il être équitablement partagé et l'on ne saurait concevoir qu'il pèse sur les populations les plus déshéritées des pays endettés.

Aucun plan d'ajustement économique envisagé dans le cadre d'un règlement financier ne doit faire obstacle au développement social dans les pays débiteurs.

En Amérique latine, le contraste brutal entre les progrès de la démocratie politique et l'aggravation de la crise économique et sociale prouve le bien-fondé et la pertinence des propositions du socialisme démocratique.

Les progrès de la démocratie en Amérique latine au cours des dernières années requièrent notre soutien actif, aux démocraties naissantes (...) et l'intensification de notre action, contre les derniers bastions de la dictature au Chili et au Paraguay (...) [ainsi que notre] soutien logistique (...) à la mise en œuvre des mécanismes d'intégration économique [et politique] régionaux.

La situation politique en Afrique justifiait pleinement que nous attachions une attention particulière à la consolidation des Etats et que nous entretenions des relations privilégiées avec leurs représentants.

Mais, à l'heure où s'annonce une relève de génération politique et où les sociétés civiles commencent à se structurer dans les pays africains, le parti socialiste doit accompagner par une action diversifiée l'éveil des forces démocratiques sur le continent africain, car nous devons aider l'Afrique contre les tentations populistes, islamiques ou faussement révolutionnaires.

Nous ne pouvons ignorer l'un des [conflits régionaux] les plus meurtriers de notre siècle, celui qui oppose l'Iran à l'Irak, et l'un des plus longs, celui qui oppose Israël aux pays arabes et au peuple palestinien.

Les socialistes français ne peuvent que souhaiter la paix entre [l'Iran et l'Irak] et apporter leur soutien actif à toute entreprise de médiation.

Quant au conflit israélo-arabe, (...) notre rôle est de contribuer à la tenue de la conférence [internationale sur la paix] afin qu'elle permette l'abandon de la logique de l'affrontement armé et la reconnaissance par chacun des protagonistes des droits fondamentaux de toutes les parties concernées par le règlement du conflit au Moyen-Orient. Nous savons que la paix y requiert bien davantage qu'un accord diplomatique entre les Etats de la région.

L'Europe, est présente dans chacun des propos des responsables socialistes en tant que référence obligée de notre politique internationale, et en tant qu'acteur à part entière de la scène internationale. » ■

Résultats nationaux des votes en % (Mandats : 6 357)

VOTES	pour	contre	abst.	R + NPPV
MOTION	98,42	0,07	1,29	0,20
QUITUS NATIONAL	90,96	0,66	2,67	5,71
PROP. MODIF. STAT N° 1 B-E	75,69	1,21	4,73	18,37
PROP. MODIF. STAT N° 2 QUOTA 30 %	41,87	24,23	15,23	18,67
PROP. MODIF. STAT N° 3 QUOTA 30 %	40,96	24,67	15,64	18,73
PROP. MODIF. STAT N° 4 SEINE-ET-MARNE	71,09	3,47	6,91	18,53
PROP. MODIF. STAT N° 5 SECTION 250 ADM	33,09	32,98	14,99	18,94
PROP. MODIF. STAT N° 6 CONV. FÉDÉR.	50,03	19,21	11,90	18,86
PROP. MODIF. STAT N° 7 MJS	46,81	21,91	12,47	18,81
PROP. MODIF. STAT N° 8 RÉFÉRENDUM	38,98	29,02	13,08	18,92
PROP. MODIF. STAT N° 9 CONFLIT	50,47	18,84	11,88	18,81
PROP. MODIF. STAT N° 10 SECTION 200 ADM	27,43	36,54	17,06	18,97



Max Gallo

J'ai entendu certains d'entre nous se féliciter du fait qu'il y ait eu entre 1981 et 1986 une moindre acuité de la conscience de classe. J'ai entendu certains d'entre nous dire qu'il y avait eu entre 1981 et 1986 la paix sociale, et je m'interroge sur cela. Je m'interroge, parce qu'il faut se demander si cela signifie que nous pensons qu'il y a des sociétés sans conflits, sans contradictions, que nous pensons que si nous sommes les meilleurs garants de la vie sociale, nous serons portés plus facilement au pouvoir.

J'ai dit personnellement, comme porte-parole du Gouvernement affrontant aux côtés de Pierre Mauroy, à ma place, les difficultés d'une partie de cette période, j'ai dit qu'entre 1981 et 1986, je n'ai vu que des mouvements sociaux. J'ai vu, par exemple, les mouvements sociaux de certaines couches des étudiants en médecine ou des médecins. J'ai vu les mouvements sociaux des routiers. J'ai vu les mouvements sociaux des P.M.E. et j'ai même vu en juin 1984 un très grand mouvement social contre nous.

Alors, ne disons pas qu'entre 1981 et 1986, nous avons rétabli la paix sociale. Ne confondons pas la solidarité qu'ont manifestée avec nous les couches salariées avec la paix sociale. La paix sociale n'a pas eu lieu, il y a eu combat contre nous.

Je crois que cette analyse des contradictions de nos positions, de nos déclarations, nous renvoie à quelque chose de plus profond. Continuons-nous — je m'interroge — à penser qu'il y a deux solutions, toujours

possibles, aux problèmes sociaux ? Continuons-nous à penser que la confrontation est non seulement un élément nécessaire de la démocratie, mais qu'elle est inscrite dans l'économie, le social, ou bien pensons-nous qu'il y a une seule solution ? Alors, cela reviendrait à dire que, bien sûr, il y a des aménagements pour ceci et pour cela, un peu plus de mesures sociales, mais cela reviendrait à dire que le capitalisme est devenu pour nous l'horizon indépassable de l'histoire humaine, et je crois personnellement que nous ne devrions pas être de cet avis-là... car à ce moment-là, nous romprions avec toute notre tradition, nos racines, notre identité, celle par exemple qui faisait dire à Jaurès, à lui très précisément dans cette confrontation avec Jules Guesde : « dans la réforme, il y a œuvre commençante de révolution ». Pensons-nous toujours cela ? Je pense personnellement que cela doit marquer le cœur même de notre projet...

Continuons-nous à penser que, la raison, c'est-à-dire l'intelligence des phénomènes sociaux, est un élément décisif de notre choix culturel et politique ?

Continuons-nous à penser que l'égalité est l'élément moteur dans l'échelle de nos valeurs, et que c'est pour cette raison, parce que l'égalité est la clé de voûte du triptyque républicain, qu'aujourd'hui on assiste à toutes ces attaques contre la révolution française ?

Défendre cet ensemble de valeurs, c'est défendre une histoire. C'est défendre aussi l'idée que seul un organisme collectif comme notre Parti, comme notre Congrès, c'est-à-dire l'association volontaire, libre, d'intelligence de citoyens est capable de formuler un projet, et que cela ne relève pas de l'attitude d'un seul, fût-il candidat à la présidence de la République. ■

Olivier Stirn

Rassemblement d'abord, et là-dessus il faut être clair, il n'y pas deux sortes de socialistes, ceux qui seraient pour le rassemblement et ceux qui y seraient fermés. (...)

Le parti socialiste est la première force politique de ce pays, il doit devenir le premier parti de France, celui qui organisera autour de lui une majorité.

Pour y parvenir, et tous les socialistes sont d'accord là-dessus, il faut d'abord être nous-mêmes, et c'est quand toutes les forces de gauche seront rassemblées que d'autres, naturellement, ayant de moins en moins peur de nous, rejoindront le front.

Pour réussir ce rassemblement, — c'est l'expérience sur le terrain qui me le fait dire — je crois qu'il faut veiller à trois considérations : la première d'abord, c'est que chacune de nos sections — c'est le cas de beaucoup mais pas encore de toutes — soit ouverte, soit représentative de ce que nous sommes, c'est-à-dire le rassemblement de tous les hommes du progrès, de tous les hommes du mouvement.

En second lieu, nous devons être attentifs à ce fait, à partir du moment où nous sommes le grand parti des hommes de progrès, nous devons représenter l'ensemble de ceux-ci, être notamment ouverts à la classe ouvrière. (...)

Et troisièmement, c'est l'ouverture aux jeunes, le parti du mouvement est nécessairement celui dans lequel la très grande majorité des jeunes doivent se retrouver. (...)

Le parti socialiste n'attire pas seulement parce que c'est un parti de gestion, même si à cet égard il a fait ses preuves ; il n'attire pas seulement parce qu'il rappelle ses grands principes, la solidarité ou la liberté ; le parti socialiste peut rassembler s'il redevient pour l'opinion publique le parti des grandes causes, et à cet égard, rappelez-vous... la gauche a rassemblé quand elle a été avec Dreyfus contre les antidreyfusards, elle a rassemblé en 1936 quand elle a symbolisé les conquêtes sociales ; elle a rassemblé en 1981 quand elle voulait changer la vie. Aujourd'hui pour être conforme à son temps et pour continuer de rassembler le parti socialiste doit défendre des grandes causes. ■

Martine Buron

Nous devrions être fiers d'être le Parti qui a su répondre aux aspirations des femmes, qui a pu faire progresser leur autonomie, leur dignité. Nous devrions en être fiers parce qu'on nous admire pour cela à l'étranger. Nous devrions en être fiers surtout parce que cela a porté ses fruits, et que les femmes ont tenu compte de ce travail en votant pour nous. Notre électorat aujourd'hui, c'est 30 % des voix chez les hommes, 34 % des voix chez les femmes.

Dans le domaine de l'emploi, il est reconnu par tous aujourd'hui que les femmes ont constitué ces dernières années, et constitueront dans les années à venir, l'essentiel de l'augmentation de la population active. C'est un plus pour les revenus des ménages, un plus pour le financement de la Sécurité sociale, un plus pour la modernisation de notre industrie et de nos services.

Dans le domaine qui nous tient tant à cœur de l'aménagement du temps de travail, les femmes apportent un regard et une expérience tout à fait particuliers. A travers l'expérience des femmes, c'est toute la société qui nous demande de considérer l'aménagement du temps de travail non seulement comme un outil de modernisation ou de formation, comme un moyen de préserver des emplois, mais comme un moyen de changer la vie en changeant le temps.

Les femmes aussi sont au cœur de l'évolution des structures familiales. Nous avons à faire en sorte que cette évolution ne nous amène pas à une société faite de solitudes juxtaposées, et donc à découvrir des solidarités nouvelles, mais aussi à traduire en termes de fiscalité, de droit à la retraite, cette évolution des structures familiales...

Comment pourrions-nous approfondir la démocratie si nous ne mettons pas tout en œuvre pour que les femmes prennent enfin toute leur place dans les instances de décision sociales, syndicales, politiques, et d'abord dans notre organisation ?

Sur tous ces points, pour aller de l'avant, la Commission des Résolutions a décidé de vous proposer la tenue, dix ans après, d'une nouvelle Convention sur les Droits des Femmes et la place des femmes dans la société et dans le Parti. ■



Pierre Bourguignon

Nous avons su dégager dans la pratique de la planification un acquis qui ne demande qu'à perdurer tout en étant susceptible encore d'aménagements : il s'agit des contrats de plan Etat-région. Il conviendra que nous encourageons réellement les pratiques plus fortes de contrats intra ou inter-régionaux. Mais nous avons le devoir de nous préparer pour engager le pays et donc ses acteurs à tous les niveaux de décisions vers l'acquisition d'une pleine possession de leurs moyens face à l'accélération de la compétition européenne.

L'Etat devra y être efficace, les entreprises, les régions, les villes aussi. (...).

Aller vers une plus grande efficacité d'intérêt général, c'est rechercher une nouvelle cohérence de l'aménagement rural, ce qui met en jeu des approches dites de politiques agricole et de politique foncière et fiscale pour arrêter le développement des friches agricoles.

C'est encourager à la contractualisation des actions d'aménagement urbain, des actions de reconquête économique et de développement des petites villes et des bourgs, autour des projets de technopôles capables de jouer la compétition européenne. C'est renforcer la décentralisation en rendant plus responsables les acteurs de la production locale, des enjeux nationaux.

C'est aussi favoriser l'évolution des rapports sociaux dans une perspective contractuelle proposée aux salariés et au pays tout entier. ■

Alain Barrau

Ce sont les jeunes qui ont les premiers, en décembre dernier, fait reculer le gouvernement conservateur élu le 16 mars. Cette constatation simple, l'ampleur de ce mouvement, le rôle nouveau des jeunes dans la société, les valeurs sur lesquelles ils se sont mis en marche : refus de l'exclusion, du racisme, de l'injustice, réussite non seulement individuelle mais collective, respect du droit, liberté, égalité, fraternité, solidarité, tout cela explique l'importance du débat qui s'est ouvert au sein de notre parti et au sein de l'opinion : le PS et les jeunes.

Ce débat est difficile, complexe, il peut en permanence sombrer dans la démagogie ou le Café du Commerce. Mais toute la question est là : ce n'est pas parce que les jeunes se sont rassemblés en décembre autour de valeurs qui sont aussi les nôtres qu'ils sont pour autant devenus socialistes.

Comme le dit, à mon avis à juste titre, la contribution présentée pour le Congrès par l'équipe nationale du Mouvement de la Jeunesse Socialiste — il s'agit de sa contribution et non de la mienne — unanime dans cette analyse : Ce mouvement de décembre marque le retour du politique mais pas encore de la politique.

A cet égard, et précisément parce que les lycéens et les étudiants socialistes étaient nombreux à participer à ce mouvement très large et à l'animer, je crois que nous avons bien fait de ne pas apparaître en tant que parti ou formation de jeunesse politique au cours de ces événements. Nous avons agi dans l'opinion et au Parlement pour affirmer nos convictions et non pour récupérer un mouvement. La prise de conscience politique, doit se faire au rythme de chacun : du refus d'un projet de loi qui les concernait directement, ces étudiants et lycéens sont passés en moins d'un mois à la défense des valeurs fondamentales de notre démocratie et au refus de la politique conservatrice de la droite.

Il est déterminant pour la victoire aux élections présidentielles en 1988, mais aussi pour notre impact dans l'opinion dans la décennie qui s'ouvre, que nous soyons capables de faire évoluer cette situation vers une rencontre encore plus étroite entre les jeunes et les valeurs, mais aussi les orientations politiques que nous défendons. ■

Bertrand Delanoé

Je ne crois pas, comme certains le disent, que la France est en 1987 à droite, ou qu'elle serait (?) à gauche.

Non, la France, est en attente et surtout en attente vis-à-vis de nous.

Déjà le sondage paru dans le Monde et effectué par la SOFRES, montrait qu'il y avait une tendance de l'opinion commençant à reconnaître que nous avons géré avec plus de compétence, et un plus grand souci de justice sociale que nos successeurs.

Il nous appartient d'amplifier cette tendance, de faire en sorte que ce soit de plus en plus fort dans l'opinion française. Et je pense que ce que nous ferons pour amplifier ce mouvement sera décisif pour notre prochain rendez-vous avec le peuple, d'autant que nous pouvons défendre notre bilan avec fierté, nous pouvons aussi le réactualiser et nous permettre de reconnaître que tout n'était pas parfait ; je ne crois pas que la solidarité soit une valeur ringarde, non, la fraternité n'a pas disparu du cœur de nos concitoyens ; lorsqu'ils se battent pour la Sécurité sociale, ils ne se battent pas seulement pour leur confort, ils se battent aussi pour une certaine France, celle de la solidarité ; lorsqu'ils sont choqués de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, les Français aiment la France de la justice et pourquoi ne pas espérer qu'à force d'arguments, de conviction, de confiance dans nos idées, ils ne rejettent à une très large majorité les projets du gouvernement sur le Code de la nationalité.

Pour cela, il faut aussi que dans notre vie commune nous pensions toujours d'abord à l'extérieur.

Dans les douze mois qui viennent, il y a place pour le débat, il y a place pour le rassemblement. Nous le voulons tous, autant que nous sommes.

Je ne crois pas que nous pouvons y réussir si nous n'avons pas un comportement, des actes militants, qui correspondent aux discours que nous tenons et aux fonctions que nous exerçons.

Je crois enfin que le meilleur moyen de préparer les présidentielles, quel que soit notre candidat, c'est d'aider du mieux que nous pouvons le président. De sa force, dans l'année qui vient, de la confiance et de l'espoir qu'il incarne à l'endroit où il est, au moment où nous sommes, dépend pour une part décisive le climat dans lequel s'engagera la campagne présidentielle. ■

**Pour ceux qui veulent
comprendre le monde
pour ceux qui veulent
débatte librement**

NRS
nouvelle revue socialiste

**abonnement (6 mois : 145 F ; 1 an : 190 F) ;
étranger : (1 an : 285 F) ;
étudiant (1 an : 155 F) ;
abonnement de soutien (1 an : 285 F).**

**« Nouvelles Éditions de l'an 2000 »,
10, rue Solferino, 75333 Paris Cedex 07**



Laurent Fabius

Comment gagner ?

La première réponse est importante mais elle ne dépend pas de nous. Nous avons d'autant plus de chances de gagner que les dirigeants conservateurs seront divisés. Leur passé, leur présent, peuvent nous rendre raisonnablement confiants.

La deuxième réponse, elle, dépend de nous. Pour l'emporter, nous devons convaincre que la politique actuelle n'est pas bonne. Nous devons marteler nos constats : 200 000 chômeurs supplémentaires en un an. Davantage de privilèges pour les privilégiés, et l'abandon entier de pans du futur.

On nous répond : « C'est que la majorité actuelle a manqué de temps. » Mais, en Nouvelle-Calédonie, pour l'Éducation nationale, pour la protection sociale, pour le logement, pour le chômage, le temps précisément est en train d'aggraver les difficultés. La vérité, c'est que l'économie spéculative l'emporte de plus en plus sur l'économie productive. Une phrase résume ce pouvoir : c'est le Gouvernement de l'argent.

Ma troisième réponse implique une mise au net et un retour sur nous-mêmes.

Ouvrir l'espoir

Nous n'avons pas tout réussi mais nous avons avancé et tout au long de ces 5 ans, nous avons appris que notre degré d'autonomie au regard des contraintes mondiales était tragiquement faible ; appris que pour mobiliser la population il fallait non seulement l'idéal mais le terre à terre du quotidien ; appris qu'un pouvoir ne peut pas tout et qu'il ne peut pas seul.

Oui, nous avons appris, donc changé.

Comment progresser davantage ? Il nous faut, et c'est ma quatrième réponse, proposer. Les Français se méfient des promesses, et en même temps, ils veulent savoir ce que nous ferons demain. Nous sommes dans une société du scepticisme mais on n'y avance pas sans grand dessein. Je parle souvent d'une nouvelle chance pour la France. Ces réponses lui dessinent un visage, non pas seulement pour l'élection présidentielle mais pour les 15 ans qui viennent.

Rien n'est plus grave que des jeunes sans futur. Or, ils sont en France, des millions. On parle souvent de l'abstention des jeunes mais quand on doit compter pour tout, quand tout le monde semble vous rejeter, quand l'horizon vous est bouché, il y a des abstentions qui sont des cris de colère.

Si nous ne savons pas répondre à ces situations concrètes, alors nous n'apporterons pas l'espoir à la place de cette colère-là. Oui, nous devons ouvrir l'espoir. Nous devons donner une chance à la jeunesse, par un fantastique effort pour le travail et pour la formation... Le prix du pétrole ne dépend pas de nous, la valeur du dollar ne dépend pas de nous. La formation dépend de nous.

Notre futur sera fait de changements technologiques et de matière grise. Les cloisons étanches qui existent sauteront.

La formation est, avec l'investissement, et la recherche, notre atout essentiel. Elle est la clé de l'égalité des chances, la clé du développement à venir. Dans nos propositions au pays, dans nos décisions financières et futures, éducation et formation devront être la priorité centrale pour demain.

Renforcer la démocratie

... Au-delà, un autre problème majeur est posé : c'est celui du renforcement de la démocratie. Bien sûr, la France est un pays de liberté,

malgré la bêtise insondable des censeurs au front de bœuf... mais notre démocratie boite. D'abord, parce que dans un monde de masse, elle risque spontanément de sécréter de plus en plus d'exclus. Et puis, nos solutions demeurent en général nationales, alors que nos difficultés se moquent désormais complètement des frontières.

Nous continuons à fonctionner selon la vieille règle des 51 % de votes, alors que cette règle ne permet plus de résoudre ni le problème de la Nouvelle-Calédonie, ni le problème de l'école, ni celui de la fiscalité, parce qu'elle ne prend pas suffisamment en compte la sensibilité des minorités.

Nous devons comprendre, que la démocratie, ce n'est pas seulement l'application de la loi majoritaire, c'est tout autant le respect des minorités.

Autre lacune grave : nous continuons de raisonner par rapport aux pouvoirs traditionnels, l'économique, le militaire, le politique, alors que des hyper-pouvoirs nouveaux ont fait irruption dans notre vie hors des schémas institutionnels classiques et qui s'appellent les médias, l'administration et la science.

Enfin, les piliers de la démocratie représentative, je veux dire le Parlement, les syndicats, les partis politiques, ont parfois du mal à prendre en compte les questions nouvelles jaillies de notre société. Je pense qu'est devenue indispensable une approche résolument européenne de nos problèmes, qu'ils s'appellent le terrorisme, la drogue, le SIDA, la pollution et le chômage.

Je souhaite, pour éviter le court-circuit des corps intermédiaires, que le Parlement retrouve un vrai rôle, les syndicats du grain à moudre, et que les partis politiques tournent.

Je pense qu'il faudra développer, par rapport aux nouvelles puissances scientifiques, administrative, médiatique, de réels contre-pouvoirs.

Ainsi, le nouveau système audiovisuel est un faux-semblant et il faudra, dès l'alternance, favoriser à nouveau l'indépendance et le pluralisme des médias.

Des réponses économiques et sociales devront être aussi apportées.

Le problème n'est pas, comme on l'entend souvent, de savoir si, dans l'avenir, notre société sera duale ou non ; elle l'est déjà. Quand 2 500 000 personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté, quand des centaines de milliers ne savent pas lire, quand des millions sont exclues de la maîtrise des technologies nouvelles, cela s'appelle déjà le dualisme.

C'est au nom de la solidarité que nous devons, contre la pauvreté, établir le minimum social garanti. C'est au nom de cette même solidarité que nous devons repousser les attaques contre la protection sociale.

Avançons nos principes : la solidarité entre jeunes et vieux, entre bien portants et malades, entre célibataires et familles, entre ceux qui ont un travail et les chômeurs. Veillons, dans nos propositions, à l'équité du système : que l'effort contributif de toutes les catégories soit égal, que les cotisations soient calculées désormais non seulement sur les salaires, mais sur l'ensemble des revenus.

L'Europe, clef de notre futur

J'ai dit : la France. J'aurais pu dire : l'Europe, car seuls, nous n'avons plus la dimension.

Autour de nous, des pays-continentes, et face à eux, la France, grande nation par son rayonnement, moyenne puissance par son économie, petite terre par sa taille.

Voici qu'avec les 320 millions d'Européens, nous tenons entre nos mains, par nos divisions ou par notre union, la clé de notre futur : ou bien



LE CONGRÈS DE LILLE

devenir un musée d'images mortes, ou bien offrir au monde une civilisation faite de technologie et de culture, d'humanisme et de performances.

Voilà pourquoi nous sommes passionnément européens.

Je souhaite que nous puissions proposer aux partis socialistes de la Communauté européenne de se mettre d'accord sur un programme et sur un échéancier communs de construction de l'Europe. Je souhaite qu'en commun avec eux nous lancions des campagnes européennes, par exemple pour l'emploi, pour l'environnement, pour la démocratie industrielle.

Le Parti socialiste doit devenir le premier parti vraiment européen de France.

Tout cela s'inscrit dans un projet plus vaste, incarnant, au-delà des échéances prochaines, ce que j'appelle souvent le socialisme moderne.

Nous avons vécu jusqu'ici deux grandes étapes du parti socialiste :

La première est née avec les débuts du siècle. Les prolétaires étaient privés de tout, le Parti était leur foyer, il les protégeait et les encadrait du berceau à la tombe, il était en définitive le contre-Etat d'une contre-société. Des Fédérations, des régions comme celle où nous sommes, se sont bâties sur cette belle tradition.

Et puis, la société a évolué, la démocratie s'est étendue, des droits nouveaux ont été conquis. 1981 approchait. Le Parti socialiste a davantage été perçu comme le décideur central du changement, abandonnant sa fonction tutélaire pour devenir comptable de toutes les espérances à travers la conquête du gouvernement.

Désormais, forts de notre expérience du Pouvoir, je crois que nous entrons dans une troisième période. Notre Parti doit assurer à la fois une fonction de synthèse politique et une action indispensable de suivi et de transformation du quotidien.

Le socialisme : une philosophie, une morale, une méthode

L'Etat et le Parti ne peuvent plus prétendre, d'en haut, changer l'existence des citoyens et des citoyennes, mais ils doivent créer les moyens politiques, juridiques, psychologiques, économiques, pour que citoyens et citoyennes puissent changer eux-mêmes leur vie. Nous devons nous efforcer d'être à la fois parti de gouvernement et parti de société, parti des grandes synthèses et parti du quotidien, parti de débat et parti d'unité.

Le socialisme lui-même bouge. Il s'est construit, surtout à partir du travail industriel. Cet enracinement constitue la référence majeure d'une large partie de l'électorat de gauche, et personne ne doit l'oublier. Mais cette référence doit, à mon sens, être complétée aujourd'hui, parce que nous entrons dans une société de la troisième vague, où les vagues agricoles et industrielles vont de plus en plus faire place à une ère de la communication, où les lieux et les modes de travail éclateront, où la population active sera moins nombreuse que la population inactive, et où l'usine ne constituera plus qu'une part de l'économie. Nous avons vocation de représenter la diversité des âges, des activités, des couches sociales, nous devons nous adresser à tous, nous sommes à la fois la dernière génération d'une vieille civilisation et la première génération d'une nouvelle, notre socialisme doit tenir compte de cette civilisation neuve !

Le socialisme n'est plus un modèle existant, qu'il faudrait copier, il n'est plus une sorte de trésor caché au bout d'un chemin difficile, mais une démarche permanente pour améliorer peu à peu et avec obstination la société qui nous entoure.

A nous de montrer, à nouveau demain, qu'on peut concilier valeur et gestion, la maîtrise indispensable du réel, et le splendide diamant du rêve.

La gauche socialiste a eu l'audace d'abandonner sa langue de bois, il faut qu'elle ait l'audace de rester fidèle aux grandes valeurs qui la fondent... et d'abord le fondement philosophique : nous croyons, nous, que la société peut être connue et transformée conformément à la raison.

Nous défendons la vraie liberté de choix que nous appelons laïcité... nous sommes résolus à agir aussi longtemps qu'il y aura des opprimés en Europe, comme dans le grand lointain, en Afrique du Sud, en Afghanistan, en Ethiopie et au Chili. Nous sommes socialistes d'abord, parce que nous pensons que ce monde doit et peut être amélioré, c'est en cela que nous avons vocation à rassembler les forces de progrès.

Mais la gauche, c'est aussi une morale. Nos valeurs s'appellent : la liberté individuelle et collective, l'égalité qui fonde notre haine du racisme, la solidarité qui commande à la collectivité de prendre en charge les exclus. Nous nous opposons à ceux qui prétendent que la démocratie s'arrête où commence l'intérêt de l'Etat, à ceux qui fondent les inégalités sur une prétendue nature.

Enfin, nous défendons une méthode, convaincus que l'homme est d'abord un être social, et qu'il n'existe pas de solution spontanée et purement individuelle aux grands problèmes qui l'assaillent : la pauvreté, l'analphabétisme, le surarmement, le sous-développement. Nous respectons de toutes nos fibres l'individu, mais nous croyons aussi et d'abord en la force du collectif, qu'il s'appelle l'action syndicale, l'association, le service public, la Sécurité sociale, l'arbitrage international ou l'Etat.

Je presentais, comme vous, que nous n'allions pas gagner, et pourtant nous nous sommes battus de toutes nos forces, et nous avons obtenu le meilleur résultat de notre histoire. Aujourd'hui, nous savons que nous pouvons l'emporter. Comment alors ne pas engager un combat plus farouche encore, appuyé cette fois-ci sur l'énergie de l'espoir, pour donner son plein sens à un effort de vingt ans ?

Si nous sommes vaincus lors de l'élection présidentielle alors l'œuvre de François Mitterrand sculptée par des millions de mains sera brisée. Mais si comme je le crois possible nous sommes vainqueurs, nous pourrions compléter cette œuvre, et offrir une nouvelle chance aux socialistes et à la France. Il faut que 1988 soit un succès, il faut qu'on puisse dire plus tard : c'est à Lille que ce succès a commencé ! ■

Michel Debout

Si nous voulons bien défendre la Sécurité sociale contre les menaces qui pèsent sur elle, les menaces d'aujourd'hui mais plus encore les menaces de demain, dites-vous bien que nous savons que lorsqu'on veut détruire une entreprise, la meilleure façon de le faire, c'est de la mettre en faillite. Si aujourd'hui, la Sécurité sociale connaît le déficit qu'elle connaît, c'est parce qu'ils veulent la mettre en faillite et, par rapport à cela, il faut un grand mouvement du parti socialiste, un grand mouvement de toute la gauche.

Dans notre motion, nous affirmons notre volonté de rassembler autour des socialistes la gauche tout entière, en créant partout en France, autour du Comité national de la gauche, des Comités départementaux. Je fais le souhait, pour que ces Comités vivent, au cours de débats réels, qu'ils prennent en compte l'avenir du système de protection sociale. Nous devons affirmer aussi, que, dans le domaine de la santé, il faudra maîtriser les dépenses, mais de toute façon, les dépenses sociales iront en augmentant, car c'est dans la nature des choses, dans la nature des choix politiques que nous avons faits.

Oui, dans une société où il y aura de plus en plus de personnes âgées, il faudra de plus en plus d'emplois pour prendre en compte la qualité de vie que nous devons leur proposer. (...)

Si nous voulons que les hôpitaux connaissent un meilleur accueil pour les malades, si nous voulons que, demain, les technologies, la biologie soient développées, nous savons que cela voudra dire qu'il faudra dépenser plus dans le secteur sanitaire et social, mais en dépensant plus dans le secteur sanitaire et social, nous répondrons en même temps à la première préoccupation qui est au cœur de notre débat, mais qui est aussi au cœur des préoccupations des Français, je veux dire la préoccupation de l'emploi. ■



Pierre Guidoni

« La France est notre parti, l'Europe est notre avenir. » Sur cette formule de François Mitterrand s'est faite la synthèse, l'unanimité de la Commission des résolutions.

Nous sommes d'accord sur l'essentiel, nous sommes d'accord sur le but à atteindre, nous sommes d'accord sur la nécessité de construire une Europe qui tienne toute sa place dans le monde tel qu'il est, qui donne sa vraie dimension à notre effort de progrès.

L'Europe ne peut pas être seulement une espérance vague. Nous devons dire très précisément ce que nous voulons faire et comment nous voulons le faire.

Quel est le sens de la construction européenne ? Pourquoi la voulons-nous peut-être plus que d'autres ? Pourquoi ce désir d'Europe, cette passion d'Europe qui existe en France et qui n'existe peut-être pas au même degré dans d'autres pays de la Communauté ?

Parce que nous sentons bien que c'est dans cette fin du XX^{ème} siècle le meilleur moyen d'exister toujours, de continuer à être les acteurs de l'histoire. Parce que nous sentons que c'est le moyen d'échapper au déclin et à la servitude qui accompagne inévitablement le déclin.

Parce que nous savons que c'est le moyen de nous prolonger, de continuer notre histoire.

Alors si l'Europe, ce n'était pas cela, si l'Europe c'était simplement un ensemble de règles, de formules qui organisent en douceur le déclin et la servitude, nous aurions manqué notre but, et c'est pourquoi il y a un lien étroit sur lequel nous devons insister entre la volonté d'indépendance de la France et la volonté de construire une Europe digne de ce nom...

... Seuls, nous n'avons plus la dimension nécessaire pour affronter les problèmes du monde. Mais seuls, nous pouvons concevoir les moyens de résister aux pressions extérieures. Nous pouvons mesurer à quel point l'unité des Européens, leur coopération, la coordination de leurs politiques sont nécessaires dès aujourd'hui, sans nous perdre dans le faux-fuyant, l'alibi des débats institutionnels.

Les vrais dossiers, c'est Euréka, c'est Airbus, c'est Ariane, c'est Hermès ! C'est cela, l'Europe et c'est cela, les réussites de l'Europe qui font peur à d'autres ou qui les rendent jaloux !...

Aucun de ces projets ne découle directement des communautés européennes institutionnellement fondées par le Traité de Rome, tous découlent de la coopération entre Etats.

Il ne faut pas que de vieilles idéologies, qui furent grandes, mais qui ne s'adaptent plus à l'époque actuelle, nous masquent l'Europe pour laquelle nous devons nous battre et qui est l'Europe des réalités.

En tant que socialistes, nous pensons qu'il n'y a pas de pouvoir légitime s'il ne découle pas de la démocratie. C'est vrai pour notre pays, mais c'est vrai pour l'Europe.

Alors on dit : il faut élire. On va élire un président. Un président de quoi ? On ne sait pas très bien, du Conseil, de la Commission... peu importe, ce qui compte, c'est qu'il préside. Pour quoi faire ? Avec quel pouvoir ? Quelles prérogatives ? Pour quelle politique ? On n'en sait rien, ce n'est pas grave.

Rappelons-nous toujours, nous devrions le savoir, que la démocratie, ce n'est pas seulement l'élection, ce n'est pas seulement le fait de glisser un bulletin dans une urne ; c'est la formation de l'opinion publique, c'est le libre débat, ce sont les partis politiques, c'est une presse donnant à chaque citoyen les données du problème, lui donnant les moyens de choisir. C'est à l'aval tout ce qui est discussion et choix, mais c'est aussi la responsabilité, c'est aussi le fait de rendre compte de ses actes, c'est aussi la nécessité d'être responsable de la politique qu'on a faite.

S'il n'y a qu'une élection sans opinion publique d'un côté, responsabilité de l'autre, ce n'est pas la démocratie.

Réfléchissons à ces questions, lorsque nous disons que nous voulons construire l'Europe et lorsque nous disons que nous allons comme cela faire des échéanciers de la construction européenne.

Un dernier point, le plus grave et le plus important, le plus décisif, la défense et la sécurité.

Un mot seulement. Il n'y a pas aujourd'hui de possibilité d'aller vers une défense européenne si on ne prend pas en compte les réalités de notre continent.

Or, ces réalités, c'est qu'il y a d'un côté une défense française qui est organisée dans un cadre strictement national, et de l'autre une défense établie dans le cadre de l'organisation du Traité de l'Atlantique-Nord et commandée par les Américains.

Ni l'une ni l'autre ne répond à une ligne européenne.

Si l'on croit, comme je le crois, qu'il est indispensable que les Européens prennent en main les moyens de leur propre sécurité, si l'on croit que l'on n'est pas indépendant tant que l'on n'est pas capable de se défendre soi-même, si l'on croit que la France a là une responsabilité éminente, il faut avoir le courage de dire que les structures, que les organisations diverses et variées mises en place au début des années 50 doivent être revues et repensées, peuvent changer ou même disparaître.

L'alliance est nécessaire à la sécurité de l'Europe. L'état-major intégré de l'OTAN est probablement devenu un obstacle à la prise de conscience par les Européens de la nécessité d'assurer eux-mêmes leur défense.

Indépendance de la France, indépendance de l'Europe, intimement, étroitement liées par notre volonté, liées par notre souci d'être nous-mêmes.

La phrase de notre Président de la République, que je rappelais en commençant, marque bien que pour paraphraser la phrase fameuse de Jaurès, un peu de patriotisme peut nous éloigner de l'Europe, mais c'est beaucoup de patriotisme qui nous y amène. ■

Claire Dufour

Donnons envie aux jeunes d'aller vers la gauche et non pas uniquement de se positionner contre la droite.

Les jeunes cherchent aujourd'hui un cadre d'action efficace qu'ils trouvent parfois dans des mouvements extérieurs au parti, tels que les associations, mais ceci ne doit pas voiler la responsabilité de notre parti à leur égard. Sans mouvement de masse, pas de démocratie. Sans grève, pas de coordination nationale. C'est toute l'organisation permanente syndicale qui est à reprendre. Le parti socialiste est le seul porteur des valeurs défendues en novembre. Il est le seul à pouvoir les incarner. Nous sommes les seuls à pouvoir les incarner, c'est à nous de créer le projet de société que demandent les jeunes. (...)

Le vote des jeunes en 1988 sera décisif. 3 millions de jeunes de 18 à 25 ans ne sont pas inscrits aujourd'hui sur les listes électorales, nous devons tous ensemble dans nos communes, dans nos départements, lancer une campagne profonde d'inscription sur les listes électorales.

Je demande au congrès, à la direction du parti de prendre en compte cette nécessité politique ; donnons envie à cette jeunesse, en 1988, non pas de voter contre la droite, mais bien pour le socialisme. ■



Louis Mexandeau

Voilà que la droite, depuis plusieurs années, a lancé une formidable offensive, cohérente, coordonnée, qui ferait de la Révolution française, une sorte de parenthèse funeste dans notre histoire. Une sorte d'entracte ruineux en hommes et en argent, voire même une suite de bacchanales sanglantes.

Cette agression a au moins le mérite de montrer combien le combat pour la liberté, pour l'égalité, pour la solidarité est important. Elle démontre aussi que si la gauche, par générosité, tolérance ou insouciance en arrive à souhaiter la trêve, la droite, elle, ne désarme jamais.

M. Barre, non plus, qui appartient à la droite, lui qui ose prendre ses références chez Guizot, devant les mêmes parterres de notables épanouis. On le rappelait hier, dans le même temps, où Guizot les encourageait à s'enrichir par le travail, et par l'épargne, le rapport du docteur Villermé nous montrait l'effroyable exploitation des travailleurs, ... le temps célébré par M. Barre, c'était celui où dans les mines, dans les usines, tout près d'ici, des enfants de 10 ans travaillaient jusqu'à 14 h par jour. (...)

M. Barre a choisi. Nous aussi. Notre temps à nous, c'est celui des travailleurs écrasés qui se redressaient au nom de leur survie, au nom de leur dignité, et qui grâce aux premières mutuelles, aux coopératives, aux premiers syndicats, jetaient les bases de la protection sociale.

Eh bien c'est cette conscience populaire, de ce passé héroïque qui explique aujourd'hui, aussi populaire, le formidable attachement à la Sécurité sociale.

Nécessité de la mémoire... mais encore faut-il que cette mémoire soit défendue, cultivée, enrichie. (...)

Un grand parti, comme le nôtre, doit constamment unir action et pensée, et doit constamment assembler l'analyse lucide du présent à la connaissance du passé.

C'est parce que je redoute que notre Parti, ses militants soient peu à peu submergés par l'oubli de leur histoire, de leurs racines, de leur identité que je souhaite que le parti socialiste, que sa direction, fournissent tous les moyens pour fortifier dans ses rangs, l'information et la formation de nos militants, de nos adhérents. ■

Jérôme Lambert

Certains ont pensé que l'arrivée à la direction du parti d'anciens dirigeants du mouvement étudiant serait de nature à montrer l'intérêt que nous portons à la jeunesse et aux valeurs qu'elle véhicule. Croyons-nous vraiment que les jeunes vont être concernés par une telle initiative ?

La jeunesse attend de nous autre chose, elle l'a montré en créant un mouvement en dehors des structures traditionnelles.

Elle attend un discours ayant prise sur sa réalité ; elle est bien l'image de la société, nous devons aborder avec elle les vraies questions.

Il y a par exemple, aujourd'hui, des milliers de jeunes marginalisés, d'autres, encore plus nombreux, qui risquent de le devenir. Ce ne sont pas des étudiants, ce sont des jeunes qui ont quitté l'école et qui se retrouvent maintenant au chômage. En tant qu'élus, je les rencontre et je m'en inquiète.

J'en viens surtout à me demander comment nous saurons adapter notre société à tous ceux qui sont victimes d'un certain système et de son évolution. Mais nous avons la volonté de le faire et c'est cela qu'il est important de dire et de montrer à la jeunesse.

Il faut lui dire aussi, comme à l'ensemble des Français, comment nous comptons demain gouverner notre pays. (...)

C'est vrai que, pour avoir aujourd'hui une majorité parlementaire, nous devons compter sur les apports de voix non socialistes, mais pour autant nous devons rechercher cet apport dans l'électorat, et non pas dans le Parlement actuel. Comment imaginer, en effet, que nous pourrions gouverner demain avec M. Méhaignerie, M. Monory, et tous ceux qui accordent leur soutien à une politique que nous combattons chaque jour ? Cette perspective est sans fondement.

Non, ce n'est pas au Parlement que nous trouverons le soutien de ceux qui se disent centristes et qui sont une partie de la droite, de la même façon que nous ne pouvons pas, raisonnablement, espérer aujourd'hui un soutien communiste.

(...) La vocation du parti socialiste est clairement affirmée. Parti du rassemblement de toutes les forces de la gauche, nous devons aussi

offrir des perspectives aux Français qui se déterminent plutôt vers le centrisme et qui sont aujourd'hui récupérés par la droite. Nous ne devons pas craindre d'affirmer que nos valeurs, nos propositions sont de nature à préserver une certaine harmonie sociale, sont de nature à développer les libertés, sont de nature à construire un avenir à notre société.

C'est un discours rassembleur, exempt de sectarisme, que nous devons tenir. ■

Jacques Piette

« Ce qui est en cause aujourd'hui, ce n'est pas de savoir ce que nous ferions si demain nous revenons au gouvernement, si nous ferions moins de droits d'enregistrement, plus d'IGF, moins d'IGV (...), ce qui importe à nos militants, ce qui importe à ceux qui nous regardent de l'extérieur du parti, c'est de savoir si nous sommes restés fidèles à nos engagements.

Est-ce que nous croyons encore par exemple à la lutte des classes ? Question absurde, mais question fondamentale !

Si nous n'y croyons pas, nous, apparemment la droite elle y croit. Car elle nous impose son idéologie et nous refuse la nôtre. Si nous croyons que la lutte des classes reste encore une des valeurs de notre rassemblement, est-ce que nous allons aller plus loin dans la voie du renoncement ? Est-ce qu'ayant renoncé éventuellement à la lutte des classes, nous avons renoncé à être nous-mêmes, c'est-à-dire non pas un parti de gouvernement à tout prix, mais un parti de gouvernement si les chances de transformer la société existent, car si les chances de transformer la société n'existent pas, alors il ne faut pas aller au gouvernement. Disons-le clairement !

Il nous faut dire à la classe ouvrière, non par démagogie, non par des propositions qui sont loin du contexte, que ce que nous appelons l'idéalisme socialiste c'est une perspective que nous avons dans la tête. Même si notre société n'est pas définie clairement, elle ne le sera jamais : la poursuite du socialisme c'est comme la ligne de l'horizon, on ne l'atteint jamais, mais il ne faut pas la perdre de vue. (...)

C'est au nom des intérêts du parti socialiste que je vous demande de rester fidèles à vous-mêmes, à la fois la rigueur scientifique et à la fois le rêve. ■



Gilles Martinet

« Nous n'acceptons pas que soit remis en cause le progrès social qui a été accompli au cours des trente dernières années, ce que nos adversaires appellent le « Socialisme rampant », et dans leur esprit, il ne s'agit pas seulement, comme ils veulent le faire croire, de l'interventionnisme d'Etat. En fait, il s'agit essentiellement de l'augmentation du niveau de vie qui a été trop forte à leurs yeux, de l'extension de la protection sociale qui a été trop lourde.

Ils pensent aussi qu'il y a trop d'étudiants. Ils pensent que la fiscalité est trop progressive. C'est tout ce qui a été conquis pendant des années qu'ils remettent en cause ! Ce qui a été conquis pas seulement en France, mais ce qui fait le mode de vie européen, la façon d'exister en Europe, et c'est bien entendu cela que nous défendons.

Seulement voilà, le progrès social ne peut plus être ce qu'il était car il y a la crise, le ralentissement des rythmes de production, les mutations technologiques, qui permettent à l'industrie de progresser mais en perdant des emplois, enfin la difficulté d'augmenter sensiblement les transferts sociaux.

C'est ici qu'il nous faut faire preuve d'imagination, qu'il nous faut concevoir autrement le progrès social en lui fixant de nouveaux objectifs comme la réduction de la durée du travail, le revenu minimum garanti, l'ouverture des universités, les revendications écologiques.

Mais naturellement, en face, si nous ne voulons pas être des démagogues, il faut qu'il y ait des contreparties. C'est cela la base d'un nouveau projet et je n'hésite pas à le dire, la base d'un nouveau contrat social qui ne peut pas être, comme on l'a dit très justement, un projet purement français, qui doit se développer dans un cadre européen avec les autres forces de la gauche européenne.

Ce projet, qu'il nous faut construire avec les autres, doit avoir des aspects très concrets, pratiques je dirai même chiffrés mais il doit avoir autre chose : il doit avoir un grand souffle. » ■

Isabelle Thomas

« Quand les étudiants se battaient contre la sélection, ils réconciliaient alors le pays avec son Université et, par-delà, avec son système scolaire. Ces milliers de jeunes lycéens, collégiens, qui rejoignaient les étudiants, étaient la plus belle réponse pratique donnée à ceux qui nous ont expliqué pendant plusieurs années que l'Ecole publique ne formait que des déclassés.

Oui, nous voulons l'école, car nous savons que c'est la seule manière de s'en sortir...

Répondre à cette aspiration, pour le parti socialiste, ce n'est pas simplement se limiter à une attitude contemplative, c'est construire un véritable projet éducatif.

Le pays est prêt à construire l'Université de 2 millions d'étudiants et veut que les moyens soient donnés à l'Ecole de la République. Pourquoi, par exemple, ne pas proposer qu'une taxe spéciale pour la formation, versée directement à l'Education Nationale, soit prélevée sur l'ensemble des transactions boursières et spéculatives qui sont si fructueuses en ce moment ? Avec seulement 5 F prélevés sur chaque transaction, ce serait plusieurs milliards de centimes pour l'Education Nationale. » ■

Marie-Andrée Jaubert

La droite a compris l'importance des DOM il y a longtemps, elle en a fait selon le mot de François Mitterrand, quand il était 1^{er} secrétaire du parti socialiste « des réserves giboyeuses pour safaris électoraux ». Le RPR les considère comme sa chasse gardée, essayant d'y faire fructifier son vieux fonds de commerce gaulliste. Raymond Barre rentre des Antilles, où arguant de sa qualité d'originaire de la Réunion, il a fait aux populations locales le coup du « je vous ai compris ». (...)

Les acquis de la politique socialiste dans les DOM sont mal connus, mais conséquents. La décentralisation que la droite tente de remettre en cause, en a été le plus fondamental exemple. Elle a permis de mettre fin à vingt-cinq ans de querelles sur le statut des DOM, permis au pendule qui oscillait entre assimilation et autonomie et même indépendance, de trouver un point d'équilibre. Désormais la nécessaire décolonisation des DOM au niveau économique, social, culturel, peut se faire dans le cadre de la France.

Autre acquis fondamental, la reconnaissance de l'identité culturelle des populations, je dirai mieux des peuples d'Outre-Mer, n'est pas un vain mot. (...)

Mais il nous faut aller plus loin dans la perspective d'un retour au pouvoir. (...) Les socialistes doivent aujourd'hui avoir un projet pour les départements d'Outre-Mer car s'il faut réparer les méfaits de la politique de la droite outre-mer, reconstruire ce qu'elle a détruit, il nous faudra aussi définir une politique pour nous attaquer aux fléaux endémiques dont souffrent les DOM et leurs populations. L'habitat précaire et insalubre, puisque deux familles sur cinq y sont mal logées. Le chômage qui frappe 37 % de la population active, le chômage qui frappe à La Réunion plus qu'il ne frappe dans aucun département français. ■

Patrick Menucci

« Pour que les électeurs qui ont rejoint le Front national, pour que ces électeurs reviennent vers nous, il faut qu'ils pensent que nous les représentons efficacement, que nous nous interposons entre eux et leurs propriétaires, entre eux et leurs patrons.

Il nous faut, dans ce cadre, avancer sur la question de la grande pauvreté au niveau national bien sûr, et sur ce point j'estime que nos propositions du minimum social garanti devraient être dans les propositions de notre futur candidat à la présidence de la République.

Dans nos communes aussi, car le tiers monde n'est pas à 2 000 kilomètres de nos villes, il nous faut ensuite tenir le terrain, remplir la fonction d'un véritable parti social démocrate. Cela suppose une présence plus active de nos militants dans les syndicats d'abord, moyens indispensables de la défense des plus faibles.

Il nous faut rompre le silence, briser la chape de béton qui obscurcit dans l'esprit de nombreux électeurs la véritable nature du Front national, et dans deux directions, tout d'abord en expliquant et en réexpliquant à quoi le fascisme conduit, et que c'est eux d'abord, les électeurs du Front national, qui seraient frappés les premiers.

Ensuite, il faut démontrer que le Front national n'est qu'un vulgaire parti politicien de droite qui vote les textes les plus antipopulaires présentés par Chirac. A aucun moment le Front national n'a défendu un travailleur, à aucun égard le Front national n'a défendu un ouvrier. » ■



Gilbert Bonnemaïson

La politique gouvernementale en matière de sécurité des biens et des personnes est considérée par nos concitoyens comme positive, bien que les principales mesures de lutte contre l'insécurité furent prises sous la gauche. Elles donnent maintenant leur plein effet. Ce hiatus est à la fois d'ordre culturel et de communication.

Nous devons renoncer au concours du plus fort. Nous devons nous convaincre et convaincre nos compatriotes que produire de la sécurité exige un travail collectif en profondeur couvrant l'ensemble des secteurs d'activité de notre vie sociale.

Au pouvoir ou dans l'opposition nous devons marquer notre différence avec une droite conservatrice en affirmant que la sécurité ne saurait s'obtenir à n'importe quel prix. La sécurité s'obtient par un respect de tous de l'Etat, de la démocratie qui ne peut être confisquée au nom de la raison d'Etat.

La sécurité ne se réduit ni à la police ni au seul terrorisme. Un délinquant, un criminel ne sont pas des terroristes. L'utilisation des moyens policiers doit être intelligente, réfléchie et non comme actuellement facile et dangereuse pour l'avenir de la qualité des relations entre la police et la population.

La sécurité ne se construit pas en dressant une partie de la population contre l'autre, en excluant les jeunes, et en interdisant aux plus défavorisés l'accès aux stages de réinsertion en les soumettant à la seule loi du marché.

D'autres réponses, d'autres solutions existent ; elles furent élaborées, mises en œuvre, appliquées par la volonté du président de la République sous la direction de P. Mauroy et de L. Fabius, Premiers ministres. Elles démontrent que la sécurité n'est pas à vendre. Nous sommes des témoins, des jurés mais nous ne serons pas des délateurs professionnels. La délation n'est pas la forme de civisme que nous devons proposer comme mode de vie à nos enfants.

En matière de sécurité, il y a le choix entre le tout répressif dont l'expérience et les résultats condamnent par avance le recours et le choix de notre politique qui repose sur une interpénétration complémentaire entre prévention, répression et solidarité.

Avoir une politique de sécurité pour nous, socialistes, c'est refuser l'arbitraire, les exclusions. C'est revendiquer l'intelligence de tous dans une réflexion, une mise en œuvre communes, c'est développer une méthodologie, élaborer une technologie, un savoir-faire dont les fondements sont la compétence et le respect des droits individuels et des libertés publiques.

Lionel Jospin approuvé par le Bureau exécutif entend que le Parti socialiste maîtrise les problèmes de sécurité. A cette fin, il est organisé une campagne nationale de réflexion qui doit être une rencontre des volontés et des diverses actions menées par chacun et des propositions de tous.

Aussi, je vous invite à multiplier dans le cadre de cette campagne tant des rencontres préparatoires que complémentaires avec 13 colloques régionaux. Nous démontrerons, ainsi, à chacun de nos concitoyens que la sécurité est d'abord un travail, du travail et que ce travail nous avons su et savons le faire avec comme objectif l'affirmation d'une société qui vit en sécurité dans la liberté. ■

Rapport de la commission politique économique : Dominique Strauss-Kahn

La Commission économique du Congrès a essayé de faire le point sur notre expérience et sur nos propositions.

D'abord, un constat : lorsque nous reviendrons au pouvoir, la conjoncture internationale ne sera pas bonne. On doit craindre qu'aucun des dérèglements actuels — taux d'intérêt trop élevés, fluctuations erratiques des monnaies — ne soit résolu. L'économie mondiale ne fonctionne pas bien. Nous devons donc, au moins pour partie, proposer des réformes de cet environnement international.

Deux aspects doivent être privilégiés. En premier lieu : la dette du tiers-monde dont près du tiers peut d'ores et déjà être considéré comme perdu. Le monde développé fait semblant de croire que les pays du tiers-monde pourront rembourser leur dette. Il n'en est rien. Le P.S. a fait dès 1984 des propositions pour qu'un abandon de créance soit organisé au niveau international. François Mitterrand, Président de la République, l'a évoqué lui-même, il y a quelques jours. Ces pays ne pourront pas rembourser, il ne faut pas le leur demander. Aucune morale au monde ne peut imposer que les hommes et les femmes d'Afrique Noire meurent pour rembourser la First City Bank.

Autre référence : l'Europe. Cela ne sert à rien de la construire si c'est pour offrir un marché aux autres grands pays industrialisés. Nous devons protéger le marché européen. Il ne s'agit pas d'être plus protectionniste que les Etats-Unis ou le Japon, mais certainement pas moins. Par ailleurs, construire l'Europe n'a de sens que si l'on veut maîtriser son avenir. L'Europe ne sera pas libérale, elle n'existera que si elle est socialiste.

Construire l'Europe, c'est aussi aller vers une union européenne. Une seconde étape doit être mise en œuvre, celle qui permettra de faire de l'ECU une monnaie de réserve. Cela suppose certains abandons dans nos

pratiques habituelles, mais on ne bâtit pas l'Europe en fermant dans ses frontières nationales.

A plus court terme, il faut aussi regarder vers 1992 et l'adaptation au grand marché, en particulier dans le domaine fiscal.

La Commission s'est beaucoup intéressée à ces questions. Notre projet fiscal est à l'opposé de celui de Chirac et de Barre. Nous rétablirons un autre équilibre entre l'impôt sur le revenu du travail et du capital, nous rétablirons un impôt sur les fortunes même s'il diffère en partie de celui qui a existé entre 1981 et 1986. Balladur en le supprimant a fait revenir la France des années en arrière. Dans des pays, loin d'être socialistes, comme la Suisse ou l'Allemagne, il y a un impôt sur le capital.

Le prélèvement sur le revenu c'est l'impôt, mais aussi les cotisations sociales. En France, elles sont particulièrement injustes, parce que dégressives. La voie pour parvenir à une plus grande égalité est tracée : asseoir le prélèvement sur l'intégralité du revenu et agir pour qu'il ne soit plus dégressif. Enfin, il faudra réformer la taxe d'habitation, l'impôt le plus injuste, et corriger la fiscalité des entreprises pour favoriser l'investissement et non plus les placements financiers. Notre politique budgétaire sera elle aussi à l'inverse de celle du gouvernement actuel : priorité à l'éducation et à la recherche, et non plus fausse rigueur, clientélisme et budget en trompe-l'œil.

La compétitivité économique qui aujourd'hui vacille dans notre pays, comme le montrent nos échanges industriels, ne sera retrouvée qu'avec plus de participation des travailleurs aux responsabilités dans l'entreprise. Les lois Auroux ont ouvert la voie. Resterons-nous un pays sous-dé-





loppé où les travailleurs sont tenus sous tutelle ? Les entreprises les plus performantes sont celles où les travailleurs ont le plus de responsabilités. Le plus grand réservoir de compétitivité économique réside dans l'association des travailleurs aux décisions qui les concernent, en particulier pour l'aménagement et la réduction du temps de travail. Il dépend de nous de savoir si cette diminution du temps de travail sera subie ou maîtrisée. Chacun sait que la croissance qu'il faut rechercher et les initiatives locales qu'il faut encourager ne suffiront, en aucun cas, à faire reculer le chômage. Le temps de travail doit donc être aménagé, notamment en allongeant la durée d'utilisation des équipements.

Tout cela ne se fera pas tout seul, cela ne se fera pas sans le Plan. Nous avons, dans le passé, beaucoup demandé au Plan sans vraiment réussir à tenir nos promesses. Pourtant le Plan est indispensable à un progrès socialiste, car si l'Etat ne doit pas tout faire, il a beaucoup à faire.

Aujourd'hui, il n'y a plus de conduite à moyen terme et encore moins à long terme de l'économie. Nous avons besoin d'un Plan pour organiser nos priorités, pour planifier nos réformes car la société ne s'organise pas seule, pas par le seul marché.

Hormis la démocratie, il n'y a pas de véritable consensus entre la gauche et la droite en France, et il ne peut y en avoir.

La gestion des conflits, des contradictions, des luttes qui existent dans la société française ne peut se faire qu'au travers du Plan. C'est dans le Plan que se traduira notre projet de conduire à gauche l'évolution de la société française.

Nous sommes un parti de transformation sociale. Certes, on ne transforme rien si on n'affirme pas une capacité de gestionnaire. Mais il ne servirait à rien, pour nous socialistes, d'avoir montré que nous étions capables de gérer si ce n'était pas ensemble pour transformer la société.

Rapport de la commission politique sociale : Jean-Paul Bachy

La « politique sociale » est un sujet très vaste. Nous avons choisi de limiter le débat à trois thèmes :

- l'emploi, le travail, les droits des travailleurs,
- la formation,
- la Sécurité sociale et la solidarité.

En ce qui concerne le premier point, l'accord a été unanime pour dénoncer l'ampleur des reculs résultant de la politique Chirac : multiplication des statuts précaires, des suppressions d'emplois, détérioration des conditions de vie et de rémunération, notamment dans les petites et moyennes entreprises.

Tout le monde a dénoncé la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Faut-il pour autant, si nous retournons au gouvernement demain, revenir purement et simplement à la législation antérieure ?

Une majorité d'entre nous pensait que non.

Mais le parti doit élaborer des propositions pour que le licenciement ne soit plus une liberté laissée au seul patronat de se faire justice lui-même.

Sur les lois Auroux nous avons pensé que le Parti devait aussi formuler des propositions permettant notamment de conforter le droit d'expression et le droit syndical dans les entreprises. Par ailleurs, deux autres idées ont été évoquées.

La première c'est la relance nécessaire des politiques de conversion, qui doivent accompagner le processus de modernisation, et concrétiser la solidarité nationale par rapport aux régions et aux secteurs de crise.

La deuxième idée concerne les entreprises publiques : elles n'ont manifestement pas joué toujours pleinement leur rôle de locomotives du progrès social. Elles ont réussi industriellement, elles ont réussi financièrement, mais leur bilan social laisse à désirer. Demain, si nous reprenons les rênes, la volonté doit être beaucoup plus nette de voir les entreprises nationalisées jouer un rôle exemplaire en matière d'emploi, de politique salariale et de droits des travailleurs.

Le deuxième grand volet de nos débats a porté sur la *formation*. La formation, l'éducation permanente, doit être un investissement essentiel pour les salariés, mais aussi pour les entreprises.

Quand en RFA les entreprises donnent 5 francs à la formation, en France elles ne donnent qu'un franc. Premier préalable, donc, dégager des moyens.

Deuxième préalable, contrôler démocratiquement ces moyens, car on sait bien qu'en matière de formation, beaucoup d'argent va on ne sait où. Comment contrôler par une négociation et une meilleure articulation entre

syndicats et entreprises la réalité des contenus et la finalité de la formation professionnelle ? C'est sans doute un des enjeux essentiels pour demain.

Dernier point, le *crédit formation*. Nous nous sommes ralliés à cette idée qui nous a paru un élément intéressant pour donner aux laissés pour compte de l'enseignement initial, une deuxième chance. Cela ne signifie pas bien entendu qu'il faille sacrifier l'enseignement de départ. Au contraire.

L'éducation permanente pour les socialistes aujourd'hui doit être aussi importante que l'a été l'instruction publique pour les républicains d'hier.

Le troisième thème abordé a été celui de la Sécurité sociale. Là aussi l'unanimité s'est faite aisément contre la politique de la droite : austérité du plan Séguin sur le dos des personnes âgées, des handicapés, des malades de longue durée, tandis qu'on aide à l'embauche des personnels de maison dans les milieux les plus favorisés.

Plus globalement, la politique de la droite reflète une conception de la société que nous ne pouvons admettre. A l'idée d'une protection sociale individuelle, inégalitaire, nous devons opposer l'idée d'une protection sociale collective et solidaire.

La solution, c'est d'abord la maîtrise des coûts, une plus grande rigueur dans la tarification des actes médicaux et aussi la rationalisation de la gestion de la Sécurité sociale.

Il reste les problèmes structurels et de long terme, liés notamment à l'évolution défavorable de l'équilibre actifs-inactifs. Pour y voir clair les socialistes devraient contribuer à une opération vérité des coûts de la Sécurité sociale et des mécanismes de redistribution : qui paie quoi en matière de cotisations, et qui touche quoi en matière de prestations ?

La défense de la Sécurité sociale doit faire l'objet d'une campagne très active du parti socialiste.

Il y a, d'abord le lancement dès ce Congrès de notre pétition nationale.

Il y a au-delà la nécessité de tenir partout dans les semaines qui viennent des conférences de presse, des tables rondes, multiplier les interventions pour mobiliser en profondeur l'opinion contre l'opération publicitaire des Etats généraux qu'a lancée M. Séguin.

Le Parti socialiste doit porter le débat sur l'avenir de la Sécurité sociale devant la population.

Nous avons enfin évoqué quelques problèmes spécifiques. Il ne faut pas laisser la droite remettre en cause l'acquis de la retraite à 60 ans.

Sur le corps médical, il faut faire évoluer les rapports entre médecins et usagers, voire les rapports au sein du corps médical lui-même. Les



socialistes continuent de demander la suppression de l'Ordre des Médecins.

Sur le minimum social enfin nous disons oui, mais sans se dissimuler les problèmes : Comment financer ? Quelle part revient à l'Etat ? Quelle part aux collectivités territoriales ? A qui doit-on donner ? Est-ce à la cellule familiale ou est-ce à l'individu ?

Enfin, comment éviter que cette forme de minimum social ne devienne un mécanisme d'assistance, avec les risques que cela représente ? Sans doute faut-il lier cette idée de minimum social à une activité ou à un effort de formation.

Sur le terrain de la politique sociale, comme ailleurs, il y a offensive de la droite. Dans quelques jours à peine, va venir à l'Assemblée le texte Séguin sur la flexibilité du temps de travail. Le patronat vient d'engager une offensive contre le SMIC.

Nous devons nous y opposer.

La lutte pour l'emploi ne doit pas être le sous-produit des choix économiques. Elle doit être la finalité et nous devons faire nôtre le mot d'ordre de François Mitterrand en 1981 : « d'abord l'emploi ».

Deuxième objectif : la solidarité. Les socialistes ne peuvent tolérer une société à deux vitesses, l'exclusion et la misère.

Troisième objectif : la responsabilité collective qui suppose la négociation, un rôle accru des partenaires sociaux, le partage du pouvoir dans l'entreprise.

Emploi, solidarité, démocratie économique, telles sont finalement les trois idées-force qui ressortent de nos travaux et qui pourraient demain constituer les axes d'une remobilisation du parti sur le terrain du monde du travail. ■

Rapport de la Commission Problèmes de société et vie quotidienne : Marie-Claude Vayssade

Parmi le champ très vaste que couvrirait ce forum, seuls quelques problèmes ont été abordés.

La plus grande partie du débat a été consacrée à l'immigration ce qui a permis un échange très approfondi entre les participants, notamment entre des élus et des maires de villes où vivent beaucoup d'immigrés.

Une très grande convergence est apparue non seulement sur l'analyse du phénomène mais sur des propositions concrètes qui devraient être celles du parti socialiste.

Le maître mot de ces propositions, qui est d'ailleurs dans la motion de synthèse du Congrès, est « intégration » (ce qui ne veut pas dire assimilation). Il a été aussi souligné que les problèmes des immigrés, avec des aspects spécifiques, étaient un des aspects du problème plus vaste de l'intégration de tous les gens en situation précaire.

Parmi les propositions concrètes, complément et prolongement des mesures déjà mises en œuvre par le gouvernement socialiste et des municipalités socialistes, nous pouvons retenir ces points principaux :

- 1) Le rôle de l'école et les réformes pédagogiques indispensables pour assurer un meilleur accueil et les rattrapages nécessaires.
- 2) Le cadre de vie et conditions de logements. Quand le logement s'améliore le problème d'accueil et de voisinage se simplifie. Il faut y ajouter les équipements collectifs.
- 3) Les mesures générales emploi formation professionnelle y compris pour les femmes.
- 4) Nationalité et citoyenneté.

● Réaffirmation de notre opposition à la réforme Chalandon du code de la nationalité (et même proposition faite d'un code plus libéral).

● Citoyenneté, il y a une double proposition :

— incitation à l'inscription sur les listes électorales de ceux qui ont la nationalité française ;

— affirmation du rôle de la citoyenneté dans l'intégration pour les « étrangers ». Le forum s'est prononcé pour le droit de vote aux élections locales et souhaite que ce point redevienne un élément du programme socialiste.

beaucoup d'autres points ont été évoqués. Le forum a demandé qu'une journée nationale du parti soit consacrée aux problèmes de l'immigration.

Il 4 autres problèmes ont été abordés : pauvreté, délinquance, audio-

visuel, sida, nouvelles techniques de reproduction. Le forum n'a pas eu le temps de faire un vrai débat. C'est donc plus des déclarations qui ont été faites.

a) Pauvreté. Georgina Dufoix a tenu à rappeler que la pauvreté ne relevait pas uniquement de la politique sociale mais était un problème de société qui se posait en termes de droits de l'homme, d'exclusion et en termes culturels c'est-à-dire en termes de qualité de notre démocratie.

b) Sur la délinquance. Gilbert Bonnemaison a rappelé notre attachement à la prévention qui peut se faire à travers des commissions mais doit surtout se faire à travers une politique globale qui empêche les exclusions et les marginalisations. Il ne s'agit donc pas simplement de renforcer la police ou de construire des prisons, mais d'un effort national dans tous les domaines de la vie sociale.

c) L'audiovisuel. Pendant 5 ans la gauche au pouvoir avait créé des espaces de liberté (radios libres, secteur privé télé, Haute Autorité...).

Aujourd'hui, tout est démolé et verrouillé. Il faut recommencer la lutte pour le pluralisme et l'indépendance des professionnels de l'information garante de ce pluralisme.

d) Sida et liberté. Les réactions actuelles autour du problème du sida sont porteuses de risques. Il y a des risques d'atteintes aux libertés, risques d'isolement de certaines catégories dites à risques, risques que les efforts que nous avons faits vis-à-vis de certaines parties de la population ou certains groupes qui avaient le droit de vivre leurs différences ne soient anéantis, risques d'un discours moral qui revient fortement à la mode, risques aussi très concrets pour le droit au travail, au logement, la liberté de circulation.

e) Problèmes de bioéthique qui se posent aujourd'hui à la fois au début et à la fin de la vie.

— Techniques de fécondation médicalement assistées qui remettent en question la paternité et la maternité, le rôle du biologique et le rôle de l'éducation. Allons-nous vers une société qui connaîtra des banques d'embryons et choisira le sexe de ses enfants, fera des manipulations génétiques ?

— Problèmes de l'euthanasie : aide devant la douleur et la mort ; droit de choisir sa mort, expérimentation, etc...

Le parti doit rapidement réfléchir et apporter des réponses à ces





différentes questions qui touchent à la conception même que nous avons de l'être humain.

Ce résumé a gommé beaucoup des richesses du débat. Il faut en

conclusion, souligner que le fil conducteur de toutes les interventions a été la défense de la démocratie et des libertés.

Les propositions que nous devons faire dans les mois qui viennent, devront s'appuyer sur ces idées simples : les droits de l'homme pour tous, la démocratie pour tous, la liberté pour tous. ■

Rapport de la Commission des Résolutions : Marcel Debarge

Qu'il me soit permis d'entrée de jeu de remercier tous ceux qui ont collaboré par leur travail aux travaux de la Commission des Résolutions. Ils l'ont fait d'une manière efficace et militante. Je veux parler ici de Yannick Bodin, de Jérôme Lambert, de Gilles Carasso, de Jean-Marcel Bichat, de Jacques Hélary, de Françoise Roby et de Claire Frange. A travers eux je me permets d'ajouter, puisque j'ai présidé le Comité d'organisation et de préparation de ce Congrès, tous les camarades permanents du parti qui ont agi avec efficacité non seulement dans la préparation de ce Congrès mais d'une façon constante au siège du parti. Je n'ajouterai que quelques remerciements, je suppose que le Premier Secrétaire aura l'occasion de revenir sur ce sujet, à la fédération du Nord aux socialistes du Nord et du Pas-de-Calais.

La Commission des Résolutions a traité en premier lieu de la déclaration de principes. Sur ce sujet, elle a confirmé à l'unanimité l'avis du Bureau exécutif et estimé que le texte publié dans le Poing et la Rose n'est pas satisfaisant et n'a pas été discuté dans les sections et les fédérations. La Commission des Résolutions, toujours unanime, estimant que la déclaration de principes constitue un texte fondamental de notre parti, considère que son éventuelle réécriture est l'affaire de tout le parti. Elle demande donc que le Comité directeur du parti détermine les procédures qui, le moment venu, créeront les conditions nécessaires aux débats et à la consultation des militants sur ce sujet.

Je vais maintenant m'employer à vous rendre compte de la manière la plus courte et la plus objective possible de l'examen dont a fait l'objet le texte d'orientation, texte unique proposé unanimement.

Un certain nombre d'amendements nous sont cependant parvenus par l'intermédiaire des fédérations. C'est avec l'esprit de synthèse que nous les avons étudiés avec la volonté partagée de prendre en compte tous ceux qui allaient dans le sens d'une amélioration de notre motion d'orientation. Certains n'ont pas été retenus, à la suite d'une décision unanime, soit parce qu'ils reprenaient des idées déjà exprimées dans notre motion, soit parce que leur caractère a été jugé trop spécifique pour figurer dans une motion générale d'orientation. Pour autant certains de ces amendements seront transmis aux organismes dirigeants du parti.

En ce qui concerne les amendements qui développaient, en restant dans le sens de la motion, une idée nouvelle et qui ont fait l'objet d'un vote unanime, la Commission des Résolutions vous propose de les intégrer au texte d'orientation. Ils sont au nombre de 5. *Marcel Debarge donne lecture des amendements retenus par la Commission des Résolutions. Le Congrès les approuve à l'unanimité.*

(...) La Commission des Résolutions unanime vous a demandé d'approuver le texte d'orientation amendé* qui doit servir de référence permanente à notre action. Nous avons décidé ensemble dès le début que ce texte serait un texte de synthèse, nous avons décidé, notamment en fonction des échéances politiques, qu'il nous fallait rassembler la gauche en commençant par rassembler notre parti. Les batailles futures exigent plus que jamais un parti en ordre de marche, une direction nationale solidaire autour du Premier Secrétaire qui sera désigné par le Comité directeur lundi. Le texte que vous avez adopté nous engage tous, il nous faut maintenant l'appliquer sur le terrain, il nous faut combattre la droite avec force, intervenir dans le combat pour une vie quotidienne meilleure, être en permanence en position offensive contre notre adversaire la droite. Notre rôle essentiel est de rassembler à gauche afin de créer la dynamique permettant notre retour aux affaires du pays. Enfin en permanence nous saurons affirmer notre soutien au président de la République, François Mitterrand.

Nous sommes la première force politique de gauche, nous sommes la première force politique de France et ces deux faits nous créent des responsabilités particulières. Camarades, ce Congrès a été vivant parce que nous sommes un parti de vie. Cette énergie qui est en nous, nous allons l'utiliser, comme nous savons le faire, j'en suis persuadé, pour gagner les échéances futures. ■

* Les amendements adoptés au Congrès apparaissent en gras dans le texte de la motion nationale d'orientation pages 3 à 12.

Délégations étrangères présentes au Congrès de Lille

EUROPE

Autriche, SPOE. Belgique, SP. Belgique, PS. Danemark, SDP. République Fédérale d'Allemagne, SPD. Grèce, PASOK, PCI. Irlande, Labour Party. Italie, PSDI, PSI, PCI. Luxembourg, POSL. Pays-Bas, PvdA. Norvège, DNA. Portugal, PS. Espagne, PSOE. Suède, SAP. Suisse, PS. Chypre, EDEK. Turquie, SHP.

PARTIS EN EXIL

Tchécoslovaquie, CSDP. Estonie, ESP. Lettonie, SDPL. Pologne, PSP. Yougoslavie, YSP.

ORGANISATIONS ASSOCIÉES

Union des PS de la CEE. Comité Sportif International du Travail. Groupe Socialiste Parlement Européen. Union Internationale des Enseignants Socialistes. Mouvement sioniste international. Secrétariat de l'Internationale Socialiste.

AMÉRIQUE DU NORD

Canada, Parti québécois.

ASIE

Afghanistan, Djamat Islami. Chine, PCC. Corée du Nord, R.P.D. Kampuchéa, Sihanoukiste. Inde, Parti du Congrès. Japon, PSJ. Sri Lanka, Mahajana-Ek-sath-Peramuna.

TUNISIE

Tunisie, PSD, MUP. Maroc, USFP. Algérie, FLN. Sahara Occidental, Front Polisario. Mauritanie.

MOYEN ORIENT

Egypte, Ambassade. Irak, BAAS, UPK. Iran, PDKI. Iran, Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme en Iran. Liban, PSP. Palestine, OLP. Israël, Parti Travailiste, MAPAM.

PAYS DE L'EST

Bulgarie, PC. Roumanie, PC. Hongrie, PSOH. Yougoslavie, Ligue des Communistes Yougoslaves, Alliance Socialiste du Peuple Travailleur. République Démocratique Allemande, SED. Pologne, Solidarité. Tchécoslovaquie, Charte 77. U.R.S.S., PC, X, Comité Unifié « Sauver Sakharov ».

AMÉRIQUE LATINE

Argentine, UCR, PSP. Bolivie, MIR. Bolivie Libre, Chili, PR, PS NUNEZ. Pérou, APRA, PSR. Uruguay, PS.

AMÉRIQUE CENTRALE

Salvador, MNR, FDR/FMLN, MPSC. Guatemala, URNG. Mexique, PSUM. Nicaragua, FSLN. Cuba, PC. Haïti, PANPRA.

AFRIQUE

Sénégal, PS. Burkina Faso, FPV. Mozambique, FRELIMO. Tanzanie, CCM. Zimbabwe, ZANU. Angola, MPLA. Zambie, UNIP. Botswana, BDP. Tchad, UNIR. Congo, PCT. Afrique du Sud, ANC. Namibie, SWAPO.



Rapport Contentieux et Statuts : Daniel Vaillant

1. Réintégrations

La Commission des Résolutions sur proposition de la Commission Contentieux mise en place lors de notre Congrès, après avoir pris connaissance de l'avis des sections et des fédérations concernées, propose au Congrès les décisions suivantes :

— Dans l'Aude : la réintégration d'Emilienne Lacruz de la section de Carcassonne.

— Pour ce qui est des trois demandes individuelles dans la fédération du Gard, la Commission des Résolutions estime qu'il y a lieu de demander à la fédération de réexaminer cette question de façon précise et d'émettre un vote afin qu'une prochaine instance qualifiée du parti se prononce sur la réintégration de trois camarades de la section de Congénie.

— Dans la Mayenne, il vous est proposé d'accepter la réintégration de 13 camarades : André Pinçon, Serge Rillie, Yves Patoux, Serges Hegly, André Saget, Denise Lhuissier, Remy Gelot, François Morin, Jean-Charles Beucher, Charles Martin, Claude Leblanc, Jacques Lucazeau, Claude Buard.

— Dans l'Orne, les 14 réintégrations de Denise François, Jean-Claude Lecamus, Pierre Mauger, Jean-Claude Pavis, Lucien Gautier, Pierre Pavis, Ginette Forger, Michel Lambert, Philippe Baratte, Marie-Rose Marty, André Grudet, Jacques Nortier, Jean-Pierre Pelletier, Jean-Claude Lemièr.

— Dans le Nord, il est proposé les 2 réintégrations d'Hubert Dumur et de Daniel Forceville.

— Dans la fédération de Seine-Saint-Denis, les 9 réintégrations de Lucien Serressèque, Gérard Chabrier, Claude Cuillerai, Françoise Cuillerai, Christiane Guarch, Michel Labourdette, Hervé Lamerre, Danièle Lastennet-Sciaux, Michèle Brunner.

— Pour la fédération de Haute-Savoie : sur les 6 demandes de réintégration, la Commission des Résolutions s'est prononcée à la majorité moins huit abstentions. Il est donc proposé la réintégration de cinq camarades : Jacques Poulet, Pierre Marchal, François Aunis, Jean Nivet, Misa Lecorre ainsi que de Georges Séguin qui avait été, lui, exclu à une autre période. Je précise qu'à la demande de la fédération, nous confirmons que ces camarades réintégrés doivent respecter l'appartenance exclusive au parti socialiste. Il y a lieu de se conformer à l'article 3 de nos statuts régionaux.

— Dans la Seine-Maritime : il y avait 12 demandes de réintégrations émanant de personnes exclues de la section du Canteleu. Compte-tenu de l'avis négatif de la fédération, la Commission des Résolutions n'a pas cru devoir retenir la possibilité de réintégrer ces douze personnes.

— Dans la Somme : il est proposé de réintégrer 8 personnes : Andrée Pecque, Christine Pecque, Jean Patte, Jean Collonviller, Marcelle Collonviller, Léon Delacherie, Roberte Delacherie, Patrick Fourmanoir. Il a été décidé à la Commission des Résolutions de ne pas accepter la réintégration de Michèle Labrousse et François Delost sur avis de la Commission exécutive de la Somme.

— Dans le Tarn-et-Garonne : il est proposé de réintégrer 10 camarades : Max Andréis, Raymond Berthier, Maurice Bonnal, Robert Descazeaux, Hubert Gouze, Jacques Moignard, Jean-Paul Nunzi, Hervé Sabatie, Jacques Santoul, Annick Sarraut.

— Enfin il n'a pas été proposé de réintégrer 4 personnes de la section de Poissy dans les Yvelines car il y avait un avis négatif et de la section et de la fédération. (Approuvé à l'unanimité.)

2. Statuts fédéraux

La Commission des Résolutions propose au Congrès de donner acte de la conformité aux statuts nationaux de leurs statuts fédéraux aux fédérations des Hautes-Pyrénées, du cantal, de la Haute-Loire et de la Martinique, sous réserve toutefois de quelques modifications en ce qui concerne les trois dernières. (Approuvé à l'unanimité.)

3. modification des statuts nationaux

(...) Nous avons à examiner des propositions de modifications statutaires et réglementaires sur la base de ce qui avait été publié dans le Poing et la Rose des contributions. Suite au rapport effectué par Yannick Bodin au nom de la Commission de Vérification des Mandats, la Commission des Résolutions a examiné les dix propositions de modifications des statuts et du Règlement Intérieur et propose au Congrès, conformément à l'article 88 de nos statuts nationaux, les décisions suivantes :

Proposition n° 1 présentée par le Bureau exécutif unanime concernant 15 articles des statuts et 13 articles du Règlement Intérieur : ayant pris connaissance du résultat du vote indicatif (75,69 % des mandats), la Commission des Résolutions unanime vous propose d'accepter cette proposition. (La proposition n° 1 est adoptée à l'unanimité.)

Les propositions 2 et 3 concernant le quota des femmes : ayant pris connaissance du vote indicatif (41 % des mandats) et après un échange de vues sur cette question, la Commission des Résolutions n'a pas retenu ces propositions par 37 voix contre, 14 voix pour, dix abstentions, deux refus de vote. Les propositions 2 et 3 sont rejetées par 218 voix contre, 184 voix pour, 64 abstentions.

Proposition n° 4 sur l'obligation d'être à jour de ses cotisations d'adhérent et d'êlu pour être candidat à une élection (Seine-et-Marne) : cette proposition a obtenu 71 % des mandats en vote indicatif, et la Commission des Résolutions propose au Congrès son adoption. (La proposition n° 4 est adoptée.)

Proposition n° 5 concernant la division des sections de plus de 250 adhérents : cette proposition a obtenu 33 % des mandats. La Commission des Résolutions, à l'unanimité, propose de ne pas l'adopter. (La proposition n° 5 est rejetée.)

Proposition n° 6 concernant la tenue des Conventions départementales avant chaque Convention nationale : 50,03 % des mandats se sont portés en faveur de cette proposition. La Commission des Résolutions vous propose à l'unanimité de l'adopter. (La proposition n° 6 est adoptée.)

Proposition n° 7. Il s'agit de l'élection des responsables du MJS. Le vote indicatif a donné 46,81 % des mandats pour cette modification. Après débat, la Commission des Résolutions propose à la majorité moins 1 contre et 5 abstentions, l'adoption de cette modification. Je précise que cela ne concerne pas le fonctionnement du MJS en tant que tel, mais l'élection de ses responsables. La Commission des Résolutions a émis le vœu qu'un prochain Comité directeur examine au fond la question plus globale du MJS, en concertation avec les militants Jeunes. (La proposition n° 7 est adoptée.)

Proposition n° 8 ayant trait à la procédure de référendum d'initiative militante : le vote indicatif a donné 38,98 % de pour. La Commission des Résolutions n'a pas retenu cette proposition à la majorité (moins 3 pour et





12 abstentions), estimant qu'une telle modification serait de nature à remettre en cause les principes sur lesquels s'appuie le fonctionnement démocratique de notre organisation. (La proposition n° 8 est rejetée.)

Proposition n° 9 visant à préciser comment doivent être notifiées les décisions des Commissions fédérales de conflits. Le vote indicatif est de 50,47 % de pour. La Commission des Résolutions à l'unanimité vous propose son adoption (La proposition n° 9 est adoptée.)

Enfin, proposition n° 10 concernant la partition des sections de 200 adhérents. Le vote indicatif est de 27,43 % de pour. A l'unanimité, la Commission des Résolutions vous demande de ne pas retenir cette proposition (La proposition n° 10 est rejetée.)

4. Fédérations

Enfin, la Commission des Résolutions saisie de quelques litiges fédéraux concernant la composition des Commissions exécutives fédérales, est à l'unanimité parvenue à un accord qui met un terme à ces difficultés.

Le Secrétariat national aux Fédérations sera chargé de veiller à la bonne application de ces décisions.

Il demeure deux questions liées à des recours dans deux Fédérations : la Moselle et les Pyrénées-Orientales. La Commission des Résolutions propose que le Comité directeur qui se réunira lundi 6 avril 1987 soit mandaté pour prendre les dispositions utiles au règlement de ces deux contentieux. (Adopté.) ■

Rapport de la Commission politique étrangère et défense : Edwige Avice

La paix et la sécurité de la France dépendant pour une large part de ses alliances et des orientations de sa politique extérieure, il a paru très naturel de lier les questions de défense et d'affaires étrangères. Trois préoccupations principales ont été évoquées : la première est que l'Europe est notre nouvelle frontière, notre avenir ; la seconde est que nous devons conforter les conditions de la paix en France, en Europe et dans le monde, en maintenant conjointement une stratégie de dissuasion et de désarmement ; la troisième est que nous devons réaffirmer notre solidarité par rapport aux pays du Sud.

L'Europe la nouvelle frontière

Construire l'Europe, une Europe politique est une perspective à long terme à laquelle s'attachent résolument les socialistes. Il y a, pour cela, à résoudre des obstacles institutionnels en passant par des étapes obligées. La gauche au pouvoir a été résolument favorable à l'élargissement de la communauté européenne à l'Espagne et au Portugal et à l'Acte Unique Européen. Bien des pas restent à franchir pour rendre plus homogènes, la politique étrangère, les institutions, développer en commun la recherche et la technologie, la communication, la formation de la jeunesse et la culture.

Cette Europe ne sera forte que si elle repose sur une volonté politique, sur le raffermissement du pilier franco-allemand entre autres, sur une coopération sincère des douze pays. Il serait utile de promouvoir une plate-forme de la gauche européenne parce que l'Europe est aussi celle de la vie, celle des citoyens, celle des forces sociales.

Assurer la paix = dissuasion et désarmement

Pour protéger nos valeurs socialistes, valeurs de liberté et de solidarité, nous devons assurer la paix. Celle-ci repose sur la crédibilité de notre dissuasion et sur l'appui de tout effort de désarmement. Notre option de fond, la dissuasion, nous conduit à une continuité dans l'effort de défense,

tant dans ses aspects techniques que budgétaires. Nous devons aussi être vigilants pour que cette doctrine de la dissuasion ne dérape pas, notamment en ce qui concerne les armes préstratégiques qui risquent de glisser vers des armes du champ de bataille.

Notre dissuasion n'est pas négociable, c'est le prix de sa crédibilité. C'est pourquoi, si nous sommes favorables au désarmement, celui-ci doit être contrôlé et réaliser un équilibre au plus bas niveau possible. La réduction des armements des deux superpuissances, tant nucléaires que conventionnels, doit atteindre un niveau significatif avant que nous y participions, sinon nous serions le jouet d'un jeu de dupes.

En ce qui concerne les négociations actuelles dites « l'option zéro », le faux débat sur le découplage doit être évacué. Il relève d'un choix politique éventuel des USA et de la confrontation des forces, même si l'idée de découplage peut être dans les têtes. L'Europe jusqu'à présent n'a jamais été défendue par les seuls Européens. Il faut réaffirmer avec force que l'Europe n'est pas un protectorat. Si l'alliance avec les Etats-Unis est nécessaire et n'est pas remise en cause, il s'agit de rechercher les conditions d'une défense de l'Europe. Pour cela, le pilier franco-allemand est indispensable, sans pour autant exclure le rapprochement avec la Grande-Bretagne et les autres Etats d'Europe.

La solidarité Nord-Sud

La troisième idée force de la politique étrangère des socialistes est l'élargissement de la solidarité Nord-Sud. Nous réaffirmons nos deux options : la première, c'est de revoir la stratégie du développement, la seconde de définir les moyens de la solidarité. La situation s'est dégradée au point de devenir catastrophique dans de nombreux pays du monde : la dette dépasse mille milliards de dollars, dont 144 milliards pour la seule Afrique. Trois idées sont à promouvoir : la remise totale ou partielle de la dette, la révision du cours des matières premières, l'intervention en faveur des droits de l'homme, notamment par la lutte contre l'apartheid. Ces idées trouveront une application plus efficace si elles sont promues par une Europe unie dans la solidarité.

L'Europe, la paix, la solidarité tracent quelques-uns des contours d'un projet politique, non seulement pour nous mais aussi pour la génération qui nous suit. Il y a là des causes à défendre, de grands desseins à mettre en œuvre et aussi des raisons d'agir et d'espérer. ■

RASSEMBLEMENT NATIONAL

DU 5 AVRIL

Le Congrès s'est achevé par un grand rassemblement des socialistes à Lille placé sous la présidence de Pierre Mauroy. Vingt mille militants ont ainsi entendu le message du Président de la République, François Mitterrand, et l'allocution de clôture du Premier secrétaire, Lionel Jospin.

« Vous êtes venus par milliers entendre le message de notre Parti, celui de l'espoir et de la reconquête. Vous êtes venus pour une grande idée : le socialisme, une idée qui fait son chemin, le chemin du cœur et de la raison.

Le chemin de Guesde, de Jaurès, qui se sont rencontrés à Lille, le chemin du premier maire socialiste de la ville, Gustave Delory, le chemin de Léon Blum, de Roger Salengro, de Léo Lagrange, de Guy Mollet, ton chemin Augustin Laurent qui nous fait la joie d'être parmi nous aujourd'hui... le chemin du cœur et de la raison, le chemin de François Mitterrand, venu à Lille pour son premier meeting, ici même... en novembre 1965... le chemin du Congrès d'Epinay en 1971, le chemin de François Mitterrand et le nôtre, celui de l'inoubliable victoire du 10 mai 1981... celle de la liberté, de la solidarité et de la dignité des hommes et des femmes, celui du 1^{er} gouvernement de l'Union de la gauche que j'ai animé, celui du gouvernement de gauche de Laurent Fabius, le chemin de notre légitimité acquise par l'exercice du pouvoir pendant toute une législature pour la première fois de notre histoire. Le chemin du cœur et de la raison, le chemin de celui qui est le Président de la République de tous les Français à qui nous disons notre confiance, notre amitié, notre affection.

Le chemin du cœur et de la raison, celui de l'avenir avec François Mitterrand. Il vous appartient, il nous appartient de le poursuivre aujourd'hui et demain... »

Pierre MAUROY

Lionel Jospin

Notre Congrès s'achève ce matin, après deux jours de débats et de propositions, le silence n'a régné nulle part, heureusement, ni sur les idées, ni même parfois dans les travées. (...)

Nous sommes là, rassemblés, tournés vers l'avenir, nous ne sommes pas des produits de l'instant mais au contraire les héritiers d'une longue histoire qui est celle du socialisme. (...)

Sans mémoire, le présent est incompréhensible et l'on n'a rien à dire sur l'avenir.

Nous sommes, en 1987, à la mi-temps de mars 1986 et de mai 1988 si l'on raisonne en temps politique, nous sommes au cœur d'une période d'interrogation sur le destin de nos sociétés européennes si on pense sur un temps plus long, et c'est à nous de dire où vont ces sociétés et ce que peut leur apporter le socialisme. (...)

J'ai proposé d'avancer ce Congrès au mois d'avril pour que le parti soit en ordre de marche, orientations fixées, direction mise en place, un an avant l'élection présidentielle ; c'est dire combien cette échéance est importante. Mais elle ne doit pas être l'exclusive préoccupation, il nous faudra derrière l'élection présidentielle penser à gouverner ou à assumer de rester dans l'opposition. Il nous faudra peut-être mener une élection législative et en tout cas préparer derrière elle la reconquête des cantonales de 1988 et les municipales de 1989.

Au-delà, nous devons également concrétiser la synthèse de nos deux cultures politiques, celle du pouvoir et celle de l'opposition, et préparer notre idée du socialisme pour les années 1990. (...)

La synthèse, je l'ai voulue profondément et en même temps j'ai, sinon une inquiétude en tout cas une interrogation pour l'avenir de nos débats. Pourra-t-on désormais organiser des discussions dans le parti sans disputes et déchirements ? Pourra-t-on réaliser notre unité sans qu'on soit

obligé, par discipline ou par précaution, de recourir à des unanimités forcées ?

C'est un peu l'avenir de nos discussions dans notre formation politique qui est posé, car si nos militants ne veulent pas être jetés dans les Congrès en cohorte, les uns contre les autres, ils ne sont pas non plus toujours fervents des motions unanimes. Il faudra donc y penser sérieusement pour nos prochains congrès. En tout cas, à l'issue de celui-ci, je constate qu'on n'a pas besoin d'être divisé pour penser...

Nous aborderons la prochaine échéance politique dans une situation très différente qu'en 1965, 1974, 1981. Le Président de la République en place est socialiste et nous avons gouverné cinq ans.

Qui ne voit le poids dont pèse dans la vie politique française François Mitterrand ? Qu'en matière de défense ou de politique étrangère, ce soit la constitution qui lui assure la prééminence, c'est clair, mais dans la vie politique intérieure où le gouvernement de droite dispose de l'essentiel des compétences, c'est à son sens de l'Etat, c'est à son expérience, c'est à sa personnalité, c'est à l'équilibre de ses positions sur les grandes questions qui touchent le pays qu'il doit sa présence forte et la confiance qui lui est faite.

Je voudrais que cette fois, nous adressions au Président en exercice un message en retour : « Cher François Mitterrand, issu de nos rangs, vous n'avez pas été oublié, choisi par le peuple, vous êtes, depuis six ans, le Président de tous les Français et nous en sommes fiers. Votre action, vous l'avez conduite depuis 1981 dans le respect de l'intérêt général et en restant fidèle à vos convictions qui sont aussi les nôtres.

De Lille, où nous sommes tous ensemble réunis pour ce nouveau Congrès, nous tenons à vous redire notre confiance, notre soutien à votre action et notre amitié. »





Notre bilan

L'autre élément, c'est la durée de notre action gouvernementale récente : nous avons dirigé le pays cinq ans.

En mars 1986, notre bilan, nous l'avons défendu, Laurent Fabius et moi-même, avec vous tous, dans une campagne que nous avons dû mener sur la défensive.

... Notre action gouvernementale se réévalue aujourd'hui dans l'esprit des Français, le positif l'emporte désormais sur le négatif ; notre politique est jugée plus favorable que celle de la droite, comme quoi le souvenir d'une action peut être différente de son vécu.

Nous ne devons pas nous contenter d'attendre que bouge progressivement l'opinion des Français à propos de notre passage au pouvoir, il nous faut faire nous-mêmes un travail d'autoanalyse, et c'est pourquoi je propose, dans ce Congrès, et c'est ma première proposition, que dans les deux mois qui viennent se tienne une réunion commune du Comité directeur et du groupe parlementaire, afin de faire cette évaluation de notre passage au pouvoir.

Car nous avons perdu les élections de mars 1986 et il doit y avoir à cela des raisons. Nous avons réalisé de grandes réformes, et pour certaines on ne pourra pas aisément s'en écarter : décentralisation, retraite à 60 ans, abolition de la peine de mort... Pour d'autres, les remettre en cause signifie une formidable régression, c'est le cas pour le secteur de l'audiovisuel sur lequel le pouvoir politique met la main, c'est le cas pour certaines privatisations sur lesquelles les amis du pouvoir politique mettent la main.

Notre bilan économique après cinq ans était positif, notre croissance était plus forte que celle des pays voisins, même si elle était insuffisante, le développement de notre effort de recherche, la reprise de l'investissement, la modernisation de l'économie, la désinflation nécessaire à notre compétitivité étaient réalisés, le rayonnement de notre pays s'était accru dans le monde grâce à l'action du Président de la République, nous avons préservé dans la crise notre système de protection sociale, nous avons accru les libertés, nous avons épanoui la culture, et pourtant, nous n'avons pas gagné.

D'abord, à cause de l'emploi, bien sûr, même si nous avons stabilisé le chômage à partir de 1985. C'est pourquoi le parti socialiste doit rester, doit redevenir le parti de l'emploi dans ce pays.

Nous avons perdu également à cause des divisions de la gauche ; si la direction du Parti communiste, au lieu de retirer ses ministres du gouvernement, en juillet 1984, avait défendu avec nous devant le peuple l'action de la gauche que nous avons conduite, nous, fidèles à nos engagements, avec eux, nous aurions pu convaincre le pays...

Et puis, il y a eu, peut-être, une erreur de méthode ; nous avons négligé parfois la force de certains grands sentiments collectifs, pas assez pris en compte l'aspiration à la sécurité toujours forte en milieu populaire, ce qui a alimenté contre nous l'injuste accusation de laxisme.

Peut-être y a-t-il eu aussi trop de technocratisme, dans un certain nombre de cabinets... pas toujours assez d'attention aux réalités quotidiennes des Français.

La droite gouverne...

Pour le moment, c'est la droite qui est aux affaires et c'est peu de dire qu'elle ne réussit pas...

Des deux tendances historiques de la droite française, celle du conservatisme éclairé ou celle de la réaction ouverte, force nous est de constater que depuis le 16 mars, c'est la seconde qui l'a emporté dans ce

pays... Mais dans l'exaspération de l'opposition ce tempérament réactionnaire de la droite s'est donné libre court, avec la mise en application de la plate-forme RPR-UDF : mesure ouverte en faveur des plus privilégiés, mainmise sur l'audiovisuel et régulation économique, refus du dialogue social, hostilité aux étrangers présents sur notre sol, mesures antisociales, flambée des loyers, suppression de l'aide au logement, multiplication des emplois précaires dans la jeunesse, vision autoritaire et d'ordre moral dans l'approche des problèmes de société, néo-colonialisme en Nouvelle-Calédonie... Oui, voilà résumé un an de politique de la droite !

Nous avons d'un côté un clan autour de Chirac et de l'autre le pouvoir solitaire revendiqué par Barre. Aucun des grands leaders de la droite n'a ramené dans ces derniers mois les chevaux légers du libéralisme à la raison. Les uns ont oublié les racines historiques et certaines valeurs du gaullisme, les autres n'ont pas eu le caractère ou le courage de se battre pour cette pensée sociale chrétienne dont ils se réclament, mais qu'ils soldent chaque jour contre le confort des postes ministériels.

Ah ! ce centre fantasmé qui n'est que l'aile de la droite... Les équipes politiques ne semblent pas être venues au pouvoir pour gérer, mais pour mettre en œuvre une étrange contre-réforme, dont les étudiants et les lycéens, les cheminots, les assurés sociaux, les jeunes Français de toutes origines ethniques, les créateurs, les hommes et les femmes de pensée ou de média ont montré successivement le caractère à la fois menaçant et précaire.

Avançant par saccades, dans des offensives brusques, mais des retraites précipitées, changeant de discours suivant les moments et les lieux, alternant l'arrogance puis l'excès de souplesse, se contredisant d'un ministre à l'autre, selon l'avantage tactique que celui-ci espère contre celui-là ou suivant le poulain qu'il soutient à l'élection présidentielle, oui, ce gouvernement de la droite unie et désunie déconcerte les Français, les déçoit, ce qui me convient, mais aussi les désenchante de l'action politique, ce qui m'inquiète.

Que peut-on attendre de Chirac, dont on ne sait pas ce qu'il pense, ce Chirac parti aux Etats-Unis chercher le reaganisme, au moment où l'Amérique tourne la page du reaganisme et découvre d'autres valeurs que l'individualisme forcené ?

Qu'attendre de M. Barre qui ne pense qu'à lui, et qu'est-ce que le barrisme d'ailleurs ? C'est l'amnésie pour le passé, l'ambiguïté pour le présent et le silence pour l'avenir.

Plus la droite échouera et plus elle se divisera en vue de l'élection présidentielle.

Notre identité, nos orientations

Dans ce contexte, la gauche et donc le parti socialiste, doivent se préparer ; il n'est pas vrai de dire que la gauche et la droite, c'est la même chose : la vie de tous les jours sous nos yeux nous démontre le contraire.

Sur le code de la nationalité, sur l'approche des problèmes de toxicomanie, sur les prisons privées, sur la Nouvelle-Calédonie, sur les privatisations, sur la sécurité sociale, les socialistes et la majorité RPR-UDF ont des approches totalement différentes.

Le problème n'est donc pas de savoir s'il faut ou non un armistice idéologique, et je suis sûr que sur ce point, Jacques Delors considère qu'il a été mal compris, le fait est que dans la confrontation des valeurs, il n'y a pas d'armistice, il ne peut pas y avoir d'armistice, compte tenu de ce qu'est l'approche de la droite.

J'avais déjà rappelé quelques valeurs essentielles du socialisme : lutte contre l'exploitation et les injustices, limitation apportée aux grands intérêts privés, développement des libertés et des droits collectifs, régulation des marchés, notamment par le Plan, laïcité de l'école et de l'Etat... qui est pour moi respect des consciences, pluralisme, vie des idées et non pas je ne sais quel dogme moral, bien sûr ; faire vivre l'égalité pour que la liberté de chacun puisse se réaliser, philosophie moins autoritaire des



rapports sociaux et enfin, naturellement, presque résumant le tout, transformation progressive de la société.

Certains croient-ils que ces valeurs peuvent être revendiquées par la droite ? Non. Nos valeurs sont claires, mais est-ce le cas de nos propositions ? A ce stade, je n'en suis pas sûr.

Or, nous ne pouvons pas aller, à la présidentielle, avec pour seul viatique, outre notre candidat, notre bilan de 1986, d'où la nécessité de prolonger rapidement la réflexion engagée dans les 4 Commissions du Congrès hier, et c'est là ma deuxième proposition.

Le Comité directeur du parti va devoir rapidement mettre en place la Commission qui va élaborer, sous la présidence du prochain Premier Secrétaire, nos propositions aux Français.

... Mes réflexions sur ces propositions tiennent en cinq orientations, mais je pourrais en résumer l'esprit en une phrase : nous, nous ne laisserons personne en route.

Première orientation : il faut contre la recherche des profits à court terme qui est le credo de la droite, assurer l'avenir économique du pays. Il n'y a pas de chance pour une politique socialiste dans le déclin économique ou dans la pénurie. Il est possible que les réglages macro-économiques ne puissent être fortement modifiés, mais des actions vigoureuses sont nécessaires en faveur de la recherche, dans le domaine industriel, appuyé sur un secteur public fort et dans celui de la formation.

Telles devraient être nos priorités budgétaires.

De même, des mesures fiscales en faveur de l'investissement, la modernisation du secteur financier, afin de permettre une baisse des taux d'intérêt, des relances sectorielles.

Voilà des mesures qui devraient permettre d'exploiter de nouvelles marges de croissance pour rendre confiance et optimisme au pays.

Deuxième orientation : il faut, contre la montée du chômage, à laquelle la droite se résigne, redéfinir une stratégie socialiste pour l'emploi. Recherche de la croissance, effort considérable de formation, dont il faut savoir qu'il sera coûteux, réorganisation et réduction du temps de travail, en faisant travailler moins l'individu et davantage le collectif et les machines... développement du tiers secteur non marchand, actions d'ampleur européenne, multiplication des initiatives locales pour des emplois utiles, partage des efforts... c'est sur tous les fronts que doit être attaqué le chômage et l'exemple de nos amis socio-démocrates suédois qui l'ont pratiquement vaincu nous montre que le chômage ne doit pas être considéré comme fatal par des socialistes.

Troisième orientation : contre la politique des privilèges et des inégalités de la droite, il faut maintenir la solidarité.

Une campagne d'affolement est conduite actuellement par le gouvernement, à propos de la Sécurité sociale, comme s'il voulait préparer l'opinion à un démantèlement d'un système de protection qui existe depuis 1945.

En outre, les solutions que ce gouvernement avance : abandon d'une véritable politique des retraites, remise en cause de notre système de santé dans son égalité, sont scandaleuses. Notre approche est tout à fait différente : solidarité, répartition, partage, ces mots restent au cœur de notre problématique.

Il y a des efforts à consentir, non pour détruire la solidarité, mais pour l'approfondir, et le problème n'est pas d'affoler les Français pour les conduire à accepter la mise en cause de notre système de protection et de se préparer à un système à double vitesse, il est de leur dire les efforts qui seront nécessaires et pourquoi et dans quelle limite ils devront les consentir.

Le parti socialiste, au côté des syndicalistes et des mutualistes sera au premier rang de l'action pour la défense de la Sécurité sociale... Il est prêt à s'associer, et c'est ma troisième proposition, à tout mouvement d'ensemble, rassemblant toutes les composantes qui s'organiseraient dans le sens de la défense de la Sécurité sociale...

Message du Président de la République

Chers amis,

A l'heure où votre Congrès vous rassemble pour affirmer hautement votre présence dans le pays et vos projets pour les Français, je viens vous dire l'attachement qui me lie à vos personnes comme à votre démarche au service de notre peuple.

Je souhaite que votre souci d'être vous-mêmes dans le respect des autres donne à la France des chances nouvelles. Président de la République, ce n'est pas seulement un devoir pour moi que d'assurer le droit de chacun, au-delà des choix politiques et des préférences personnelles, c'est aussi l'expression de ma profonde conviction qu'il faut à la nation, à la tête de l'Etat, un pouvoir équitable et juste. Mais cela n'ôte rien à la fidélité que je garde à l'idéal qui est le nôtre, à l'amitié que je vous porte.

En formant pour vous les vœux du cœur et ceux de la raison et en considérant l'état du monde, je n'oublie pas que la France, elle aussi, a besoin de rassembler ses forces. Aidez-la.

Votre ami, François MITTERRAND

Je demande donc aux Fédérations du parti d'organiser partout des délégations auprès des Préfectures pour faire connaître l'opinion des citoyens sur ce problème.

Quatrième orientation : contre l'ordre moral et l'autoritarisme, il nous faut garantir les libertés. Vivons-nous le retour de l'ordre moral ? Ma question n'est nullement polémique, tant l'approche de la droite est brutale dans les problèmes de société : mainmise sur les médias audiovisuels, répression des mouvements étudiants, avec la mort tragique de Malik Oussekin, dont j'ai personnellement, en mon nom, invité, ici, le frère Benamar Oussekin, afin de marquer notre solidarité contre les basses attaques de Pandraud contre cette famille.

Projet rétrograde de code de la nationalité, mise en place de prisons privées, comme si la liberté ou l'enfermement des hommes pouvait faire l'objet d'un commerce, retour de la censure.

Oui, c'est une France rétrograde, chauvine et autoritaire que certains cherchent à rassembler derrière leurs projets ; il ne faut pas en sous-estimer le risque.

... Il faut opposer clairement et sans peur notre projet de société de liberté à cette conception rancie de la France.

Sur l'immigration, il faut aller vers l'intégration sans négliger les problèmes de flux et la solidarité avec le tiers monde.





Sur la justice et la sécurité, il faut adjoindre à la nécessaire répression une politique de prévention et de réinsertion.

Sur l'audiovisuel, il faut un secteur public fort et partout concurrence et indépendance.

Et sur la censure, faut-il faire quelque chose ? Oui, il faut un grand éclat de rire, c'est vraiment le seul programme qui vaille...

Liberté aussi en Nouvelle-Calédonie... on ne peut, à la fois refuser au peuple kanak la perspective de l'indépendance et une place digne et égale dans la République...

Sinon on les accule à l'impasse et l'on met aussi la France dans l'impasse. C'est pourtant ce que fait le gouvernement, en fermant la porte de l'évolution et en dépouillant mesquinement, brutalement, cyniquement, de leurs moyens, les régions gérées par les Mélanésien.

Face à cette politique de blocage et d'intolérance, je dis au courant politique qui, en Nouvelle-Calédonie, refuse toute évolution, se crispe sur ses privilèges : une minorité ne pourra éternellement imposer ses vues à 55 millions de Français. Personne ne peut mettre impunément en cause la réputation de la France !

Au gouvernement, je dis : repoussez ce référendum qui n'a pas été préparé, traitez également tous les citoyens de la République, reprenez le dialogue avec tous.

Il nous faudra dire aussi que nous voulons ouvrir d'autres espaces de liberté dans l'entreprise, dans l'université, dans la création et la culture, à condition de faire comprendre naturellement aux esprits prudes comme M. Pasqua que la liberté n'est pas la licence, mais au contraire l'exercice de la responsabilité.

Cinquième orientation, contre la dérive atlantiste et l'égoïsme des grandes puissances, il faut assurer l'indépendance de la France, tout en l'ouvrant au monde.

En matière de politique étrangère, trois mots, trois projets s'imposent : l'indépendance, la solidarité avec le tiers monde, et l'Europe.

C'est naturellement par souci d'indépendance que la France organisa sa défense autour de la dissuasion et d'abord des sous-marins nucléaires... C'est en toute indépendance qu'elle doit suivre avec intérêt l'évolution actuelle en URSS, étant suffisamment lucide pour mesurer le chemin qui reste à parcourir pour que l'URSS devienne une démocratie... J'espère que ce mouvement se poursuivra, car il existe d'autres Sakarof et d'autres Jossy Begun à libérer !

De même, je ne vois pas pourquoi nous devrions écarter les propositions faites par M. Gorbatchev aux Etats-Unis alors que celles-ci aboutiraient effectivement à l'élimination des SS 20 et des fusées à moyenne portée, lesquelles sont une menace contre l'Europe et contre la seule Europe.

La solidarité avec le tiers monde est plus que jamais nécessaire. L'endettement des pays en voie de développement est aussi notre responsabilité, car ce sont les politiques d'austérité brutale qui sont imposées par les institutions internationales et par les banques privées des pays développés qui conduisent ces pays à l'asphyxie et bientôt à la rupture...

En même temps, leur tentation de rejeter, parce qu'il est trop lourd, le fardeau de la dette est une menace pour le système bancaire et financier international qui nous concerne directement.

Les socialistes devraient donc faire en sorte que la France prenne des initiatives en vue d'un rééchelonnement voire même d'un moratoire d'une partie des dettes du tiers monde.

Enfin, l'Europe est notre avenir et il se bâtit maintenant non seulement dans l'Europe des institutions, mais dans celle de la croissance, de l'emploi, par les grands travaux, par la solidarité, régionale et sociale, par la politique de la monnaie et peut-être un jour par la politique de la défense.

Notre méthode de gouvernement, c'est la recherche de consensus dynamiques par le dialogue social.

Il nous faudra proposer aux Français une charte, un contrat social, avec de grandes orientations affichées pour le long terme, mais avec pour les appliquer un gouvernement ouvert sur la société.

La loi a été, y compris parfois par nous, détournée de son sens ; précise jusqu'au détail, elle tend à enfermer la vie sociale dans un carcan ; il faudra, au contraire, en refaire un cadre, une règle du jeu autour de laquelle s'organiseront dans une liberté maîtrisée, les initiatives des individus et des groupes et les transactions, les négociations sociales.

Et le problème des contreparties est effectivement posé. En 1981, nous avons donné au monde du travail des contreparties par anticipation, avec les réformes sociales. Comment rassembler derrière nous le monde du travail avant l'élection ? Est-ce sur une formule ? Je ne le crois pas. Nous rassemblerons les travailleurs, nous les mobiliserons si nous leur donnons des réponses concrètes aux questions concrètes qu'ils se posent dans leur vie quotidienne, sur les salaires, sur la protection sociale, sur leur loyer, sur la qualité de l'HLM qu'ils habitent, sur leur accès possible aux loisirs, à la culture, sur leur possibilité de trouver un emploi.

Si le récent mouvement des jeunes nous a beaucoup appris, ce n'était pas parce qu'il portait en soi la vérité, mais parce qu'il était refus du diktat, refus de la violence et appel au dialogue.

Nous avons su écouter les jeunes ; il nous faut aussi entendre les voix des femmes. En mars 1986, elles ont voté plus nombreuses que les hommes pour le parti socialiste...

Je vous propose donc qu'à l'occasion du 8 mars, de la Journée des femmes de 1988, nous tenions une Convention nationale sur les droits des femmes et sur la place des femmes dans la société.

Notre stratégie

... C'est celle du rassemblement des forces populaires.

... Nous ne voulons pas d'alliance à droite et pas d'alliance avec le centre qui est dans la droite.

Un sondage, la veille de notre Congrès, est venu comme par hasard nous dire que nos électeurs voulaient (à 65 %) que nous nous allions avec le centre. Pas plus aujourd'hui qu'hier, nous ne ferons la politique du parti socialiste au rythme changeant des sondages. Où est le Centre...

avec des positions politiques qui lui soient propres ? Le voyez-vous sur la Nouvelle-Calédonie ? Ils se taisent ! Le voyez-vous sur les mesures anti-sociales et les atteintes à la Sécurité sociale ? Ils se taisent. Encore dans le gouvernement de M. Chirac, ils sont déjà dans les bagages du candidat M. Barre... ! Qu'ils s'affirment comme une force autonome, avec leur propre pensée, avec leur indépendance, avec leur refus de la politique de la droite (même s'ils ne sont pas d'accord avec les positions socialistes), alors on pourra parler d'un véritable centre dans la politique française et le respecter. Pour le moment, il n'y a que le centre abstrait et vague des sondages. Peu perspicaces et bien malhabiles seraient ceux d'entre nous qui se laisseraient aller à je ne sais quel appel au centre. Ne transformons pas une rêverie de l'histoire politique française en réalité politique. Il sera bien temps, après 88, de voir comment ce fameux centre réagira si le candidat de droite est battu par nous au deuxième tour de l'élection présidentielle. En attendant beaucoup d'électeurs qu'on dit du centre voteront pour nous.

Nous n'avons pas d'ici 1988, à répondre à la question des alliances entre partis, pour gouverner. Nous sommes face à une élection présidentielle, pas face à une élection législative. Notre candidat... qui sera celui des socialistes au premier tour, portera naturellement au deuxième le mouvement de tous ceux qui ne voudront plus de la politique de la droite, qui voudront un gouvernement de progrès et d'équilibre.



D'ici là, le parti doit être engagé dans l'action et c'est pourquoi j'ai proposé la démarche du Conseil national de la gauche et des forces de progrès pour ouvrir ce chemin au rassemblement.

Les socialistes, les radicaux de gauche, les communistes unitaires, les gaullistes de gauche, les écologistes, les hommes et les femmes de progrès qui se retrouvent dans ces instances préfigurent le mouvement plus vaste des millions d'hommes et de femmes qui feront gagner la gauche en 1988...

... Faisons-nous l'impasse sur le parti communiste et sur sa direction ?

Pas du tout, car nous ne devons pas nous résigner à la politique de division de la direction communiste... je veux l'union, les socialistes veulent l'union, ils veulent le désistement au second tour à la présidentielle, aux municipales et aux élections locales. Et tous ceux qui veulent du côté des communistes être unitaires et seront effectivement unitaires dans les prochaines échéances, auront la compréhension et l'accord des socialistes.

... Rassembler, la gauche, autour de notre candidat, telle est bien la stratégie qui s'impose à nous. Dans la présidentielle et dans la vie politique actuelle, seul le parti socialiste a la volonté et la force pour rassembler ceux qui veulent une alternative à la droite.

Le parti communiste est en crise, il n'a plus de stratégie politique claire, il est tourné vers son malaise intérieur.

Le parti socialiste, lui, offre au peuple, la volonté et la perspective de la victoire et d'ailleurs, sondages, études, portraits, analyses, même critiques, se multiplient à nouveau sur notre formation qui, de plus en plus suscite l'intérêt... Nous sommes de loin le parti qui a la meilleure image, qui est jugé le plus capable pour résoudre les différents problèmes du pays.

Seul un candidat socialiste a une chance et même une sérieuse chance, de gagner la présidentielle face à la droite.

... Mais il faut faire en sorte que le parti ne soit pas qu'une machine et notamment pas qu'une machine électorale... il doit être le parti de la vie. Qui, le 23 novembre, à Paris, a pris toute sa place dans la première manifestation de masse sur l'éducation contre le gouvernement, sinon puissamment le parti socialiste et ses militants ?

Est-ce un hasard si l'on découvre après coup que la moitié du Bureau de la coordination nationale des étudiants était composée de socialistes, dont chacun pourrait vous dire qu'il ne recevait aucun ordre de nous pendant leur mouvement.

N'étions-nous pas nombreux dans la manifestation récente contre le projet de réforme du code de la nationalité ?

Et nous continuerons à chaque fois que l'occasion se présentera.

C'est pourquoi je fais une quatrième et une cinquième propositions. D'abord, la tenue à l'automne prochain de notre Conférence nationale « Entreprises ». Y seront examinées les propositions que notre parti fera au monde du travail ; ensuite, nous organiserons une série de rencontres des leaders du parti, avec les travailleurs sur un certain nombre de sites industriels symboliques.

Ce sera notre façon d'honorer et de reconnaître le travail qu'accomplissent, souvent de façon obscure, nos militants socialistes en entreprises.

J'ai voulu aussi que le parti socialiste soit le parti de la pensée et de la création, et dans ce sens, combien de très grands savants, d'intellectuels, d'architectes, de dirigeants d'entreprises, d'artistes, d'avocats, d'anciens syndicalistes, membres ou non du parti, ont rejoint, pour réfléchir et proposer, le groupe des experts.

Et toute cette année encore, nous allons nous remettre au travail, avec les experts, avec les commissions, avec les principaux responsables, avec enfin les militants, pour élaborer nos propositions pour la présidentielle et achever leur examen avant la fin de l'année.

... Pas de grand parti non plus sans une direction forte, c'est-à-dire représentative et soudée.

Dans le Comité directeur, nous avons marqué notre volonté de renouvellement, puisque sur 201 membres, titulaires et suppléants, 50, soit 1/4, sont de nouveaux membres.

Y entrent un certain nombre d'anciens ministres, qui ont illustré notre action gouvernementale.

... Y viennent aussi des jeunes qui ont pris part au mouvement étudiant.

J'attends de la nouvelle direction qu'elle soit soudée, fraternelle, efficace, qu'on y travaille, non pas pour soi, mais pour la collectivité qui est la nôtre. C'est ainsi et seulement ainsi que nous pourrons préparer avec des chances de succès le rendez-vous qui est devant nous.

... Il est important aussi que l'autorité du Premier Secrétaire, soit préservée contre le risque des forces centrifuges ; l'autoritarisme, jamais. L'autorité pour le premier dirigeant d'un grand Parti, c'est nécessaire, c'est seulement ainsi que je peux assurer ma fonction.

Dans un an, nous serons dans la bataille de l'élection présidentielle. A ce stade, nous n'avons pas de candidat, c'était déjà le cas avant 1981, un an avant la présidentielle, et cela ne nous a pas mal réussi...

... Maîtrisez cette période qui vient, ne cédez pas à l'impatience ou à l'incertitude. Travaillons pour nos idées, soyons présents dans la société ; le moment viendra où nous aurons notre candidat, nous nous rassemblerons tous derrière lui et nous gagnerons.

Sentons le mouvement qui s'opère dans la société française, sentons le mouvement qui s'opère dans l'esprit des gens. Il y a six mois encore les Français ne voulaient pas nous entendre, puis est venue la phase de la déception. Ils ont commencé à juger notre bilan autrement. Maintenant, ils commencent à regarder vers nous. Il nous reste un an pour que les Français nous choisissent, pour qu'ils élisent celui qui incarnera nos idées et leurs intérêts et leurs valeurs.

Je suis convaincu que c'est possible ; c'est à cela désormais que nous allons travailler. C'est à cela en tout cas que je travaillerais, si vous le voulez, avec vous tous, par le chemin du cœur et de la raison, pour gagner. ■

**CLAUDE ESTIER
VÉRONIQUE NEIERTZ**

VÉRIDIQUE HISTOIRE d'un septennat peu ordinaire



GRASSET



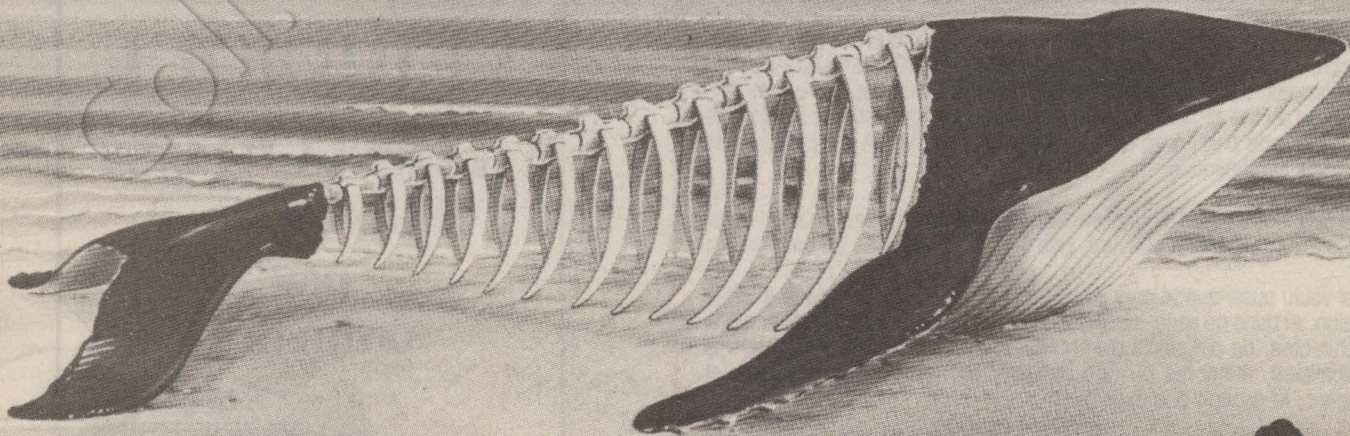
Délégation françaises au Congrès de Lille

Conseil national de la gauche. Henri FISZBIN. Roger-Gérard SCHWARTZENBERG.

Parti communiste français. Parti socialiste unifié. Mouvement des radicaux de gauche. Mouvement gaulliste populaire. Gaullistes radicaux et socialistes — Club Gares. Mouvement des démocrates. Ligue communiste révolutionnaire. Nouvelle action royaliste. Union démocratique bretonne. Parti communiste internationaliste. Parti pour une alternative communiste. Parti socialiste arménien (Bureau mondial). Parti socialiste arménien (en France). Solidarité franco-arménienne. Parti socialiste guyanais. Parti progressiste martiniquais. Parti socialiste ouvrier espagnol (en France). Confédération générale du travail. Confédération française démocratique du travail. Union fédérale C.F.D.T. Police nationale. Confédération française de l'encadrement. Fédération générale des syndicats de la police nationale. Union générale des ingénieurs cadres et techniciens C.G.T. Fédération autonome des syndicats de police. Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale. Pour un syndicalisme autogestionnaire. Centre d'action et de dialogue des artisans et des commerçants. Syndicat des avocats de France. Comité national d'action laïque. Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente. Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques. Ligue internationale de l'enseignement. Fédération des mutuelles de France. Mutuelle nationale des étudiants de France. Confédération nationale du logement. Confédération générale du logement. Association démocratique des français à l'étranger. Fédération nationale Léo Lagrange. Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active. Francs et franchises camarades. Jeunesse ouvrière chrétienne. Jeunesse ouvrière chrétienne féminine. Action catholique des enfants. Jeunesse au plein air. Centre de coopération pour la réalisation d'équipements de loisirs. Union française des centres de vacances et de loisirs. Union des centres de plein air. Loisirs vacances tourisme. Fédération nationale des offices municipaux des sports. Union nationale des étudiants de France. Mouvement rural de jeunesse chrétienne. Fédération unie des auberges

de jeunesse. S.O.S. environnement. Conseil national des associations familiales laïques. Confédération syndicale du cadre de vie. Confédération syndicale des familles. Ligue des droits de l'homme. Union rationaliste. Sociétés coopératives de production. Institut des coopératives de l'école moderne. Amicale des Algériens en Europe. Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme. Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples. Fédération internationale des droits de l'homme. Droits socialistes de l'homme. Mouvement anti-apartheid. France terre d'asile. France plus. Collectif des droits civiques. S.O.S. racisme. Conseil des associations d'immigrés en France. Mouvement pour la défense des droits de la femme noire. Génération 2001. Centre Lebre. Association pour le développement des relations entre les communautés. Association des Français musulmans. Homosexualités et socialisme. Comité d'urgence anti-répresseion homosexuelle. Rencontre des homosexualités en Ile-de-France. Les gais retraités. Comité catholique contre la faim et pour le développement. Centre de recherche et d'information pour le développement. Information, défense, action, re-traité. Conventions pour l'armée nouvelle. Cercle Bernard Lazare. Union des étudiants juifs de France. Mouvement Avoda. Congrès juif mondial. Union des socialistes juifs. Socialisme et judaïsme. Conseil représentatif des institutions juives de France. Fédération nationale d'associations culturelles d'expansion musicale. Travail et culture. Ville et banlieue. Culture et liberté. Union nationale des centres d'action culturelle. Peuple et culture. Centres musicaux ruraux. Syndicat national des artistes musiciens de France. Office central pour la coopération culturelle internationale. Les Mariannes. Choisir. Fédération syndicale des familles monoparentales. Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles. Centre national des jeunes agriculteurs. Fédération nationale des foyers ruraux. Fédération nationale des syndicats de paysans. Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans. Union syndicale de la médecine. Intersyndicale nationale des médecins hospitaliers. Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés. Association des paralysés de France. Fédération nationale des malades infirmes et paralysés. Médecins sans frontières. Fraternité sans frontière. Jeunesse et communication. Matière grise. Institut national de la consommation. Fédération nationale des associations des usagers de transports. Bureau international afghanistan. Identité et dialogue. Rencontres communistes hebdo.

QUE LAISSERA LA DROITE D'UNE GRANDE IDÉE?



NE LES LAISSONS PAS COULER LA SÉCURITÉ SOCIALE.

